

PANORAMA DES MULTINATIONALES FRANÇAISES
Le BTP et les SERVICES PUBLICS
suivi d'une mise à jour sur les distributeurs
(*Vie économique Poitou-Charentes*, n° 6, juin-octobre 1987)
© Copyright Alain LÉGER, 1987-2022

BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

BOUYGUES

DUMEZ

GÉNÉRALE DES EAUX (division BTP)

CAMPENON-BERNARD

FOUGEROLLE

FRANGECLIM

GTIE

MAISON PHENIX

SADE-CGTH

TUYAUX BONNA

GROUPE MAISON FAMILIALE

GTM-ENTREPOSIE

GIE INTERTEL

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISE

SOPREMA

SPIE-BATIGNOLLE

ROUTIÈRES

COCHERY-BOURDIN ET CHAUSSÉ

VIAFRANCE

SCR

JEAN LEFÈBVRE

SCREG

COLAS -

SACER -

SERVICES PUBLICS :

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX - 35

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET RURAL (SAUR)

SOGEA

GRANDS DISTRICTEURS

Cette revue n'est pas réservée aux spécialistes et encore moins aux professionnels qui n'y trouveront aucune information d'ordre technique, juridique ou commercial.

Elle cherche à présenter l'économie régionale d'un point de vue original, notamment par l'étude de la concentration et de l'internationalisation des entreprises.

À cette fin, nous avons classé les firmes implantées en catégories : les étrangères, les françaises (hexagonales ou multinationales) non originaires de la région et les firmes d'origine locale.

Derrière ces catégories, ne l'oublions pas, il y a des emplois confortés, menacés ou supprimés, des horizons qui s'élargissent ou s'étrécissent, des situations concurrentielles ou monopolistiques, des modes de direction et de succession qui évoluent, bref une modification profonde de toute l'organisation économique.

L'actualité consacrée au BTP et aux services publics achève un cycle sur les multinationales françaises non originaires de la région au cours duquel nous avons successivement examiné les grands distributeurs, l'industrie et l'agro-alimentaire.

Le prochain numéro sera consacré aux firmes étrangères.

AVANT-PROPOS

Avec le BTP et les services publics s'achève le cycle que nous avons consacré aux multinationales françaises non originaires de la région.

Peu de commentaires à propos des sociétés de services publics, sinon que leur percée en région est relativement récente et n'a guère suscité d'études globales.

Quant au secteur du bâtiment, il évoque des images contradictoires. Il est puissamment organisé sur le plan syndical et son marché est assez bien connu compte tenu du poids des collectivités publiques, des grandes entreprises comme EDF et des aides diverses à la construction ou à la rénovation.

Cependant, il ne passionne guère les observateurs extérieurs, le moins curieux dans cette affaire n'étant pas l'attitude de la presse locale qui, à l'occasion des visites de chantiers et des inaugurations, passe fréquemment sous silence l'identité des entreprises (quasi-systématiquement dans certains journaux comme l'édition Charente-Mme de *Sud-Ouest*).

Nous présentons ici les majors de la profession et leurs ramifications en région. Nous examinerons successivement les raisons de leur émergence, leur degré de pénétration en Poitou-Charentes et les évolutions récentes, en particulier les réactions que leur concurrence a suscité du côté des entreprises locales.

Avant de conclure, encore un mot sur notre premier n° consacré aux grands distributeurs dont nous vous présentons ici une actualisation (39-43).

Nous avons bien dit grands distributeurs et non grande distribution car il ne s'agissait pas seulement de recenser des points de vente, de rapporter des m² à des quantités d'habitants ni même d'offrir une vision historique de l'évolution du commerce à travers la succession grands magasins, succursalisme, magasins populaires, hypermarchés. Il s'agissait plutôt — et c'était là l'originalité réelle (qui n'a pas toujours été très bien perçue) par rapport aux travaux existants et à ceux qui continuent de se publier — de privilégier l'étude des entreprises, de décrire leur trajectoire historique et géographique, d'identifier leurs propriétaires et leurs liens financiers, de les classer en fonction de leur organisation (succursalistes privés, grossistes-franchiseurs..), de comparer leur stratégie de diversification, de mettre en évidence la marche accélérée des indépendants vers des formes de regroupement et d'établir enfin que les hypermarchés, loin d'être le fruit d'une génération spontanée, étaient en grande partie l'œuvre de sociétés ayant pignon sur rue depuis plusieurs décennies.

EMPLOI

Sur la période 1968-1984, les emplois offerts en Poitou-Charentes par le bâtiment et les travaux publics sont passés de 58.600 à 45.600 : 13.000 postes ont donc été perdus (soit 1 sur 5) dont 10.000 environ entre 1980 et 1984. Depuis cette date, le dégraissage s'est poursuivi mais à un rythme plus modéré.

Sur le plan social, le choc a été aggravé par la modification de la demande et ses conséquences sur la structure de la profession. Le marché du logement collectif et des constructions scolaires a reculé au profit de la maison individuelle. Et le secteur de la rénovation s'est développé au détriment de la construction neuve. En conséquence, les entreprises de second œuvre ont mieux résisté que celles de gros œuvre et les artisans

ont accru leurs effectifs d'un bon millier de personnes alors que le salariat perdait 12.000 individus¹.

Cette régression s'explique à la fois par des gains de productivité et par une baisse de l'activité. Les mises en chantier de logements neufs sont tombées de 12 800 en 1981 à 8 200 en 1984. Et dans le domaine des travaux publics — qui représente approximativement le quart des emplois — la région se situe en avant-dernière position pour le montant des investissements par habitant (1.118 F en 1985 contre 2.202 en Rhône-Alpes).

ÉMERGENCE DES GROUPES

L'émergence des groupes apparaît comme la conséquence d'un ensemble d'interactions complexes qu'il serait vain de vouloir réduire à la psychologie de l'entrepreneur et à son goût du profit ou de la puissance.

Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, on note l'apparition d'entreprises spécialisées dans les ponts métalliques ou les travaux portuaires qui ne peuvent survivre et se développer qu'à une échelle européenne, voire mondiale. De nos jours, l'accès à certains chantiers en France comme à l'étranger requiert des seuils minimum de compétence, de pluridisciplinarité et de taille. Cette dernière condition en particulier, décriée à tort et à travers, est une nécessité impérative, entre autres pour ne pas être à la merci d'un ratage, pour pouvoir réaliser les investissements nécessaires à la construction de certains ouvrages, pour rentabiliser le réseau commercial ou pour financer la recherche.

Pour atteindre ces conditions, les groupes ont bénéficié de facteurs favorables : la multiplication des grands travaux, les débouchés coloniaux, un recrutement massif dans les grandes écoles, une confraternité avec les décideurs parisiens ainsi que la volonté des pouvoirs publics de doter la France de firmes de niveau international.

Plusieurs entreprises sont nées de la volonté de groupes industriels de s'intégrer en aval comme Pont-à-Mousson, Vallourec, Tuyaux Bonna, la Générale des eaux, Empain, Alstom, la SMAC...

D'autres ont profité de l'appui des banques et de compagnies d'assurance qui jouent un rôle déterminant dans la collecte des capitaux et l'organisation de synergies, par exemple entre l'immobilier et la construction ou bien entre la réalisation de centrales nucléaires et la promotion du tout-électrique (cf. *VEPC* n° 3 sur Paribas et *Gazette nucléaire*, n° 58).

D'une certaine manière, il suffit de se livrer à une petite exploration en région parisienne pour saisir véritablement la source de la puissance des multinationales du BTP. Les grands chantiers y sont légion. Les villes nouvelles y grandissent à vive allure, offrant pour la plupart une qualité architecturale qui rend plus éclatante encore la misère esthétique des ZUP et des ZAC de notre région. Et partout éclate la domination d'une poignée de firmes qui, à quelques exceptions près comme Nord-France ou SCGPM, opèrent toutes en Poitou-Charentes.

Dans le même ordre d'idées, on peut noter que le pont de l'île de Ré sera réalisé par Bouygues pour 480 MF alors que le budget annuel des T.P. en Charente-Maritime s'élève à 130 MF.

UNE PÉNÉTRATION EXTÉRIEURE VARIABLE

¹ Le tiers des entreprises artisanales appartient au BTP.

La pénétration des firmes extérieures en région est particulièrement sensible dans le domaine des travaux publics puisqu'elle a atteint en 1984 — directement ou par le biais des agences locales — 46,1 % du marché ².

Ainsi, le sous-secteur des travaux routiers, et plus spécialement des revêtements — est quasiment trusté par les grandes entreprises. Seule la SATAP de Surgères, non sans difficultés, leur oppose encore une résistance significative. Les autres comme Garraud en Charente ou Bellin dans la Vienne se limitent au terrassement, à l'empierrage et parfois aux petits ouvrages d'art.

Les entreprises locales se font également rares dans la pose de canalisations : la SCOTPA (ex-Baudu) en Charente, la SNATP [liée à la SAUR, puis filiale de GTM/Vinci] à La Rochelle [L'Houmeau] ou la STEC à Poitiers ont quelque mérite à résister, éventuellement en position de sous-traitant, à la cohorte des Ancelin, SOGEA, SADE, SPAC (Parisienne de canalisations) ³ ou Viafrance et des raiders comme Dodin, Devin-Lemarchand ou Spie Capag.

Dans les travaux électriques enfin, comme en témoigne l'encadré *in memoriam*, le tissu local s'effrite progressivement sous les assauts des transnationales ou des grands hexagonaux comme l'Entreprise Industrielle et sa filiale Verger-Delporte, Self, Allez ou Clémessy.

En revanche, la pénétration semble moindre dans le domaine du bâtiment proprement dit.

Plusieurs filiales de groupes géants, opérant principalement sur le marché des grands travaux ont dû mettre la clef sous la porte, que ce soit la SNEG à Angoulême, CITRA-France à La Rochelle ou Garofalo à Niort. Néanmoins, par le biais d'autres filiales, de nouvelles implantations ou de rachats, les empires ont relativement bien résisté comme en témoignent Muzzolini à Poitiers, Roginski à Saintes ou l'arrivée des Grands Travaux de Marseille à Angoulême.

De son côté, la construction pavillonnaire, jadis domaine réservé de l'artisanat, fut envahie à la fin des années 1960 par des marques telles que Phénix, le Clair Logis, Maisons Chalet Idéal ou Maison Évolutive suivies, dans le courant des années 1970, par une deuxième vague composée des GMF, Copreco, Bruno-Petit, Florilège, Lemoux-Bernard, Mondial Pratic et autres Bouygues.

Quant au second œuvre, la présence des groupes s'y fait plus discrète. On relèvera toutefois de grands spécialistes de l'étanchéité comme SMAC-ACIEROID et SOPREMA ou des miroitiers tels que SIGLAVER (filiale du groupe Boussois vendu par BSN à l'Américain PPG) ou les Miroiteries de l'Ouest à Angoulême et La Rochelle (Saint-Gobain).

L.A PÉRIODE RÉCENTE.

* LES MAJORS :

Après l'expansion des années 1970 portée par le boom des pays pétroliers, la profession a vu ses exportations régresser depuis 1982-83. À cela plusieurs explications : la baisse des prix du pétrole, la crise financière du tiers-monde, la concurrence japonaise et celle des Nouveaux Pays industrialisés comme la Corée ou le Brésil. En outre, la politique d'indigénisation a réduit les possibilités d'emploi à l'étranger. Au départ, on expatriait jusqu'aux ouvriers qualifiés, ensuite seulement jusqu'aux chefs de chantier, aujourd'hui uniquement les cadres

² Ce chiffre de la Fédération nationale des T.P. ne semble pas inclure la part des sociétés locales (distinctes des agences) créées ou rachetées par des groupes extérieurs.

³ Filiale du groupe sidérurgique ARBED, la SPAC est à notre connaissance, avec SIGLAVER, la seule entreprise du BTP à capitaux étrangers opérant dans notre région.

Face à cette situation, les firmes ont réagi de deux façons. D'une part, en se redéployant dans les pays industrialisés (Australie, Canada.. et surtout USA) ; d'autre part en relançant leur développement en France. Mot d'ordre : régionalisation et diversification. Plusieurs firmes spécialisées principalement dans les travaux publics comme Dumez ou GTM ont fortement percé dans le bâtiment. La plupart ont élargi la gamme de leurs activités. Les routières ont renforcé leur intégration-amont dans les carrières et les asphaltes, les autres ont absorbé des promoteurs immobiliers, des firmes d'ingénierie, des électriciens, etc. En outre, elles ont recruté de plus en plus de gestionnaires et de commerciaux.

On verra néanmoins que plusieurs d'entre elles ont été ébranlées ou contraintes d'abdiquer leur indépendance à la suite d'une expansion mal maîtrisée à l'étranger.

* LES MOYENNES ENTREPRISES

Au début des années 1970, il était courant de voir des entreprises moyennes opérer dans la région.

Baudin-Châteauneuf par exemple, originaire du Loiret, édifia la plupart des ouvrages de la déviation ouest d'Angoulême, le pont Saint-Antoine dans cette même ville, les ponts de la déviation de Ruffec et celui de Châteauneuf-sur-Charente.

L'ECE, de Toulouse, a notamment construit le parking souterrain de la place Bouillaud à Angoulême.

Heulin, du Mans, possédait une agence à Royan.

Le nordiste Caroni a réalisé les terrassements de la déviation de Ruffec et participé au creusement du port des Minimes à La Rochelle. Etc.

Le fait marquant de la période récente est l'extrême raréfaction de ce type d'entreprises tant à l'échelle nationale que régionale. Quand elles ne sont pas repliées sur leur pré carré comme Baudin-Châteauneuf, candidat malheureux à la construction du pont de l'île de Ré, elles ont disparu ou sont passées dans le giron des grands leaders (Ainsi Heulin et Caroni qui ont été reprises par Campenon-Bernard).

* LES ENTREPRISES LOCALES

La crise a tout à la fois révélé leurs faiblesses et accéléré leur adaptation.

Les structures familiales ont amplement démontré leur fragilité. Beaucoup de petits patrons ne possédaient qu'une formation acquise sur le tas ou manquaient d'un successeur compétent. Ceci sans parler des défaillances personnelles qui jouent un rôle non négligeable du type passion exacerbée du sexe faible, amour immodéré de la bouteille ou règlement de dépenses somptuaires avec la caisse de l'entreprise.

Prenons une entreprise parmi d'autres, C. Il s'agit d'une petite entreprise rurale de T.P. qui en est à la deuxième génération. C pratique une politique prudente mais avisée. Elle a su abandonner certaines activités comme les carrières ou le goudronnage pour en développer d'autres comme le transport. Elle a également profité de la vogue des étangs mais quelques cas malheureux l'ont dissuadé de se lancer dans la construction de tennis.

Aujourd'hui, C ne travaille pratiquement plus qu'en sous-traitance en louant ses engins avec leur conducteur.

Pour B, l'agence d'une multinationale qui est le principal donneur d'ordre de C, les choses sont claires. B reçoit de son siège parisien un barème-type. Or C propose à un prix inférieur une prestation complète : engin, conducteur et remplacement du matériel ou du personnel en cas de défaillance. Les salariés de C sont d'ailleurs stables, très compétents et fortement polyvalents. Éventuellement, B incitera même C à l'achat de tel ou tel engin plus moderne. Cependant, comme la plupart des donneurs d'ordre, B

demande à C de ne pas apposer de marque distinctive sur ses engins. Comme C ne fait pas de publicité par ailleurs, elle reste très peu connue des décideurs et du grand public.

Au total, C est exploitée mais les choses ne vont pas trop mal pour elle. Parfois, elles deviennent même franchement cocasses.

B', agence d'un autre major, remporte une fois un chantier de plusieurs semaines sur un axe très fréquenté. B' sort alors le grand jeu et s'affiche urbi et orbi. Malheureusement, au bout de deux jours, B' doit déjà renvoyer un engin prêté par une agence voisine. Comme un second engin tombe bientôt en panne, B' fait appel à C qui, un beau matin, découvre son engin pavoisé aux couleurs de son donneur d'ordre. Mystérieusement, les autocollants disparaîtront pendant la pause de midi.

Prenons A, une grosse entreprise locale de bâtiment. Pour ses terrassements, elle fait souvent appel à B qui sous-traite à son tour à C. B se contente d'une ou deux visites de contrôle et empoche 10 % du contrat. C n'est même pas connu de A et bien qu'il lui ait suggéré de court-circuiter B, il n'a pas obtenu de réponse.

Le patron de C a un coup d'œil impressionnant mais il n'a jamais appris à regarder dans une lunette et à calculer un cubage. L'aide intermittente de son fils, qui sort d'une école spécialisée et travaille dans le métier, lui est toujours précieuse. Mais jusqu'à présent, celui-ci n'a pas manifesté d'intention très ferme de prendre la succession. Nul ne peut prédire l'avenir de C.

Toutes les entreprises n'ayant pas aussi bien résisté que C, beaucoup ont cru trouver une planche de salut dans le micro-protectionnisme.

Voici comment le député-maire de Châtelleraut, Pierre Abelin, répondait dès 1971 à une interpellation de la défunte entreprise Sauzeau : « J'ai eu récemment l'occasion d'intervenir avec vigueur auprès d'une administration parisienne qui, en dépit du fait que l'entreprise Sauzeau était la moins-disante, a cru devoir réserver la commande de constructions faites à Poitiers à une entreprise dite nationale. Si ces errements continuaient, une menace sérieuse pèserait à la fois sur les entreprises régionales et sur les éléments particulièrement qualifiés du monde du travail ⁴. »

À mesure de l'approfondissement de la crise, ces appels au secours se sont multipliés. Voici par exemple comment s'exprime en 1984 l'entrepreneur de T.P. Jarrige de Saint-Georges-les-Baillargeaux dans la Vienne, suite à la perte d'un marché attribuée aux prix trop bas pratiqués par les entreprises nationales : "Ce qui est encore plus grave, c'est que ces entreprises, malgré les marchés obtenus, continuent de débaucher leur personnel dans le département et font exécuter leurs chantiers à du personnel venu de l'extérieur avec leurs matériels.. Devant cette triste comédie, les élus et responsables du département ferment les yeux et se lavent les mains par ignorance ou incompétence⁵ .

En fait d'ignorance et d'incompétence, les collectivités doivent arbitrer entre des pressions contraires. D'une part, elles ont le souci de préserver- les entreprises locales et l'emploi, d'autre part, elles se doivent de limiter les impôts locaux et de proposer des logements à des coûts attractifs. Au total, il semble qu'elles admettent couramment des surpluses de 5 % au bénéfice des entreprises locales.

Susceptibles de protéger le tissu économique régional contre des campagnes momentanées de dumping, ces mesures rencontrent cependant rapidement leurs limites : 1 — les entreprises dites extérieures sont de plus en plus intégrées à leur milieu d'accueil 2 — ce que les firmes gagnent en s'abritant, elles ont toutes chances de le perdre en possibilité de travailler à l'extérieur. Ceci ressort clairement des arguments dont l'entreprise Migault de Niort assortissait naguère une demande de protection : les

⁴ *Centre Presse*, 18 février 1971.

⁵ *Centre Presse*, 28 janvier 1984.

marchés de la Vendée et de la Charente-Maritime distants de 8 et 20 km nous sont fermés et nous sommes considérés comme étrangers dans le nord des Deux-Sèvres⁶.

Heureusement, les entreprises locales ont aussi réalisé un effort d'adaptation.

Les plus importantes ont eu recours à l'éclatement en filiales dont les avantages sont multiples : protection de l'ensemble contre une défaillance partielle, adaptation plus fine au marché, constitution d'équipes homogènes, mise à l'épreuve des cadres..

Le recours à l'intérim et à la location de matériel se sont considérablement développés tandis que les groupements ont fait florès. L'un des premiers, GBA, constitué vers 1970, rassemble une quarantaine d'entreprises régionales du type Léonard à Angoulême ou Garrigue à La Rochelle (cette dernière ayant disparu à la suite d'une rupture soudaine de ses crédits). GBA assure plusieurs missions : recherche, création d'un catalogue de modèles et de systèmes constructifs, formation, aide à la commercialisation et même entraide financière.

Certaines entreprises ont acquis la concession de brevets exclusifs comme le béton précontraint PPB ou l'isolation par l'extérieur X-Therm (deux licences du groupe Lafarge).

Un bon exemple de la capacité de résistance des entreprises locales est fourni par le secteur pavillonnaire. Face au déferlement des marques extérieures, l'initiative régionale donna tout d'abord des signes inquiétants de délitement. Pour nous en tenir à la Vienne, rappelons quelques faillites simples ou frauduleuses qui défrayèrent la chronique : le Pavillon poitevin (1971), la Demeure poitevine (1973), l'Entreprise générale poitevine (1977), Tradi-Bati originaire de Niort, CEPI, Sotral-Stteb de Tours, Abonneau (dont un des co-fondateurs a récidivé en 1987 et s'est pris six mois fermes), le Comptoir naintréen du bâtiment (le tout en 1980), CEMT et Tradi-Dur (1982), le Home poitevin (1983), Techni-Construction à Poitiers et COPAVI à Chauvigny (1985)..

La partie pouvait donc paraître gagnée d'avance pour les grands pavillonneurs. Pionniers du produit clef en main, utilisant des méthodes modernes de construction, de gestion et de promotion, ils offraient au surplus toutes les garanties nécessaires de continuité, leur rachat en cas étant quasiment automatique (cas de la Maison évolutive repêchée par Phénix ; de Maisons Chalet Idéal., du Pavillon moderne et d'André Baud repris par Bruno-Petit soutenu par le Crédit lyonnais, etc.).

Pourtant, depuis 1984, il semble que leurs positions relatives se soient effritées au niveau national et, il y a tout lieu de le croire, à l'échelle régionale. Au demeurant, et en dépit des apparences spectaculaires, la base de la profession a toujours été saine. Elle est constituée de solides généralistes ayant pignon sur rue comme Léonard ou Arche - Industrie à Angoulême, Boutillet à Chauvigny, Moreau-Lathus ou Hernandez à Portiers, Rugine à Châtellerauld ; de vieux constructeurs de bâtiments élémentaires qui ont accédé au pavillonnaire comme l'Idéal Guillemain à Argenton l'Eglise, Février à Migné-Auxances ou Tartarin à St-Savin ; et de spécialistes réputés comme la SECOB en Charente-Maritime.

À côté d'eux, on note la percée de groupements artisanaux dont quelques uns connaissent un réel succès (ABC en Charente) et celle d'une nouvelle génération de pavillonneurs dont certains recourent à des franchises récentes du type Sonkad mais dont beaucoup se limitent à la conception et à la maîtrise d'œuvre (en sous-traitant la réalisation à des artisans qu'ils choisissent et rémunèrent en lieu et place du client).

Parmi ces diverses entreprises, certaines ont acquis une influence qui dépasse leur département d'origine alors que d'autres, devant la hausse des carburants et la contraction du marché, ont au contraire préféré réduire leur sphère d'activité. Globalement, leur rayonnement semble nettement insuffisant pour compenser la présence en région de pavillonneurs périphériques indépendants comme Flores de Tours, la Maison du Marais originaire de Vendée, les méridionaux Lara et Demeures de

Gascogne, le Périgourdin Rouqué ou le Limousin Cotralim qui contribuent eux aussi à limiter l'emprise des majors nationaux.

Quoiqu'il en soit, leur exemple prouve amplement qu'à la faveur du glissement du marché, vers la maison individuelle et la rénovation, les entreprises locales peuvent parfaitement défendre leurs positions face aux firmes géantes à condition qu'elles corrigent leurs défauts les plus criants.

IN MEMORIAM

En une quinzaine d'années, de nombreuses entreprises, dont plusieurs avaient acquis une réputation dépassant largement leur département, ont du mettre la clef sous la porte ou se séparer d'une bonne partie de leur personnel.

Aujourd'hui, nos chef-lieux ne disposent plus guère que de 2 ou 3, au mieux 4, entreprises dépassant les 50 salariés.

Voici un rappel des principaux moments de cette évolution.

CHARENTE

* RÉGION D'ANGOULÊME

Les premières grosses défaillances apparurent en 1969 avec la liquidation de Sanit-France (88 salariés) et de Cantaluc, une entreprise routière fondée par un Sicilien et un Barbezilien établis au Maroc.

Elles furent suivies l'année d'après de l'agonie du Logis Moderne dont le promoteur fut condamné à quatre ans de prison avec sursis.

Le mouvement s'amplifia à partir de 1974 avec le dépôt de bilan de deux entreprises de T.P., Chaussat (120 salariés) et Baudu (53 salariés) qui poursuivirent néanmoins leur activité avec un effectif réduit.

L'année 1975 fut marquée par la disparition de Chapuzet, entreprise d'électricité, sanitaire et génie climatique qui employait 2.500 personnes dont 400 à Angoulême . Elle fut reprise et décimée par Frangéclim.

À la même époque, la CETIM de St-Angeau, affaire de 105 personnes spécialisée dans les constructions métalliques, fut rachetée par Dupont de Niort et réduite à une quinzaine d'emplois.

En 1978, intervinrent coup sur coup la liquidation de Baudu et de la STEC, cette dernière ayant déjà comprimé son effectif de 150 à 45 salariés. La STEC fut reprise par une coopérative, la SCOTPA, qui emploie aujourd'hui 24 personnes contre 10 au départ.

En 1979, ce fut le tour de Gécibat (80 salariés) et surtout de Henri Robin qui déposa son bilan pour la deuxième fois à l'issue d'une tentative de relance par une partie de son personnel (775 salariés contre un millier en 1976). Reprise par le groupe libanais Sfeir préféré à l'entreprise locale Léonard, Robin périclita en quelques mois malgré de mirobolants projets au Moyen-Orient.

Deux coopératives se constituèrent sur ses cendres : LCTA qui a sombré en 1983 avec 95 salariés. Et Arche-Industrie, préfabrication et maisons individuelles, qui a réussi à maintenir quelque 70 postes.

Par la suite, on relèvera surtout la disparition de :

- Chaussat en 1982 : 80 salariés ;
- Poupry, menuiserie industrielle : 48 salariés ;
- la SNEG en 1983 : 53 s contre une centaine en 1977 ;
- Prigent en.1985 : 34 s en 1980 ;
- Lavergne-le Logis charentais en 1986 : 74 salariés à Angoulême et Royan ;
- et Soutenain-SCCA, également en 1986 : 27 salariés à Angoulême, Cognac et Royan contre une soixantaine en 1983.

Les entreprises électriques n'ont pas non plus été épargnées. On se souvient des disparitions successives de la Compagnie Clemançon en 1981 (51 salariés), d'Ereec

reprise par la SNEE, de Charentelec en 1984 (19 salariés) et du dépôt de bilan de Raffin à Montignac fin 1986 (40 salariés).

Pour le second œuvre, on relèvera surtout le déclin de l'entreprise Jacques Nicoleau (agences à Saint-Yrieix et Poitiers) passée de 200 s en 1980 à moins de 50 en 1983.

En conséquence, il ne reste plus sur Angoulême que 4 entreprises d'origine locale dépassant les 50 salariés :

- Léonard : 105 salariés contre 400 en 1975 ;
- Vives à La Couronne : 80 salariés ;
- l'entreprise de constructions métalliques Durand qui a dû vendre ses locaux au Syndicat du Grand-Angoulême en 1984 : 80 salariés ;
- et Arche-industrie : 70 salariés, déjà vue.

* Le NORD-CHARENTE a lui aussi beaucoup souffert, notamment à la suite du départ de Phénix et des faillites de :

- Barbarin à Ruffec en 1976 : constructions métalliques, 55 salariés contre 90 en 1974 ;
- Carré à Champagne-Mouton, également en 1976 : planchers et lambris, 40 salariés en 1973 ;
- la Ruffecoise de Travaux publics, à Paizay-Naudoin en 1983 : 45 salariés. Reprise par la Scop Nord-Charente T.P. ;
- la menuiserie industrielle Pouet à Ruffec en 1985 : 49 salariés ;
- et l'entreprise de bâtiment Gagnère en 1986 : une trentaine de postes.

* Le COGNAÇAIS en revanche paraît moins atteint en dépit des défaillances de :

- Montage et Couverture à Barbezieux en 1978 ;
 - Piget, menuiserie industrielle à Jarnac en 1982 : 48 salariés ;
 - Basland-Jarnac à Barbezieux en 1985 : 12 salariés contre 90 en 1975 ;
- et le dépôt de bilan en 1986 de
- Giraud, constructions métalliques à Barret : 43 salariés contre un maximum de 140 en 1977.

CHARENTE-MARITIME

* LA ROCHELLE :

Après la perte en 1977/78 de sa plus grosse entreprise de bâtiment, GARRIGUE, la capitale de l'Aunis a subi la liquidation de :

- Truchetet et Tansini repris par Citra-France, qui abandonna toute activité en 1982 : 45 salariés contre 120 en 1980.
- EGECO - José Alvès : 50 salariés ;
- AUSACO à Lagord (groupe Léonard), liquidée en 1984 avec 51 salariés contre un maxi de 79 ;
- l'agence d'une entreprise vendéenne, la Fontenaisienne ;
- SOROC T.P. en 1984 : 60 salariés ;
- ETD - Terrassement et Démolition : 33 salariés ;
- et Chansigaud à Lagord qui employait encore 56 salariés en 1982.

Les professions du bois et des métaux ont également subi plusieurs amputations :

- la SCAN en 1979, spécialisée notamment dans les murs-rideaux et les panneaux de façades en alu (280 salariés contre 319 en 1975), dont la continuité est assurée par la Scop Techninov qui compte une quarantaine de postes ;
- COMÉTAL-Ridoret à Aytré, reprise en 1982 par la Scop Métal Ouest ;
- la SOROMÉTAL qui a déposé son bilan en 1983 (de 49 à 19 salariés) ;

— et la menuiserie-serrurerie RIDORET passée de 245 salariés. en 1975 à 150 en 1986.

D'autre part, la miroiterie Lhôte, qui totalisait 180 salariés en 1982 avec ses agences de Saintes et La Roche-sur-Yon, a été liquidée. (Usine de Périgny vendue en 1987 à la Miroiterie rochelaise, 32 salariés).

Pour l'électricité, on retiendra surtout la liquidation en janvier 1987 de la SEI qui employait encore 102 salariés en 1982.

* SURGÈRES :

— la SATAP, dernière grande routière régionale, confrontée à la concurrence d'une nouvelle agence Viafrance, a déposé son bilan en 1984 avec 70 salariés. Après avoir licencié la moitié de ses effectifs, elle est remontée à 46 personnes ;

— l'entreprise Pailler (B + T.P.) a perdu 50 emplois entre 1980 et 84 (de 128 à 78).

En revanche, la société Chognot, spécialisée dans l'entretien des canaux et le travail sur sol humide, a gagné une quinzaine d'emplois.

* ROCHEFORT :

La principale hémorragie est venue de l'Entreprise générale charentaise qui possédait des antennes à La Rochelle, Bordeaux et Limoges. Après avoir culminé à 550 salariés, elle déposa son bilan en 1978 avec 325 personnes et disparut peu après.

Une autre grande firme, la Rochefortaise (SOTRAP) emploie aujourd'hui moins de 50 salariés tandis que La Construction métallique rochefortaise (ex-Coyac), après dépôt de bilan en 1984, a licencié une cinquantaine de personnes sur 80.

Ces pertes ont été partiellement compensées par une nouvelle société, la SOLTRA (100 s), alors qu'une intervention de la société Hervé-Thermique de Parthenay en 1984 a permis de limiter les dégâts chez Favroult (46 salariés en 1985 contre 58 en 1980).

* ROYAN :

Du fait de la destruction accidentelle de la ville par un bombardement, le secteur du bâtiment y était particulièrement puissant (1.650 salariés en 1962 contre 610 dans l'industrie).

Après la liquidation de la société Routes modernes, la période récente a été marquée par deux disparitions :

— la Dordognaise en 1984 : 120-130 salariés en 1982 contre 400 dans les années fastes ;

— et l'U.C.E. en octobre 1986, spécialisée dans les ouvrages d'art : 45 salariés contre 68 en 1980.

En sens inverse, on relèvera les progrès de :

— Pitel [siège à Morangis. Rachat de Komorniczak à Cognac] : 110 salariés en 1985 contre 90 en 1980 ;

— Cie des Eaux : 114 contre 70 ;

— et surtout de l'entreprise de T.P. David qui a créé une agence à La Rochelle : 91 salariés contre 38.

* SUD DU DEPARTEMENT :

La plus grave défaillance des années 80 fut celle de Furet à Montendre en 1983 : 70 salariés.

DEUX-SÈVRES :

* BRESSUIRE-THOUARS :

La première faillite notable fut en 1981 celle de l'entreprise électrique Echassériau de Cerizay qui avait culminé à 130 salariés.

La seconde, celle de l'entreprise de bâtiment Thibaudeau de Bressuire qui employait encore 62 s en 1982. Suite à sa liquidation en 1986, une dizaine de personnes seulement ont été reprises par un entrepreneur vendéen.

On relèvera en outre le déclin des spécialistes des cages à lapin et autres abris de jardin comme Doizon à Bouillé-Loretz (une petite centaine d'employés contre 220 à la fin des années 1970) et l'Idéal Guillemain d'Argenton-l'Église (120 salariés contre 193 en 1981).

* PARTHENAY :

Après la disparition en 1980-1981 de la briqueterie Ayrault de Châtillon (près de 500 salariés), la capitale de la Gâtine a été fortement ébranlée fin 1985 par le dépôt de bilan des Ateliers de la Chaînette (380 salariés contre un maxi. de 470 en 1978). Reprise par le groupe Fayat de Libourne (déjà propriétaire de Vilquin, une entreprise sœur établie à Jarnac), cette entreprise de constructions métalliques ne comprenait plus qu'une petite centaine d'emplois à la mi-1986.

Entre-temps, l'agglomération parthenaisienne a subi les conséquences de plusieurs défaillances :

- l'entreprise d'électricité Chassériaux, disparue en 1984 (35 salariés en 1982) ;
- Renaudeau, passé en 1984 sous la barre des 10 salariés (contre 60 en 1982) ;
- la Peyrattaise, passée de 33 salariés à moins de 10 ;
- Doutais, de 82 salariés à 30 ;
- Hervé-Thermique, de 150 salariés en 1979 à 76 en 1986 (y compris Onex et TAI) ainsi que la liquidation de deux entreprises de TP :
- Ayrault-Bellin en 1985 (32 salariés) ;
- et Esmery à laquelle a succédé début 1985 M-RY, une Scop de 35 personnes (contre 140 en 1982).

* NIORT :

Après la chute en [1975 de SAGELEC* et en] 1980 d'une entreprise de T.P. d'une cinquantaine de salariés (Jaulin) et de deux pavillonners totalisant une centaine de personnes (Roy-Castiglioni et Tradi-Dur), Niort a subi en 1983 la disparition de

- Garofalo : 162 s en 1982 ;
- la SCOP Travaux du Centre-Ouest : 90 salariés ;
- et Ragot : 70 salariés.

En outre, l'entreprise Migault a perdu 50 emplois entre 1982 et 1986 (de 170 à 120).

Par ailleurs, deux entreprises métalliques ont trépassé :

- Chesseboeuf à Magné en 1977, repris par la SCM (60 emplois) ;
- et Dupont à Niort en 1978 avec 110 salariés.

On relèvera enfin la régression du fabricant de produits en béton Billard de Celles-sur-Belle passé de 120 à 51 salariés entre 1982 et 86.

VIENNE :

* CHÂTELLERAULT :

— Sauzeau, entreprise de bâtiment disparue au milieu des années 1970 : 226 salariés en 1971

- Moreau, maçonnerie : fermeture en 1980 avec 74 salariés ;
- Isba, préfabrication de pavillons : fermeture fin 82 avec 51 salariés ;

— Garczynski, électricité : cessation d'activité en 1983 avec 70 salariés ;
— SETRA TP : dépôt de bilan en 1986 avec 50 salariés (contre 90 en 1982). Poursuite de l'activité avec un effectif réduit.

Quant à la société Rugine, qui a construit les deux tiers des bâtiments de la Z.I. Nord, elle occupe une cinquantaine de salariés après être descendue à 35 (contre 75 à 100 dans les années 1960 et 1970).

On signalera enfin la fermeture en 1981 de la scierie Chaineau de Saint-Gervais-les-Trois-Clochers qui, avec une centaine de travailleurs, fabriquait notamment des chalets en bois.

* POITIERS :

De même que les agences de groupes extérieurs, la plupart des caciques locaux comme Breuil, Moreau-Lathus, Muzzolini ou Hernandez ont survécu en réduisant leurs effectifs, le premier d'entre eux, le groupe Février, étant même parvenu à maintenir son personnel autour de 170 depuis le début de la décennie.

Quelques exceptions toutefois comme :

— le dépôt de bilan en 1979 de la Sté Béarnaise, spécialisée dans les sondages (170 salariés). Reprise par ses cadres, elle atteindra les 230 salariés avant de capituler à nouveau en 1983. Elle survit actuellement à travers 3 PME regroupant environ 70 salariés ;

— et le dépérissement de l'entreprise de T.P. Bellin de Lusignan : 10 salariés contre 66 en 1981.

Abstraction faite des pavillonneurs évoqués par ailleurs, on rappellera en outre la disparition de trois entreprises d'électricité, chauffage et sanitaire :

— la SNEP, successeur de Poinson Frères, disparue en 1980 avec 80 salariés (contre 100 en 1979) ;

— Moreau-CEP, rachetée en 1980 par Spie-Batignolles avec une centaine de personnes et liquidée deux ans après ;

— et Prioton en 1984 (35 salariés).

À contre-courant, on remarque la percée d'une jeune entreprise de La Villedieu-du-Clain créée en 1971, ETP-Brunet, qui est passée de 48 à 82 salariés entre 1981 et 1986.

La menuiserie-bois a été marquée par la disparition de Ador/Roussel-Laurens et, surtout, par la reprise en 1981 des Éts Pérault, de Nieul-l'Espoir, par le groupe Pinault (50 salariés contre 135 en 1979).

Dans le secteur des métaux, on relève la faillite en 1977 de la Scop Progrès relancée par la Scofab (26 salariés) et le recul des Éts Jean Nicou, de Jaunay-Clan, qui ont perdu la moitié de leur personnel (32 contre 64 en 1979).

L'activité plâtrerie-peinture enfin a notamment vécu la disparition de Boué en 1983 (54 salariés) et de PVDR en 1984 (35), atténuées par les progrès de Debuschère à Migné-Auxances (105 salariés contre 70 en 1982).

* Reste du département :

À côté de quelques fabriques de planchers ou assimilés qui ont périclité comme à Chauvigny ou Civray-Saint-Saviol (où la SICOB, descendante de Coudert, occupe 12 personnes contre 61 en 1970), ou du rachat en 1986 de la plus grosse entreprise de Loudun, Girault (41 salariés), par José François, de La Ferté-Saint-Aubin, on mettra en exergue la performance de l'entreprise Boutillet à Chauvigny qui a réussi à maintenir les 50 emplois qu'elle a gagné entre 198

0 et 1982 (de 80 à 130).

BOUYGUES

JUSQU'à sa récente candidature au rachat de TF1, Bouygues occupait dans les médias une place sans rapport avec sa puissance réelle (surtout si on le compare à Tapie). Depuis lors, plusieurs livres et un déluge d'articles ont envahi le devant de la scène. Fidèle à nos principes, nous vous proposons ici l'histoire non d'un homme mais d'une entreprise comparée à d'autres, ceci sans verser dans les approximations rapides, ni dans les péripéties secondaires de l'actualité (confidences de l'entourage, anecdotes croustillantes, etc.).

La première caractéristique de Bouygues est d'être la seule entreprise née après la guerre qui se soit hissée parmi les majors de la profession. Et pas de n'importe quelle façon, puisqu'elle est parvenue à la première place française et même mondiale. Deuxième caractéristique : une politique de diversification beaucoup plus audacieuse que celle de ses principaux concurrents.

C.A. 1985 : 26,3 MdF. Résultat : + 440 MF. Effectif : 25.600 (près de 50.000 en comptant les embauches locales).

À la question de savoir comment Bouygues est parvenu à ce stade, il n'existe pas de réponse simple et évidente. Tout au plus peut-on évoquer un ensemble d'éléments favorables.

Les circonstances tout d'abord. En fondant sa société à Paris en 1952, Francis Bouygues, fils d'ingénieur militaire, centralien et organisateur hors pair, a bénéficié d'une époque et d'un milieu particulièrement propices : métropole de taille européenne en pleine expansion, centre de décision, écoles..

Parvenue à une taille respectable, sa firme s'est trouvée, au début des années 1970, en mesure de profiter de la soudaine richesse des pays de l'OPEP et des perspectives offertes par l'exploitation off-shore.

Vers 1970, l'approfondissement de la dépression française l'a incité à pousser son internationalisation. La crise mondiale et le degré de concentration atteint en France l'ont ensuite entraîné à forcer ses diversifications et à prendre position aux USA.

Tout au long de ce parcours, Bouygues eut la chance et le mérite de ne commettre qu'un minimum d'erreurs et de se retrouver par là même en position d'exploiter les défaillances des autres (Amrep, Screg).

Cependant, rien n'eût été possible si l'entreprise n'avait en permanence manifesté une grande capacité d'innovation.

Dès 1959, elle crée une filiale spécialisée dans la préfabrication et le traitement du béton. En 1972, elle se dote d'un centre informatique de calculs techniques. Dans les années qui suivent, elle apparaît comme un pionnier de l'informatisation dans le BTP tant par le nombre de sites équipés que par la diversité des applications.

Car Bouygues sait aussi s'entourer. Il recrute massivement des diplômés issus des grandes écoles et n'hésite pas à promouvoir ses principaux collaborateurs au conseil d'administration de son groupe, lequel d'ailleurs ne compte plus qu'une seule personnalité extérieure représentant le Crédit lyonnais.

Toutes les méthodes (et notamment l'audiovisuel) sont mises en œuvre pour développer l'émulation, la qualification et l'esprit de corps. Dès 1963, Bouygues a créé une sorte d'aristocratie ouvrière baptisée l'Ordre du Minorange composée d'un millier de compagnons chargés d'encadrer leurs collègues et récemment remotivés par la création d'un nouveau trophée. En complément, le syndicat Force Ouvrière Bouygues récolte autour de 70 % des voix dans le Collège Ouvriers et près de 100 % dans le

collège Étam cadres, ce qui n'a pas empêché, l'entreprise d'être retenue pour la construction du siège de la CGT à Montreuil. La formation, qui absorbe plus de 2 % du C.A., est sanctionnée par des diplômes de « Bâtitseurs 1^{er} et 2^e échelon » et de « manager Bouygues ». Depuis quelques années, 200 cercles de qualité et des enquêtes d'opinion ⁷ sont venus rajeunir cet arsenal à la papa. Au demeurant, tout le personnel reçoit un treizième mois depuis 1983 et la fréquence des accidents du travail est inférieure de moitié à la moyenne nationale.

Ceci ne préjuge évidemment pas du sort des sous-traitants et sous-traitants de sous-traitants auxquels il est fait appel tant en France qu'à l'étranger. Pour le pont de Bubyen par exemple, où le nouveau procédé de préfabrication exigeait beaucoup moins de main-d'œuvre qualifiée qu'à l'ordinaire, 320 ouvriers fournis par la Chine populaire étaient placés sous l'autorité de 20 à 25 cadres Bouygues reliés par satellites aux centres de calcul parisiens.

Restent deux questions : que sera Bouygues après Bouygues (le Roi du béton est né en 1922) ? Et que deviendra le conglomérat hétéroclite qu'en dépit de ses démentis, il est en train de constituer ?

CONSTRUCTION (14.400 salariés)

L'entreprise a commencé à construire des bâtiments industriels et des logements collectifs avant de s'intéresser aux bureaux, écoles et autres hôpitaux.

À partir de 1965, des filiales régionales sont créées autour de Quille à Rouen puis de C.F.C. à Villeurbanne et de Mistral à Aix (mêlée il y a quelque temps à des histoires de pots-de-vin).

À la époque, Bouygues se lance dans le génie civil et les travaux publics.

L'expansion internationale commence en 1970 avec le port de Casablanca-Mohamédia puis, entre autres, le complexe olympique de Téhéran pour lequel Bouygues propose une couverture en béton précontraint qui lui permet d'être sélectionné au détriment d'un projet plus classique en acier présenté par l'Américain Bechtel. Les premières filiales à l'étranger sont créées en 1975.

IMMOBILIER (900 salariés)

Fondée en 1956, la STDI et ses divers avatars forment aujourd'hui le premier groupe immobilier français. Depuis 1984, la société opère également sur le marché des résidences de loisirs par le biais de Bouygues-tourisme et de Latitudes (à 50/50 avec Havas-Tourisme dont Accor et Bouygues détiennent chacun 1/6).

MAISONS-CATALOGUE (1.200 salariés)

Créée en 1978, Maison Bouygues a réussi en cinq ans à couvrir l'ensemble du territoire national et à conquérir la deuxième place dans sa spécialité. Grâce à l'appoint d'une nouvelle société, Maison Marianne, axée sur le concept de "maison bourgeoise", 4.300 unités ont été vendues en 1985 et un peu plus en 1986. Ces deux entités sont dirigées par Martin Bouygues, fils de Francis.

USA (1.400 salariés)

⁷ Questionnaire informatisé de près de 100 postes envoyé à domicile à tous les ETAM et cadres.

Après s'être heurté à un veto saoudien dans sa volonté de racheter le bureau d'études américain qui contrôlait la construction de l'Université de Riyad, Bouygues a jeté son dévolu en mai 1983 sur HDR, *une entreprise d'ingénierie du Nebraska occupant 1.300 salariés dans 10 filiales et une vingtaine d'agences réparties sur le territoire U.S.*

HDR possède 4 grandes spécialités :

— *le bâtiment avec au premier chef la conception d'hôpitaux (n° 1 national) ; les pénitenciers et les palais de justice; mais aussi les usines, les immeubles de bureaux et les hôtels.*

— *les infrastructures autoroutières ainsi que le traitement de l'eau et des déchets toxiques.*

— *l'énergie, les usines de pâte à papier et les ordures ménagères*

— *et les banques de données : 340 informations pour chacun des 67 millions de foyers recensés.*

L'objectif de Bouygues est de construire autour de HDR un groupe pluridisciplinaire comme il n'en existe pas aux États-Unis avec en amont de l'ingénierie des activités de promotion et en aval de maîtrise d'ouvrage voire de réalisation (Bouygues a récupéré à cette fin la société de génie civil Nielson, ex-filiale de SCREG implantée dans le Colorado).

L'avenir dira si cette intégration ne heurte pas les sensibilités locales et si l'objectif affiché de décupler les ventes en cinq ou dix ans n'est pas légèrement mégalomane.

RÉFÉRENCES

1966 : Centre commercial Parly II pour Robert de Balkany ;

1968 : CHU de Créteil (1.350 lits) ;

1972 : Parc des Princes ;

1974 : terminal pétrolier d'Antifer avec Dumez ;

1977 : Forum des Halles à Paris ;

1981 : le *Théâtre* de Ricardo Boffil à Noisy-le-Grand ;

1985 : le quartier de la gare à Saint-Quentin-en-Yvelines, la Grande Arche de la Défense.

Et aussi :

— les tours Fiat, Elf-Aquitaine et IBM à La Défense ;

— les centrales nucléaires de Bugey, Saint-Alban et Chooz et l'usine « moyenne activité » de La Hague ;

— des tronçons de TGV et des métros de Lille, Paris, Lyon et Marseille ;

— le pont de l'île de Ré, le tunnel sous la Manche (avec Dumez, SGE, SAE et Spie), etc.

INTERNATIONAL

1972 : *complexe olympique de Téhéran ;*

1976 : *adduction d'eau de Damas ;*

1981 : *6 centrales de 220 MW à Lagos (avec Marubeni et Hitachi) Complexe universitaire de Yamassoukro (Côte-d'Ivoire) ;*

1983 : *pont de Bubiyan au Koweït ;*

Chemin de fer Jibel-Ramdane-Djamet en Algérie (137 km) ;

1984 : *l'Université de Riyad (avec l'américain Blount) ;*

1985 : *4.000 logements à Médéa en Algérie ;*

LES DIVERSIFICATIONS

OFF SHORE (9.000 salariés)

La première grande opération du groupe fut en 1974 le lancement de Bouygues-Off-shore (BOS). Elle attestait une compréhension rapide des conséquences de la hausse du pétrole mais n'avait rien d'exceptionnelle⁸.

Cependant, Bouygues connut dans ce domaine un meilleur succès que ses concurrents et sut profiter de l'alliance nouée en 1981 avec Elf-Aquitaine qui prit 34 % de BOS : mariage sans surprise au demeurant, puisque Chalandon, PDG d'ELF, avait été, dans les années 1960, en tant que dirigeant de la Banque Commerciale du groupe Dassault, l'un des premiers financiers de Bouygues.

Comme zones d'intervention privilégiées, BOS avait choisi d'une part l'Afrique — avec trois chantiers de construction au Congo (1980), au Cameroun (1982) et en Angola (1985) — et, d'autre part, le Mexique avec un chantier à Tampico sur la côte est (1978) et un second au Nord-Ouest en 1985.

La reprise d'Amrep-UIE en 1984, entreprise trois fois plus grosse acculée au dépôt de bilan à la suite de lourdes pertes longtemps dissimulées, a permis au groupe de renforcer ses implantations dans le golfe de Guinée et en Amérique, d'élargir son champ d'activité à la mer du Nord (avec en particulier un grand chantier près de Glasgow) et de développer ses activités en direction des travaux pétroliers et industriels à terre (terminaux, pipe-lines, complexes pétrochimiques et industriels à terre...)⁹.

Effectuée dans un contexte de récession, cette reprise s'est traduite par plusieurs milliers de licenciements, dont près de 400 à Cherbourg où le chantier d'UIE a été fermé.

Au demeurant, si BOS a réussi à maintenir un résultat bénéficiaire en 1985, ses perspectives actuelles sont peu réjouissantes. C'est pourquoi le groupe a renoncé à ses ambitions sur Doris et noué langue avec ETPM en vue d'un éventuel rapprochement. Il cherche actuellement à s'implanter dans de nouvelles zones et à développer ses activités à terre.

TECHNIGAZ (110 salariés)

Créée dans les années 1960, la société Technigaz, apportée à Bouygues par Amrep qui l'avait achetée à Gazocéan, emploie quelque 110 personnes : un navire méthanier sur cinq dans le monde et 10 réservoirs géants sont à inscrire à son actif. En 1986, 86 % de ses ventes proviennent de la réalisation d'un terminal méthanier en Corée du Sud dont l'achèvement est prévu en 1987.

⁸ Plusieurs collègues s'y lancèrent à la même époque :

— Vallourec et GTM avec ETPM ;

— la SGE et Dumez à travers Doris, convoitée en 1981 et 85 par Bouygues, reprise cette année-là par GTM-Entrepose et démantelée après dépôt de bilan en 1986 ;

— et Spie-Batignolles présent à travers diverses filiales dans la pose de canalisations sur terre et en mer mais aussi dans la construction de colonnes articulées auxquelles sont arrimées des pétroliers servant de réservoirs.

⁹ Bouygues a pris 55 % d'un holding qui détient la majorité d'Amrep , lequel possède en plus 34 % de Doris.

ROUTES (5.600 salariés)

Rachat en 1986 du premier groupe routier français composé de la SCREG et de ses filiales Colas et SACER (cf. chapitre spécial).

ÉTANCHÉITÉ (4.200 salariés)

Spécialisée dans l'étanchéité et le bardage métallique, la SMAC-Acieroid est entrée dans le groupe à la suite du rachat de la SCREG. Avec 4.200 salariés, contre près de 5.500 en 1982, c'est aujourd'hui l'une des premières entreprises françaises de second œuvre.

Créée en 1884 pour exploiter un gisement de calcaire asphaltique dans le Centre, elle dispose actuellement d'une soixantaine d'agences en France et d'un important secteur-amont : d'une part, une mine d'asphalte dans le Gard alimentant 15 usines de transformation ; d'autre part, 4 usines de carrelages, de revêtements et de cloisons de bureaux.

Elle détient 50 % du marché de l'asphalte pour la voirie et l'étanchéité et 20 % du marché de l'étanchéité des toitures et des parkings.

L'entreprise réalisait ces dernières années entre 20 et 25 % de son C.A. à l'étranger grâce à des filiales en Belgique, en Espagne (où la société dispose d'une usine de profilage de tôles pour le bâtiment) et en Italie. Cette dernière filiale, qui travaillait essentiellement dans les pays arabes, a été fermée en 1986 à la suite de lourdes pertes sur des chantiers libyens.

ÉLECTRICITÉ (3 000 salariés)

C'est en 1984, à la suite du rachat de la SAUR (services l'eau), que Bouygues a hérité de la société ETDE spécialisée dans la pose de lignes électriques et les réseaux divers, principalement en Bretagne, Normandie, région parisienne et Sud-Est.

Fin 1985, le rachat de la CRE à la CSEE a permis d'étendre l'implantation du groupe aux Pays de Loire et au Sud-Ouest.¹⁰

ETDE et CRE entendent intensifier leur présence dans les domaines de l'éclairage public, de la signalisation, des réseaux câblés et de l'instrumentation industrielle.

L'international représente 20 % du C.A. grâce aux filiales d'ETDE en Afrique (Gabon, Cameroun, Congo..)

SAUR (5.000 salariés)

Troisième entreprise de service d'eau rachetée en 1984 à divers actionnaires dont la Société générale et la Continentale d'entreprise (groupe suisse Electrowatt) — Cf. partie spéciale.

WONDER

¹⁰ En octobre 1985, la CSEE avait apporté ses activités d'entreprise électrique à deux filiales dont Bouygues avait pris 40 % : la CRE spécialisée dans les réseaux et la CEE dans l'industrie et le tertiaire. En déc., la CSEE cédait la totalité de la CRE à Bouygues et récupérait momentanément la CEE pour la vendre en juin 1986 à Spie-Trindel. D'autre part, en déc 1986, la CSEE a cédé la responsabilité industrielle et 40 % de sa branche "ensemble et ingénierie" filialisée sous le nom d'Eris (300 salariés) au groupe des Grands Travaux de Marseille.

En août 1986, Bouygues et Tapie ont pris chacun 24,7 % de Wonder, entreprise contrôlée par des sociétés nationalisées et constituée par regroupement des activités piles grand public de Wonder et de Saft-Mazda. À la suite de cette concentration qui s'est traduite par de nombreux licenciements, les résultats sont en forte amélioration.

AUX TROIS QUARTIERS

Les Trois-Quartiers et Madélios sont deux grands magasins parisiens de prêt-à-porter (l'un pour les femmes, l'autre pour les hommes). Anciens fleurons, avec les Dames de France, du groupe Paris-France, ils ont été achetés en octobre 1986 aux financiers arabes qui, via Radar, en avaient récemment pris le contrôle. Transformation d'une partie des locaux en immeuble de bureaux.

TF 1 ET CGCT

En avril 1987, le groupe a pris coup sur coup 25 % de TF 1 en association avec divers partenaires dont Tapie et Maxwell et 10 % de la CGCT, deuxième fabricant français de centraux téléphoniques (2.000 s contre 8 600 en 1983). Rappelons que la CGCT, qui sera contrôlée par le tandem Matra-Ericsson, avait été nationalisée en 1982 à titre de sanction contre le rôle joué en 1973 par le groupe ITT dans le renversement du gouvernement Allende et l'instauration de la dictature du général Pinochet.

ÉCHECS

Après l'échec en 1979 d'une tentative sur GTM, Bouygues a dû renoncer, en 1982, à la suite d'une décision judiciaire, au contrôle du groupe d'assurances Drouot et de sa filiale immobilière SARI, récupérée depuis par la Générale des Eaux.

En 1984, il a tenté de reprendre Boussac en association avec Bidermann mais a dû s'incliner devant Fériel.

En 1985, il a refusé d'entrer chez Framatome après que le gouvernement, qui lui avait proposé initialement la majorité, ait décidé finalement de ne lui offrir que 10 %.

Par ailleurs, Bouygues a tenté en 1986 de s'allier avec Spie-Batignolles dont il a réussi à prendre 33,9 % (il semble que lorsque Bouygues a annoncé conformément à la réglementation qu'il détenait plus de 10 %, il en possédait en réalité beaucoup plus par le biais de sociétés filiales ou amies). Devant le refus de collaborer du groupe Schneider, cette participation a été revendue en février 1987 avec une plus-value de 75 MF.

CAPITAL

Introduction en Bourse en 1970.

Les principaux actionnaires sont Francis Bouygues (11 % ?), le Crédit Lyonnais (+ 10 % depuis fin 1982), le Fonds Commun de Placement du Personnel (+ 10 %) et diverses SICAV.

Le Conseil est composé de Francis Bouygues et de deux de ses fils, un troisième ayant récemment démissionné. Tous les autres membres sont des dirigeants du groupe à l'exception d'un représentant du Crédit Lyonnais. Quatre anciens administrateurs représentant l'UAP, Suez et la Banque Verne et Commerciale de Paris forment maintenant le Collège de censeurs.

Le désir de conserver le contrôle de la société reste vif comme en témoigne la récente augmentation de capital de 1 MdF effectuée sous forme de certificats de placement (actions sans droits de vote).

Ceci marque bien la différence de Bouygues à l'égard de ses concurrents dont les conseils d'administration ou de surveillance sont largement ouverts aux représentants de maisons-mères comme la Générale des eaux ou Schneider, à des banques ou à des héritiers plus ou moins retirés.

❑ GAROFALO à Niort

Garofalo était la plus grosse entreprise niortaise de bâtiment avec Migault. Reprise par Bouygues à la fin des années 1970, elle comptait encore plus de 160 salariés en 1981.

Elle fut liquidée début 1983 par manque de chantiers et à la suite de quatre exercices déficitaires. Une partie des ouvriers fut reclassée dans d'autres sociétés du groupe.

C'est l'une des rares, sinon l'unique, filiale régionale de Bouygues qui ait dû cesser ses activités. En conséquence, le Poitou-Charentes est désormais placé sous l'influence de trois autres filiales :

❑ DALLA-VERA à Orléans

Parmi ses réalisations : le pont sur la Touvre reliant la déviation nord d'Angoulême à la Z.I. n° 3 ; le pont sur la voie ferrée Paris-Bordeaux pour la rocade nord de Poitiers et plusieurs immeubles dans la capitale régionale dont la résidence de l'Épine derrière l'hypermarché Rallye et la résidence du Pontreau près de l'hypermarché Leclerc.

❑ L'ENTREPRISE NOUVELLE BOUYER

Constituée par Bouygues vers 1983, cette société a notamment construit en 1985-86 la résidence des Arcades sur la Z.A.C. de Beaulieu à Poitiers, ville où elle possède désormais une petite agence.

❑ GRANDS TRAVAUX DE LA CÔTE D'ARGENT de Bordeaux

Agence à La Rochelle depuis 1982-83.

Construction entre autres du pont sur le Né pour la déviation de la RN 10 à Pont-à-Brac au nord de Barbezieux (en collaboration avec Dalla Vera).

❑ STIM

Immobilier. Groupe pavillonnaire à Poitiers-Saint-Benoît (1985) et résidence Les Argentines à Saint-Palais

❑ MAISONS BOUYGUES

Depuis 1982, cette société possède des agences dans les 4 chefs-lieux de la région. Des points de vente ont été ouverts par la suite dans des agglomérations secondaires comme à Châtelleraut en 1986.

Le centre de travaux pour les Deux-Sèvres et la Vienne se trouve à Biard près de Poitiers.

❑ SMAC-ACIEROID

Agences à Angoulême (ex-Ferem), La Rochelle et Migné-Auxances, près Poitiers. Cette dernière, qui emploie une quarantaine de personnes, est implantée depuis 1964. À son actif : le CHRU, le musée Sainte-Croix, le marché-parking Notre-Dame à Poitiers, les Fonderies du Poitou à Ingrandes..

❑ ETDE

Après diverses incursions dans la région, cette entreprise d'électricité s'est implantée en 1985 et 1986 à Montchaude près de Barbezieux et à La Rochelle où elle emploie une quarantaine de salariés.

❑ CRE à Bressuire.

DUMEZ

Pourvue d'une solide implantation internationale, Dumez a réalisé jusqu'à 93 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. À l'heure du recentrage sur la France, la société s'efforce de rehausser et d'élargir ses compétences tout en s'engageant dans une politique de diversification originale.

C.A. 1985 : 8.683 MF. Résultat : 405 MF. Effectif : 23.900 salariés.

Créée à la fin du XIX^e siècle, l'entreprise a connu un premier décollage entre les deux guerres suivi d'une croissance accélérée dans les années 1970 (de 772 MF en 1973 à plus de 3,7 MdF en 1977).

Derrière ces chiffres, la réalisation de barrages, ports, dragages, routes, terrassements divers, ouvrages d'art, etc. Car à l'inverse de Bouygues, Dumez est à l'origine une entreprise spécialisée principalement dans les travaux publics. Ce qui ne l'empêche pas de réaliser aussi des bâtiments industriels et de s'affirmer progressivement dans la construction industrialisée (procédé SES consistant en éléments préfabriqués d'assemblage facile).

Seconde particularité : Dumez possède un réseau international bien implanté dans toutes les régions du globe successivement visées par le capitalisme français :

— *l'Afrique tout d'abord : elle représente encore près de 30 % de l'activité globale. L'entreprise, qui a travaillé dans presque tous les pays du continent hormis les États anglophones de la côte pacifique, exploite des filiales en Côte d'Ivoire et en Tunisie depuis 1934-35, au Maroc depuis la fin de la guerre et au Nigéria depuis 1958. Plusieurs de ces sociétés sont ouvertes aux capitaux locaux ;*

— *le Canada et le Brésil ensuite où Dumez s'est implanté en 1956 et en 1961, à la même époque que d'autres entreprises françaises, notamment Lafarge ;*

— *l'Espagne, seule implantation européenne hors de France ;*

— *le Moyen-Orient enfin où le groupe avait déjà travaillé (barrage de Dokan en Irak en 1950) mais où les choses sérieuses remontent au premier choc pétrolier.*

Ceci sans compter les agences de Guyane et de Polynésie.

Dans la période récente, l'accent a été porté sur le renforcement des positions aux Amériques et dans le sud-est asiatique.

Aux USA, plus précisément au Texas, les affaires ont plutôt mal tourné. La société Payne and Keller, rachetée en 1980 et spécialisée dans la construction et la maintenance d'installations pétrochimiques, a été revendue en 1986 après une série d'exercices déficitaires. La société immobilière Cascade Homes n'a pas non plus résisté au marasme pétrolier : elle a cessé toute activité fin 1984, quelques mois après son rachat. Seule, la filiale routière a maintenu des résultats satisfaisants.

En revanche, Dumez a mieux réussi au Canada où le groupe vient de racheter UW, un importante grossiste en produits du bâtiment : matériaux, sanitaire, plomberie, électricité.. (4.200 salariés dans 263 succursales).

En Amérique latine, le groupe s'est implanté avec des résultats inégaux au Chili, au Venezuela et en Colombie. il a réussi en outre à pénétrer le marché argentin, fief des Italiens, en obtenant une participation de 14,25 % dans un consortium chargé de construire à la frontière paraguayenne le barrage de Yacyreta, long de 65 km.

GRANDS CHANTIERS
(SEUL OU EN PARTICIPATION).

Travaux portuaires à La Rochelle (1966) ;

Nombreuses réalisations sur le site de tir de Kourou ;
Terminal pétrolier d'Antifer ;
Autoroute Paris-Est-Lorraine ;
Centrales nucléaires du Blayais et de Cattenom ;
Barrage de Grand'maison ;
Pont de Noirmoutier [*La Charente libre*, 3 octobre 1975 : Dumez + SACER] ;
Lot n° 1 du TGV sud-est ;
Nouveau ministère des Finances à Bercy ;
Tunnel sous la Manche

INTERNATIONAL

Barrage de Dokan en Irak et de l'oued Metlegue en Tunisie en 1950
Usine de verre plat Boussois au Brésil (1960)
Barrage Henrik Verwoerd (1970)
3.000 logements à Benghazi en Lybie (1980)
5.100 logements pour la Garde nationale près de Riyadh
4.000 logements en Irak
Usine verre plat de Saint-Gobain au Brésil
Barrages de Saguling en Indonésie et de Maduru Oya au Sri Lanka (1981)
4.500 logements au Cameroun (1982)
Barrage Ait Chouarit au Maroc (1983)
Barrage de Yacyreta en Argentine
Cimenterie Djebel Oust en Tunisie
Tour Wisma Bumipetra à Djakarta
3.100 logements à Médea (Algérie)..

Enfin, après une percée en Indonésie, le groupe a créé en 1981 sa propre agence de recrutement à Manille (Philippines), un ouvrier de ce pays coûtant quatre fois moins à qualification égale qu'un ouvrier français.

Au total, les pays fortement industrialisée représentaient moins de 40 % de l'activité en 1984-85.

De ce fait, Dumez se trouve particulièrement exposé à la raréfaction des grands chantiers internationaux et à l'émergence de nouveaux concurrents.

Pour conforter son avenir et maintenir son avance technologique, le groupe s'efforce donc :

1 - DE RENFORCER SES BASES EN FRANCE ET D'ÉLARGIR SES SPÉCIALITÉS :

C'est ainsi que l'entreprise, dont l'activité se répartissait équitablement dans les années 60 entre la France et l'étranger,

— a décroché la construction du nouveau ministère des Finances à Bercy et une participation dans le consortium retenu pour la construction du tunnel sous la Manche.

— intensifie sa politique de rachat d'entreprises provinciales, lesquelles sont regroupées depuis 1981 dans Dumez France Région

— a pris en 1986 une participation de 10 % dans GTM-Entrepose et plus récemment dans le groupe Jean Lefebvre

— s'est adjugé le contrôle de la Snef Electric Flux, société basée à Marseille et possédant plusieurs agences sur la façade ouest entre Dunkerque et Saint-Nazaire - et vient de créer Dumez-Immobilier (400 personnes) qui regroupe Ribourel (dont 65 % ont été rachetés au Crédit du Nord en 1986), une agence de location touristique (Lovac) et une minorité dans la société Laurent Bouillet acquise en 1987.

2 - DE RELANCER SA POLITIQUE DE DIVERSIFICATION

— engagée dans les années 1970 par une minorité dans la Société des réservoirs sous-marins, spécialisée dans les plates-formes offshore en béton et, à travers elle, depuis 1981, dans Doris

— poursuivie en 1985 par des participations de 10 % dans la SCOA (commerce international) et de 12 % dans Framatome

— et renforcée en 1986 par une entrée à hauteur de 12 % dans la Comex. (En revanche, le trio Dumez-SAE-Framatome a échoué en 1986 face à la Financière Bertin pour la reprise de Delattre-Levivier, ex-filiale de Creusot-Loire spécialisée dans la maintenance d'usines et de centrales nucléaires).

Au demeurant, cette stratégie a pu être mise en œuvre dans un climat de relative sérénité dans la mesure où, malgré une baisse du chiffre d'affaires depuis 1984, Dumez continue de faire preuve d'une excellente santé financière. La société affiche en effet en 1985 le 2^e profit de la profession derrière Bouygues (405 MF contre 440) mais avec un C.A. trois fois inférieur et donc une marge nette bien meilleure (4,7 % contre 1,7).

CAPITAL

Organisée en conseil de surveillance et directoire, Dumez est une société particulièrement jalouse de son indépendance.

Le fondateur, Dumez, a transmis l'entreprise à ses gendres, les frères Chaufour, qui sont à leur tour en train de passer la main à leurs propres gendres, Yves Le Guay et J.-C. Parayre (l'ex-patron de Peugeot, plus particulièrement chargé de la diversification).

En 1978, Akkram Ojeh, "qui n'a jamais servi d'intermédiaire pour les ventes d'armes entre la France et l'Arabie Saoudite", a procédé à l'acquisition de 10 % du capital.

Récemment, des mesures ont été prises pour favoriser l'actionnariat des cadres et du personnel.

❑ DUMEZ à Poitiers

Cette agence, créée en 1966, a construit plus de 25.000 logements dans le département. Ses réalisations les plus marquantes sont la ZUP des Couronneries à Poitiers (en particulier les tours), le CHRU de la Milétrie et la ZAC de Beaulieu.

Son usine de préfabrication (Compocentre), implantée initialement à Beaulieu, a été transférée en 1982 sur la Z.I. de Chasseneuil.

Parmi les réalisations récentes ou en cours : la maîtrise d'œuvre et les fondations de la résidence Marigny (près de l'hypermarché Rallye) et le parking de l'« acropole » Rivaud.

❑ MUZZOLINI à Croutelle (Poitiers-Sud)

Entreprise de bâtiment et travaux publics créée avant guerre par un immigré italien qui l'a transmise à son fils.

En 1982, la société a été vendue à 80 % au groupe Dumez à la suite de difficultés aggravées par la construction à Ligugé, aux frais de l'entreprise, d'une villa de 5 MF destinée au PDG. En avril 1987, ce dernier ainsi que son épouse ont été condamnés par la cour d'appel pour fraude fiscale et abus de biens sociaux respectivement à deux ans et six mois de prison avec sursis (en première instance : deux ans dont un avec sursis pour M. et huit mois avec sursis pour M^{me}).

L'entreprise emploie 70 salariés contre une petite centaine au début de la décennie.

Parmi ses nombreuses références : le pont Lyautey à Châtellerault et, plus récemment, seule ou en participation, le tunnel de la rocade sud-est de Poitiers, le gros

œuvre de la résidence Marigny et de l'hôtel de Région, la rénovation du pont de Civaux, l'Institut international de l'Innovation au Futuroscope..

❑ Entreprise BOISLIVEAU à LA MOTHE-SAINT-HÉRAY (DEUX-SÈVRES).

Terrassement, construction de chaussées, assainissement, fourniture de matériaux (pierres, enrobés, béton prêt à l'emploi)

60 salariés en 1986 contre 145 en 1982.

Ces deux sociétés font partie des nombreuses provinciales rachetées par Dumez dans l'Ouest, le Sud-Est et le Nord de la France parmi lesquelles Pontac, SGCO, Reydel, Maillard & Duclos ou Huys Heunet.

❑ MENUISERIES DUMÉZ :

Agences à Saintes et Poitiers-Sud.

(Notons enfin la réalisation, en 1982, pour Dumez de deux dragues destinées à des travaux sur le Niger construites par le chantier IMCH de Rochefort).

RÉSULTATS 1986

Sauf mention contraire, le chiffre d'affaires est donné hors taxes et le résultat correspond au consolidé part du groupe.

BOUYGUES :

C.A. : 45,8 MdF (+ 74 %) dont 27 % à l'étranger.

Résultat : 481 MF (+ 8 %).

La progression est due au rachat du groupe SCREG.

DUMEZ

C.A. : 8,8 MdF (+ 1 %) dont 2/3 à l'étranger (part du BT.P. seule).

Résultat : 425 MF (+ 5 %).

Depuis le début 1987, le groupe a pris 5 % de JEAN LEFEBVRE, près de la moitié des 43 % de Vallourec dans GTM-ENTREPOSE, une minorité dans l'entreprise WEILER à Morhange (routes et bâtiment) et le contrôle du grossiste canadien WESTBURNE.

CAMPENON-BERNARD :

C.A. : 8 MdF (+ 14 %) dont 21 % à l'étranger (contre 26 %) Résultat : 0,5 MF (contre 23,8). La baisse des bénéfices provient du coût des restructurations et de la mauvaise tenue des T.P. et de FREYSSINET.

FOUGEROLLE :

C.A. : 8,4 MdF (+ 12 %)

Résultat : 80 MF (+ 300 %)

PHENIX :

Perte de 210 MF dont 80 MF au titre d'une provision couvrant la fermeture de MAISON ÉVOLUTIVE en 1987.

GTM-ENTREPOSE :

C.A. TTC : 15,3 MdF (- .4 %) dont 30 % à l'étranger.

Le résultat sera lourdement affecté par les pertes d'ET.P.M (entre 150 et 200 MF).

SAE :

C.A. : 18.5 MdF (+ 14 %) dont 40 % à l'étranger (contre 61 % en 1984).

Résultat : 222 MF (- 19 %)

Le résultat subit l'incidence d'une provision de 188 MF sur des chantiers irakiens et saoudites.

SGE :

C.A. : 19,4 MdF(- 5 %)

Résultat : - 87 MF (contre - 358 MF).

La seule activité positive est TISO. Les frais financiers se sont élevés à 254 MF (contre 385 MF).

CIE GÉNÉRALE DES EAUX

La CIE GÉNÉRALE DES EAUX a progressivement développé en son sein une importante division B.T.P. Celle-ci a représenté en 1985 environ 40 % du C.A. du groupe, soit un montant sensiblement égal aux activités correspondantes du groupe BOUYGUES.

Au passage, on peut remarquer la parenté des deux entreprises, l'une étant partie de la distribution d'eau pour aller vers le B.T.P. tandis que l'autre a effectué le parcours inverse.

Voici donc les différentes composantes de cette division : CAMPENON-BERNARD, FOUGEROLLE, MAISON PHENIX, GTIE, SADE, TUYAUX BONNA et, dans un chapitre spécial, la routière VIAFRANCE.

CAMPENON-BERNARD

D'une taille équivalente à celle de Dumez,

Campenon-Bernard était naguère spécialisé de façon dominante dans les T.P. Grâce à une percée dans le bâtiment, l'entreprise a réussi à augmenter son chiffre d'affaires en dépit d'une baisse relative de la part de l'étranger (30 % actuellement contre un maximum de 40 %)

Les résultats restent bénéficiaires mais faibles.

C.A. 1985 : 7 Mdf. Résultat : 24 MF. Effectif : 14.500 salariés.

T.P. (30 % du C.A.)

Compte tenu de la décroissance du programme nucléaire d'EDF et de la rigueur budgétaire, les T.P. ne représentent plus que 20 % de l'activité métropolitaine.

Outre de nombreux ponts, viaducs et tunnels — dont le pont de l'île d'Oléron au milieu des années 1960 — l'entreprise a construit seule ou en participation les centrales nucléaires de Fessenheim, Cruas et Nogent ainsi que les barrages de Grand'Maison et Laparan. Parmi les travaux récents ou en cours : l'extension de La Hague, des silos portuaires à Brest, des stations d'épuration à Marseille et Strasbourg, deux tunnels pour le TGV-Atlantique.

À l'étranger, Campenon a d'abord concentré son action sur l'Algérie : barrages de l'oued-Fodda et de Beni-Bahdel entre les deux guerres, construction d'une usine de béton précontraint à Oued-Fodda (1938), pistes en béton de l'aéroport d'Alger-Maison Blanche (1953), barrage d'Erraquène, etc.

Après guerre, l'entreprise construisit plusieurs barrages en Iran et au Maroc.

Actuellement, Campenon reste encore très concentré sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient : barrages et viaducs au Maghreb ; réservoirs d'hydrocarbures et contrat militaire Thomson en Irak ; aéroport de Dhahran et contrat militaire Al Takeb en Arabie Saoudite..

Cependant, un début de redéploiement apparaît avec plusieurs chantiers importants en Asie : métro de Singapour, centrale nucléaire chinoise de Data Bay et accord avec le groupe japonais Toda pour l'aide à la conception d'ouvrages maritimes.

BÂTIMENT (36 %)

En dépit d'une stagnation à l'étranger, c'est la branche qui progresse le plus grâce à une forte percée en France. Cette avancée sur un marché national dépressif provient en grande partie des synergies établies avec les sociétés immobilières du groupe Générale des eaux et du rachat de plusieurs entreprises provinciales.

Depuis 1982, toutes ces sociétés, ainsi que Bateg qui opère en région parisienne, ont été regroupées au sein de Campenon-Bernard-Construction (CBC). Il s'agit de :

— Génie civil de Lens (1966) qui, après cession ou fermeture de ses agences de Bourges et Montpellier, s'est repliée sur le Nord-Picardie et la Franche-Comté ;

— Armoricaïne Ducassou ;

— Heulin : grosse entreprise mancelle qui, après cession en 1980 de sa filiale normande à la SGE et arrêt de ses activités en région parisienne et dans les travaux souterrains, fut rachetée en 1981 par Campenon avec ses agences de Blois et Royan ;

— Fiorio à Toulouse, créée en 1982 ;

— Satec-Cassou-Bordas dans la région Rhône-Alpes, reprise en 1983 sur les décombres du groupe immobilier Rhonalcoop (Worms) ;

— Caroni-Construction à Marcq-en-Bareuil (1983) ;

— ainsi que deux affaires rachetées en 1984 à Nantes et Marseille.

Certaines de ces entreprises ont subi des pertes de substance considérables, notamment Caroni et Heulin passée de 1.800 salariés en 1977 à 370 en 1984. Le groupe s'est par ailleurs retiré en 1983 de la Forézienne d'entreprises.

L'activité internationale ne représente qu'environ 20 % de la branche. Elle est le fait :

— *d'une part, des filiales françaises : GCL et Ducassou ont ainsi construit en 1982 deux menuiseries industrielles en Algérie, un grand hôtel à Tunis et travaillé sur l'aéroport du Caire ;*

— *d'autre part, du groupe UDEC qui dispose d'une implantation fort médiocre en Afrique Noire, source de lourdes déconvenues (repli sur le Cameroun et le Gabon après fermeture en 1983 des filiales au Togo, en Haute-Volta, au Mali et au Bénin).*

À noter une amorçe de diversification géographique avec deux contrats signés en 1986 pour un hôtel de 1.200 chambres à Pyong-Yang (Corée du Nord) et un second de 240 chambres à Bratislava (Tchécoslovaquie).

INGÉNIERIE ET PRÉCONTRAÎTE (8 %)

Liée depuis longtemps à Campenon, la société Freyssinet est spécialisée dans la conception et la préfabrication d'éléments d'ouvrages d'art tels que ponts, viaducs, réservoirs géants ou centrales nucléaires.

L'étranger représente plus de la moitié du C.A. grâce à des filiales en Europe (GB, RFA, Autriche), en Amérique latine (Mexique, Brésil) et au Japon. La filiale aux États-Unis, Prescon, très déficitaire, a été reprise directement par Campenon en 1983.

Suivant un euphémisme-maison, les résultats de Freyssinet restent très éloignés de l'équilibre.

TRAVAUX ROUTIERS (23 %)

Société Viafrance (cf. chapitre spécial).

IMMOBILIER (4 %)

46 % de l'Union française immobilière (UFI).

CAPITAL

Les liens avec la Générale des Eaux sont très anciens puisque Robert Gérard, qui dirigea la Cie entre 1946 et 1972, devint administrateur de Campenon en 1948. La

Générale détient actuellement 76,5 % de Campenon et a largement contribué aux augmentations de capital qui ont permis à l'entreprise d'accroître son empire.

Le conseil comprend également quelques personnalités représentant l'ensemble Paribas-Poliet-Fougerolle.

❑ HEULIN à Royan

90 salariés en 1980 avec antennes à La Rochelle et Angoulême. Reprise en 1982 par Viafrance.

❑ GCB, puis SADC-GILARSKY

Bureau à Poitiers depuis 1983.

❑ PRINCIPAUX OUVRAGES

Pont de l'île d'Oléron (1965) ;

Transformation du tunnel ferroviaire de la Gâtine à Angoulême en tunnel routier (1979-1980) ;

Entretien de la passerelle des Rocs à Poitiers par Freyssinet (1980) ;

Deux ponts sur la déviation de Saint-Agnant, près Rochefort (1984) ;

Pont de 105 m sur la Charente pour la déviation de Cognac (1986) : ouvrage composé d'une poutre horizontale en béton supportant une structure métallique sur laquelle est posée la chaussée. Gain de poids de 30 % par rapport à un ouvrage classique ;

Réseaux d'eau et d'assainissement avenue de Paris à Niort par Heulin-Le Mans (1985) ;

Candidature malheureuse à la construction du pont de l'île de Ré en collaboration avec GTM ;

Etc.

*
* *

FOUGEROLLE

Après une percée spectaculaire à l'étranger suivie d'un déficit non moins impressionnant, Fougerolle s'est repliée depuis 1983 sur l'Hexagone où la société a raflé depuis le début des années 1970 plusieurs dizaines de belles provinciales.

Au total, la progression de l'entreprise à francs constants s'avère très faible depuis 1970.

C.A. 1985 : 6,4 MdF. Résultat : 26,5 MF. Effectif : 15.200 salariés.

Fougerolle est un groupe de constitution récente [\[revoir cet historique\]](#), formé sous l'égide de Paribas et de Total, rejoints à la fin des années 1970 par la Cie Générale des Eaux.

Le processus commença au milieu des années 1960 par le rapprochement des entreprises Limousin, Fougerolle et SOFRA T.P. qui fusionnèrent en 1969-70, puis phagocitèrent, en 1973-74, la Société nouvelle de construction et de travaux (SNCT) et la Société chimique de la route (SCR).

BT.P. FRANCE (50 % du C.A.)

Cette branche est constituée d'une part par les divisions T.P. et Construction de la société Fougerolle, d'autre part par un réseau de PME, principalement du bâtiment, issu de la filialisation d'anciennes agences ou du rachat d'entreprises régionales.

Le décollage est sensible depuis 1984 et surtout 1985 après une période de quasi-stagnation imputable à la raréfaction des grands travaux et à la dégradation du marché du bâtiment.

Parmi les grandes références, la centrale nucléaire de Golfech, l'accélérateur de particules du CERN, de nombreux immeubles de bureaux à Saint-Quentin-en-Yvelines..

À noter le rachat fin 1986, à la Lyonnaise de Eaux, de 66 % de la société FORCLUM, spécialisée dans l'entreprise électrique (1 MdF de C.A. et 3.200 salariés).

BT.P. INTERNATIONAL (25 % du C.A.)

Après une pointe à 4,6 MdF en 1982 (58 % de l'activité), le C.A. étranger a régressé à 1,6 MdF en 1985. Sur la même période, les effectifs sont revenus de 17 500 à 3.000 salariés. De leur côté, les provisions pour risques ont atteint 250 MF, tout ceci traduisant les déboires de tous ordres rencontrés par le groupe : retards de paiement, difficultés techniques imprévues, effondrement de certains marchés et interruptions de chantiers.

Au plus fort de son activité, Fougerolle était implantée essentiellement en Afrique (anciennes colonies + Égypte et Nigeria), au Moyen-Orient (chantiers en Irak, en Jordanie et en Syrie mais ni en Arabie ni dans les Émirats) et au Portugal.

Actuellement, les 2/3 du C.A. proviennent de l'Afrique francophone.

GRANDS CONTRATS

Aciérie d'Ajaokuta au Nigéria (grâce à un pot de vin de 7,5 %) ;

Barrage de Jebba au Nigéria ;

Chemin de fer Congo-Océan ;

Transgabonais ;

4.000 logements à Guelma (Algérie) ;

Aéroport de Bagdad.

TRAVAUX ROUTIERS (25 % du C.A.)

Société Chimique de la Route (SCR) : cf. chapitre spécial.

CAPITAL

Paribas 32 %, Générale des Eaux 28 %, Total 11 %. L'effet de groupe semble jouer puisque Fougerolle a, par exemple, construit l'usine de la Cellulose du Rhône à Tarascon (dont Paribas est actionnaire directement et par le biais de La Rochette-Cenpa), plusieurs stations d'épuration et partagé avec Campenon un marché de menuiseries industrielles clefs en main en Algérie. Les deux entreprises travaillent également sur la technique du pont en béton précontraint avec âme en caissons métalliques.

[Présence SNCT signalée dès 1948 à Saint-Michel-sur-Chte]

❑ SNEG à L'Isle-d'Espagnac (Angoulême)

Cette société, constituée en 1950 [sauvetage par la SNCT de l'Entreprise René BERNARD, rue Alfred-de-Vigny à Angoulême], employait encore 110 salariés en 1980. Elle ferma fin 1983 et fut transférée à Bayonne. Parmi ses derniers chantiers : le centre Saint-Martial, le centre culturel de la Grande Garenne à Angoulême (1976), l'usine Thermo-formage français sur la Z.I. de Nersac, un programme de logements dans le

quartier Libération à Rochefort (1981) et le pont de Collas pour la déviation de La Couronne (1983).

- ❑ COFIROUTE (FOUGEROLLE 16 %)
Concessionnaire de l'autoroute Paris-Poitiers.

*
* * *

FRANGÉCLIM

Société créée en 1975 par Montenay, Nessi-Bigeault-Schmitt et la Société auxiliaire d'entreprises pour reprendre les Établissements Chapuzet, une affaire angoumoisine de taille nationale spécialisée dans l'électricité, le sanitaire et la climatisation.

Reprise en 1982 de la totalité de Frangéclim par Montenay. Entrée en 1984 de Montenay dans le groupe Générale des eaux.

C.A. 1984 : 174 MF. Résultat : + 0,35 MF. Effectif : 400 salariés.

À l'origine, Amédée Chapuzet, un couvreur périgourdin qui avait créé son entreprise à Angoulême en 1912, puis l'avait transmise à son fils Daniel, titulaire du certificat d'études et compagnon du tour de France.

À partir de 1956, les trois fils de Daniel entrèrent à leur tour dans l'entreprise qui connut alors un développement exponentiel : de 10 MF en 1960 à 156 en 1970, année où la BNP, via sa banque d'affaires, prit 11,3 % du capital. Objectif : l'introduction en Bourse.

Pourtant, dès cette époque, la rumeur allait bon train à Angoulême sur le laxisme et le coulage régnant dans l'affaire. De fait, après la découverte de fraudes comptables, la suspension provisoire des poursuites fut prononcée en septembre 1974, suivie d'un dépôt de bilan en janvier 1975 : le passif sera chiffré à 250 MF au regard d'un actif réalisable de 110 MF (6.562 créanciers). Les suites judiciaires durent encore.

Sitôt la reprise conclue, la société Frangéclim dirigée par Bernard Montenay (32 ans, Polytechnique-Genève, Insead Fontainebleau) annonça la suppression de 520 emplois sur environ 2.500 (dont 68 sur 400 à Angoulême).

Intervenant immédiatement après le licenciement, par le groupe allemand Bayer, des 260 salariés de La Prairie, une fabrique de tentes de camping et bateaux de plaisance implantée à Soyaux, la nouvelle ne manqua pas d'assombrir un peu plus le climat social.

Cependant, les autorités disposaient alors d'une réelle marge de manœuvre pour organiser les reclassements grâce à la décentralisation, en cours ou imminente, d'une caisse de retraite à Angoulême (l'IRPSACM) et de deux usines à Nersac (Saft et Fenwick).

La dégradation de Frangéclim s'avéra toutefois plus rapide que prévu. En septembre 1975, l'effectif n'atteignait plus que 1.500 salariés, dont 250 à Angoulême où 44 nouvelles suppressions d'emplois étaient annoncées.

Deux ans plus tard, le transfert du siège social à Paris ne laissa plus sur place qu'une centaine de salariés.

En 1984, l'agence locale n'employait plus qu'une vingtaine de travailleurs sur 400 au total.

Cette situation a partiellement profité aux concurrents, au premier rang desquels la société Hervé Thermique qui a établi une agence à Angoulême en 1979 (une douzaine de salariés actuellement contre 50 à 100 promis à la création).

*
* * *

GÉNÉRALE DE TRAVAUX ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES (GTIE)

C.A. 1984 : 2,5 MdF. Résultat : 20 MF. 7.000 salariés.

En 1984, la Générale des Eaux prit 100 % de l'Union des entreprises électriques régionales (UEER) dont elle partageait depuis dix ans le contrôle avec la Continentale d'Entreprises (groupe suisse Electrowatt), également actionnaire de la SAUR et de l'ETDE vendues à la même époque à Bouygues.

Suite à cette opération, la Générale des Eaux constitua la Générale de travaux et d'installations électriques (GTIE) par fusion de l'UEER, d'une filiale directe, la Société électrohydraulique industrielle et télécommandes, et des activités correspondantes de Campenon-Bernard.

Au total, la GTIE chapeaute une cinquantaine d'entreprises dont les plus importantes sont Mors, Jean et Bouchon ; Garczynski et Traploir ; et Fournié-Grosnaud (création en 1925 - 1.300 salariés dans le Sud-Ouest).

La pose de lignes ne représente plus que 30 % de l'activité après diversification dans l'éclairage public, les installations industrielles et tertiaires, les pupitres de contrôle ou la vidéo.

La présence de la Générale des Eaux dans cette activité est à rapprocher de celle de Bouygues (ETDE, CRE), Cie Générale d'Electricité (CGEE-Alsthom), Dumez (Snef Electric Flux), Fougerolle (Forclum), GTM-Entrepose (GTME + Herlicq), SGE (Saunier-Duval) ou Spie-Batignolles (Trindel).

INTERNATIONAL

Filiales en Afrique : 8 % du C.A.

CAPITAL

Générale des Eaux : 60,8 % directement; 27,5 % par la Sahide (société récemment absorbée) et 11,7 % par Campenon-Bernard.

r 1 - ANCELIN

Entreprise créée en 1937 à Chabanais (Charente limousine) par Henri Ancelin. Vendue dans les années 1970, faute de successeurs, à Garczynski & Traploir (90 % du capital).

Après fermeture en 1982 de la succursale de Limoges, la société appuie son action sur ses agences de Chabanais, Le Gond-Pontouvre (Angoulême) et Poitiers-Sud.

Diversification dans les canalisations d'eau et de gaz et le second œuvre du bâtiment (chauffage, climatisation, plomberie, sanitaire..)

Environ 150 salariés.

❑ GARCZYNSKI & TRAPLOIR

Vieille entreprise mancelle employant quelque 1.300 personnes.

Agence de Châtelleraut fermée en 1982 (70 salariés).

*
* *

MAISON PHÉNIX

La chute de l'Aigle.

16.450 maisons livrées en 1979

7.700 en 1985

300 MF de pertes sur la période 1983-85

Comment expliquer la déroute d'une entreprise qui reste encore le leader de la maison individuelle devant Bouygues (parti de zéro en 1978), le groupe Maison familiale, l'ensemble Bruno-Petit + Chalet idéal et le Clair Logis ?

C.A. 1985 : 2,3 MdF. Résultat : - 148 MF. Effectif : 4.000 salariés.

Créée en 1945 par André Pux, inventeur d'un procédé spécial de préfabrication, et dirigée par lui jusqu'en 1974, l'entreprise commença par réaliser des villages en région parisienne avant de se lancer en 1955 dans la construction de maisons isolées pour le compte de particuliers.

Dès cette époque, la société se dota d'une filiale spécialisée dans la fabrication de charpentes métalliques (la SCM à Amboise) et d'une autre dans le négoce de matériaux.

Entre 1967 et 1971, elle s'étendit en province au moyen de filiales régionales créées en association avec des entrepreneurs locaux, filiales dont elle s'assura le contrôle total au début des années 1980.

Phénix acquit en outre deux concurrents, Alskanor en 1971 et Maison évolutive en 1980.

De fait, les années 1970 s'avèrent particulièrement favorables, les mises en chantier de maisons individuelles passant de 241.000 en 1972 à 277.000 en 1979. Elles allaient ensuite décroître au point de tomber à 180.000 en 1985.

Alors qu'elle avait prévu une expansion de 10 % et réalisé des investissements commerciaux en conséquence, la direction fut prise à contrepied par le retournement de conjoncture (encadrement du crédit, taux d'intérêt, chômage).

Dès 1980, l'entreprise chercha à se diversifier en se lançant dans une activité de lotisseur (Foncier Conseil). En 1981, elle multiplia les initiatives : création d'une société, de cautionnement de prêts, réalisation de programmes de logements clefs en main pour le compte d'organismes HLM et création d'un département "Amélioration de l'habitat" (aménagement de combles, adjonction de garages et de vérandas, isolation, ravalement de façades).

Dans une déclaration à *Investir*, le 26 janvier 1981, le PDG se montrait, comme il se doit, raisonnablement confiant : « Nous disposons, expliquait-il, d'un procédé industrialisé qui est tout à fait à l'ordre du jour. Le temps de main-d'œuvre est passé de 1.500 h à 500 h. L'industrialisation permet d'avoir un petit nombre d'ouvriers sur le chantier (et) peu d'engins lourds. Notre volonté est d'augmenter la part de la sous-traitance pour mieux absorber les a-coups de la conjoncture. Nous sous-traitons déjà tout le second œuvre. Phénix est une société industrielle qui n'a pas de gros investissements et qui a donc la capacité, plus qu'une autre, de s'adapter aux fluctuations du marché. »

Simultanément, le mensuel *Que choisir* ? publiait des articles incendiaires basés sur des rapports "accablants" faisant état de carences au niveau même de la conception (mars 1981).

Les mesures plus radicales prises en 1982 marquèrent un début de remise en cause. Tout d'abord, la gamme fut élargie grâce à des modèles de taille réduite et d'autres plus cossus destinés à conquérir une clientèle jusqu'ici peu sensible aux charmes des "réalisations Phénix". Ensuite, la direction mit en place des structures destinées à développer la promotion de villages pavillonnaires, secteur représentant 25 % du marché mais seulement 10 % des ventes de Phénix.

Après les déficits de 1983 et 1984, l'échec de cette politique fut patent et une nouvelle équipe fut intrônisée début 1985. Mission : recentrer l'entreprise sur la maison-catalogue et deux activités complémentaires mais désormais bien distinctes :

- le lotissement foncier d'une part (2.000 parcelles aménagées en 1985) ;
- la promotion de villages de l'autre (après apuration de coûteuses erreurs de jeunesse dans le choix des sites).

Parallèlement, la direction poursuivit la réduction des effectifs (8.300 en 1979, 4.000 en 1985) et accéléra la restructuration d'un outil industriel devenu surdimensionné.

Devant les piètres résultats obtenus, la société en est réduite à espérer que ses efforts rencontrent enfin les désirs d'une clientèle plus exigeante, souhaitant que « son projet de maison soit personnalisé et vécu dans un dialogue permanent ».

INTERNATIONAL

À la fin des années 1970, Phénix avait créé des filiales dans plusieurs pays européens. Elles ont été rapidement fermées les unes après les autres (Espagne en 1980, Allemagne, Belgique et Italie en 1981, usine de menuiseries métalliques près de Gênes en 1983).

D'autre part, Phénix prit en 1980 17,5 % de US Home, premier constructeur américain de maisons individuelles qui atteignait alors son maximum avec 15 821 livraisons. Malheureusement, la hausse des taux d'intérêt aux USA provoque une chute brutale du marché en 1981. Le rachat par échange d'actions en 1982 du 7^e constructeur américain de maisons modulaires (8.000 unités l'an) ne permit pas à US Home d'endiguer le recul de ses bénéficiaires, lequel déboucha finalement sur une perte de 44 M\$ en 1984.

Une première réduction de cette participation en 1983 permit à Phénix de dégager, à la faveur de la hausse du \$, une plus-value particulièrement opportune. Une seconde réduction en 1984, qui ramena l'engagement à 12,1 %, permit de sortir US Home du cercle de consolidation de façon à ne pas comptabiliser ses pertes. La participation a été totalement liquidée début 86.

Par ailleurs, l'exportation à partir de la France de maisons à ossature bois en conteneurs a été arrêtée et la société Maison Evolutive, chargée de ces opérations, sévèrement restructurée.

CAPITAL

Le groupe Pont-à-Mousson, entré dans l'affaire en 1968 aux côtés de la Lyonnaise des Eaux et du groupe Agnelli, en prit le contrôle en 1974. Il le rétrocéda en 1978-79 à la Générale des Eaux afin de dégager les moyens financiers nécessaires à son entrée dans l'informatique.

□ En 1967, était constituée la société des MAISONS PHENIX POITOU-CHARENTES-LIMOUSIN en association avec Claude Barbarin, entrepreneur en charpentes métalliques à Ruffec, et Claude Pénicaud, négociant en métaux, quincaillerie et matériel électrique à Limoges.

La société, établie à Ruffec, atteignit un maximum de 332 salariés en 1980 compte tenu de nombreuses agences disséminées dans les deux régions.

Début 1986, elle fut fondue avec ses homologues d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées dans une entité Grand Sud-Ouest dont le siège se trouve à Toulouse. Par ailleurs, le Poitou-Charentes a été séparé du Limousin et doté d'une direction régionale avec chef de travaux et de ventes à Saintes.

La principale victime de cette réorganisation fut le site de Ruffec qui employait naguère 90 salariés et se trouva rayé de la carte après avoir successivement perdu son rôle de dépôt régional, ses services administratifs et son usine de préfabrication.

D'autres départements furent également touchés, à l'instar de la Vienne où les points de vente de Montmorillon et Châtellerauld ont été fermés et 5 employés licenciés au centre de travaux de Chasseneuil (1985).

❑ MAISON ÉVOLUTIVE

Jusque vers 1980, cette société possédait des pavillons-exposition à Garat, près d'Angoulême, La Jarrie en Aunis et Dissay sur l'axe Poitiers-Châtellerauld.

*
* *

SADE

La Société auxiliaire de distribution d'eau et la Cie générale de travaux hydrauliques, spécialisées dans la pose de canalisations et le forage de puits, constituent, avec Tuyaux Bonna et l'Omnium de traitement et de valorisation, la division Travaux hydrauliques du groupe.

C.A. 1985 : 2 MdF. Résultat : 21 MF. Effectif : env. 4.000 salariés.

Avec la Sade et les activités correspondantes de Viafrance, la Générale des eaux dispose d'un outil exceptionnel par rapport à ses concurrents : la Lyonnaise ne possède rien d'équivalent et la SAUR ne peut compter que marginalement sur ETDE.

De son côté, la SOGEA, principal concurrent de la Sade, n'exerce qu'une activité limitée dans la gestion des services d'eau.

INTERNATIONAL

Environ 10 % du C.A. à l'étranger grâce à des filiales en Belgique et en Afrique.

CAPITAL

Filiale à 95 % de la Sahide, elle-même contrôlée par la Générale des Eaux (près de 50 %), la banque Neufelize-Schlumberger-Mallet, Saint-Ollive et Rivaud. Absorption récente de la Sahide par la Générale des Eaux.

❑ AGENCE à VOUNEUIL (Poitiers-Sud) :
Ex-Construction et Entretien de Distributions (CED).
Une soixantaine de personnes.

❑ AGENCE à SAINT-YRIEIX (Angoulême)[près du cimetière de Bardines : toujours en 2007]

Effectifs plus modestes.

(NB : divers forages effectués par la filiale Montavon, de Saint-Avertin, en Indre-et-Loire).

*
* *

BONNA

C.A. 1985 : 1,1 MdF. Résultat : 13 MF. Effectif : env. 1.500 salariés (société uniquement).

Cette société, qui succède aux Éts A. Bonna fondés en 1893, est à la tête d'une dizaine d'usines en France, spécialisées principalement dans les tuyaux et les canalisations en béton destinées à l'adduction d'eau, à l'irrigation et aux installations industrielles.

Trois filiales complètent ce dispositif :

- les Éts Gaston Philbert à Pont-Saint-Pierre dans l'Eure : mécanique ;
- la Société nouvelle des tuyaux Roqué à Toulouse (1966) et ses filiales Préfor à Vierzon et SLM : produits de voirie type regards, plaques, bordures de trottoirs.. ;
- les sociétés Sateba et Sogradest productrices de traverses en béton armé pour la SNCF (produits qui ont entraîné la fermeture de la SATIB à Marthon en Charente).

On peut également noter que la Générale des Eaux détient le contrôle d'un fabricant de tuyaux en plastique et en composite, la Seperef-TMP de Quincieux dans le Rhône (C.A. 1985 : 165 MF. Résultat : 8 MF).

Face à la réduction du marché de l'adduction d'eau sensible depuis 1981, tant en France qu'à l'étranger, l'entreprise s'est lancée dans les voussoirs pour tunnels, les abris antiatomiques et les lests de machines à laver. Néanmoins, elle n'a pu maintenir ses profits dans une fourchette de 10 à 20 MF qu'au prix d'une importante compression du personnel : environ 1.000 salariés en 1985 contre 2 200 en 1980.

Principaux concurrents,

- pour la fonte : Pont-à-Mousson et Vallourec ;
- pour le fibrociment : Everitube (Saint-Gobain) et Eternit ;
- pour les plastiques : Armosig (Vallourec).

INTERNATIONAL (28 %)

De même que Pont-à-Mousson, Bonna a très vite affirmé sa dimension transnationale.

Avant la guerre de 14, l'entreprise avait envoyé plusieurs livraisons en G.-B. et posé ses propres tuyaux en Espagne et en Belgique.

Durant l'entre-deux guerres, Bonna s'implanta solidement en Belgique, aux P.-B. et en Afrique du Nord tout en diversifiant ses débouchés européens et en s'attaquant à la grande exportation (Canada, Brésil, ..)

Pendant les Trente Glorieuses, si l'on excepte un fort recul en Algérie suite à l'indépendance, on assiste à une prolongation de ces tendances

Actuellement, le groupe dispose d'usines dans la CEE (Belgique, PB, Esp), en Afrique (Tunisie, Égypte, Afrique du Sud) et au Mexique. Sur la foi des documents censés informer les actionnaires, la situation ne semble pas franchement brillante : production intermittente au Mexique, mises en sommeil ou arrêt au Maroc et en Afrique du Sud, pertes significatives aux P.-B. et surtout en Espagne.

CAPITAL

94 % par la Sahide, récemment absorbée par la Générale des Eaux.

□ Bureau à Niort fermé à la fin des années 1970 et transféré à l'usine de Saint-Loubès, en Gironde.

Très nombreux chantiers parmi lesquels :

- fourniture de 4 km de canalisation pour La Rochelle en 1940-1945 ;

- fourniture de 4,9 km pour la presqu'île d'Arvert en 1974 ;
- construction de deux émissaires en mer de 600 m à La Rochelle et Saint-Martin de Ré en 1975-76 ;
- nombreux chantiers de fonçage sous routes et voies ferrées (pénétration des tuyaux dans le sol à l'aide de vérins hydrauliques).

[1989-1997 : participation dans Poitou béton préfabriqué à Chasseneuil-du-Poitou (ex-Dumez)]

GROUPE MAISON FAMILIALE

Grâce à une stratégie remarquable et à une diversification dans les services financiers,

GMF est le pavillonneur qui a le mieux résisté à la crise.

Plus de 160.000 logements construits

Bénéfice comparable à celui de Spie-Batignolles pour une activité quatre fois moindre.

C.A. 1985 : 4,8 MdF. Résultat : 128 MF. Effectif : 2.700 salariés (3.400 en 1979).

Issu d'une famille d'entrepreneurs de Cambrai, Robert Leroy fonda sa société en 1949 avec une idée appuyée par le patronat local : construire des villages pavillonnaires en accession à la propriété plutôt que des collectifs et des grands ensembles.-

Devant le succès, GMF acquit progressivement une dimension nationale au point d'atteindre en 1976 les 16.000 livraisons, aidée en cela par un contrat portant sur la construction de 26.000 chalandonettes.

Cette marche forcée valut d'ailleurs quelques ennuis à la société qui fut exclue en 1980 de l'Union Nationale des HLM et qui dut affronter une coordination nationale prétendant regrouper 6 300 plaignants répartis dans une soixantaine de lotissements. Au centre de la polémique : des prêts au prix fort (parfois à des taux progressifs) destinés aux clients à faibles revenus, des malfaçons, une mauvaise isolation et des ambiguïtés juridiques dans le statut de l'accédant (locataire dans les faits jusqu'au remboursement de tous ses emprunts mais propriétaire pour le fisc).

Pour autant, GMF ne s'enferma pas dans la construction de "résidences villages" et se lança dans toute une série d'activités annexes : réalisation à l'unité de maison-catalogue, de "hameaux de standing", de résidences secondaires, de petits collectifs, négoce de matériaux (Cédibat), amélioration de l'habitat (Extembat), aménagement foncier (16.000 parcelles en stock...).

À partir de 1980, pour contourner les effets de la baisse du pouvoir d'achat de sa clientèle traditionnelle, GMF commença à proposer des maisons « prêtes à finir » (Actibel) ou réservées à la location, tout en essayant comme Phénix ou Bouygues de monter en gamme sous la marque Spacior.

Les livraisons n'en retombèrent pas moins de 16.000 à 7.000 en 1985.

Ce déclin fut heureusement compensé par le développement d'activités tertiaires qui représentent aujourd'hui plus du tiers du C.A. du groupe. Il s'agit de :

— CEGITRA : agence immobilière ;

— SOCIAFRANCE : assurances ;

— FICOFRANCE : établissement de crédit immobilier né en 1975 qui a généré en 1985 la moitié des bénéfices du groupe ;

— et d'une participation de 10 % dans la BPGF rendue célèbre par le rachat d'Hachette et sa rétrocession à Matra.

D'autre part, le groupe s'est tourné vers de nouveaux créneaux avec :

— RÉSIDENCES ET LOISIRS : villages de vacances ;

— HÔTELS ET RÉSIDENCES DU ROY : 9 établissements de luxe de 600 chambres en 1986 ;

— MULTIBURO : location à l'heure ou à la journée de bureaux tout équipés avec un premier complexe bd Haussmann à Paris ;
— et une candidature, dont on sait maintenant qu'elle sera sans lendemain, à la construction de prisons privées.

Côté personnel, GMF mobilise toutes les techniques modernes de communication interne et pousse très loin la participation puisque, par le biais de l'intéressement et de l'actionnariat un tiers des revenus est lié aux résultats.

INTERNATIONAL

GMF s'est implantée dans divers pays européens ainsi qu'au Canada, aux États-Unis, au Mexique et au Venezuela.

Ces succursales furent la source d'importante déboires (+200 MF) et la plupart ont été fermées ou mises en veilleuse.

CAPITAL

GMF est contrôlée à 75 % par un holding lui-même détenu à raison de trois tiers par une association de personnalités nordistes, la direction générale et le personnel. Ce dernier détient en outre directement 25 % de la société.

Grâce aux statuts, Robert Leroy, son fils et son gendre verrouillent le dispositif de direction.

❑ La société, qui s'est installée dans la région vers 1975, possède des centres de travaux à Saint-Yrieix (Angoulême) et La Rochelle et des bureaux de vente dans les principales agglomérations (Saintes, Niort, Chasseneuil-du-Poitou..).

QUELQUES RÉALISATIONS

— Charente

Cité du Treuil au Gond-Pontouvre [*La Charente libre, 19 février 1975 : 190 logements près du CES du Treuil au Gond-Pontouvre*] ;

Lotissement à Chasseneuil ;

Résidences du Clos Girardin et du Bois des Dames à Cognac.

— Charente-Maritime

Village près du Rond-Point Coop de Saintes. Lotissement Au Bord du Lac à Villeneuve-les-Salines. Résidences de loisirs à La Palmyre et Oléron.

— Vienne

Fief de la Grange à La Bugellerie (Poitiers) ;

140 logements à Chasseneuil-du-Poitou (les Sables + Chantemerle)

+ 250 logements sur Châtelleraut (Orée du Bois..)

37 à Saint-Georges-les-Baillargeaux (Résidence de l'Hôpiteau) ;

Résidence Gâte Rape à Chauvigny ;

Montmorillon ;

Civray..

❑ MARGUERITE D'ANGOULÊME

En mars 1986, GMF a racheté cette PME d'une douzaine de salariés née en 1978 au sein du groupe Leroy-Somer et spécialisée dans la vente par correspondance d'articles pour la maison et le jardin : d'abord des accessoires en fonte type chenets, marmites ou

lampadaires, fabriqués par la Fonderie de Rabion, puis des produits de l'artisanat local, le tout principalement pour une clientèle de cadres et de professions libérales.

La Redoute, qui a déjà pris 10 %, devrait porter sa participation à 50 % en 1988.

Les managers de MI SA prennent le contrôle du groupe
par LUCILE CHEVALLARD ET FRANÇOIS VIDAL(*Les Échos*, 22 décembre 2003)

[...] Cette opération est l'occasion de redistribuer le pouvoir au sein de l'actionnariat de l'ex-filiale de Vivendi, plus connue sous ses marques commerciales (Maison Phénix, Maison Catherine Mamet, Maison Familiale, etc.). [...]

GTM-ENTREPOSE

Naguère prospères, les Grands Travaux de Marseille souffrent aujourd'hui d'une diminution importante de leurs profits. Principal responsable : le sous-groupe Entrepose, spécialisé dans les travaux industriels et pétroliers

C.A. 1985 : 15,9 MdF. Résultat : + 23,6 MF (part du groupe)

Fondés à la fin du XIX^e siècle pour construire les égouts de la cité phocéenne, les GTM ont très tôt profité de l'expansion coloniale en réalisant de nombreux travaux d'infrastructure au Maghreb et en Afrique noire.

Après la Seconde Guerre, à l'instar de Dumez, l'entreprise étendit sa sphère d'influence à plusieurs pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes ainsi qu'au Canada avec la prise de contrôle du groupe Janin.

Parallèlement, les GTM commencèrent à s'intéresser aux travaux pétroliers en construisant notamment le pipe-line Edjeleh-Gabès (1959-60).

Bientôt, la palette s'élargit à d'autres créneaux, soit :

- l'ingénierie avec SEEE ;
- l'électricité via GTME ;
- les travaux industriels à travers Julin à Grand-Quevilly ;
- et surtout l'entreprise routière avec Jean Lefebvre.

Après avoir racheté au coup par coup toute une série d'entreprises régionales, le groupe franchit une étape décisive en 1982 en fusionnant avec Entrepose.

Mariage naturel et prometteur au premier abord. Créé en 1935 par le fabricant de tubes Vallourec, le nouvel allié travaillait à la mise en œuvre de tuyauteries en tout genre, des échafaudages aux centrales nucléaires, et réalisait, principalement hors de France, un chiffre d'affaires équivalent à la moitié de celui des GTM. De plus, les deux groupes collaboraient depuis plusieurs années dans le domaine des travaux pétroliers et de l'entreprise électrique au travers des sociétés ETPM et GTME.

De leur union naquit un ensemble de taille mondiale réalisant 54 % de son C.A. à l'étranger et partageant son activité à parts égales entre d'un côté le bâtiment et le génie civil, d'un autre côté les travaux industriels et pétroliers.

Mais l'histoire, par une de ses ruses chères à Hegel, allait contrarier ce grand dessein planétaire. Rapidement, la branche "industrie et pétrole" allait connaître le déclin et entraîner dans sa chute la rentabilité et le volume des activités internationales (seulement 30 % en 1986). Et paradoxalement, c'est en France, plus spécialement dans les domaines du bâtiment, de l'électricité et de l'ingénierie, que le groupe a trouvé de nouvelles possibilités de développement, sans toutefois parvenir à rétablir ses niveaux de résultats antérieurs (24 MF en 1985 contre un maxi de 130 MF dans les années 1980-82).

GÉNIE CIVIL ET BÂTIMENT

En France, **l'activité génie civil** est exercée directement par GTM-BTP et ses filiales : Forages et galeries (FORGAL), Générale d'assainissement et de distribution (SGAD) et Travaux publics du Cotentin (TPC).

Parmi les grandes références récentes :

- 2 x 900 MW à Chinon ;
- 2 x 1.300 MW à Belleville ;
- les terrassements et les aéroréfrigérants de Golfech ;
- divers bâtiments à La Hague ;

une participation au barrage de Grand'Maison ;
d'impressionnants ouvrages d'art dans les Alpes : viaduc Le Fayet–Les Ouches, près de Chamonix, tunnel de la Chamoise, viaducs de Nantua et de Neyrolles pour l'autoroute Lyon-Genève...

Hors de France, outre les opérations menées dans le cadre de la CCI qui regroupe plusieurs firmes françaises, le groupe intervient au travers de GTM-International et de ses filiales en Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria), en Arabie saoudite et au Pérou.

Depuis quelques années, il tente de se réimplanter aux Caraïbes (1984) et de s'ouvrir les portes du Sud-Est asiatique (réalisation d'une autoroute aérienne à Singapour).

Mention spéciale doit être réservée au groupe canadien Janin qui opère lui-même à l'échelle intercontinentale : barrage au Sri Lanka, lignes HT et ouvrages pour une voie ferrée au Cameroun, Palais de la Culture d'Alger..

L'activité bâtiment, réalisée pour les 2/3 en France, est celle qui progresse le plus. Elle est assurée par GTM BTP sur la moitié nord de la France essentiellement et par une série de filiales régionales : les TRAVAUX DU MIDI, GIRARD à Avignon, les entreprises COMTE et VALLETTE à Romans, PITANCE à Lyon, LANTERMOZ à Saint-Étienne, LAGORSSE à Clermont-Ferrand ; PETIT, LAINE, TASBARMC et SCOBAT en région parisienne, BARBÉ, PICHENOT et SENTRIBAC en Bretagne.

Le groupe exploite également trois marques de maisons individuelles : Cosmos, Florilège et Promidi (env. 1.500 unités par an).

Parmi ses grandes réalisations :

- le Palais Omnisport de Paris-Bercy ;
- le Musée des Sciences et Techniques de la Villette ;
- 15.000 logements à Singapour...

PÉTROLE ET INDUSTRIE

— construction et installation de plate-formes pétrolières off shore, pose de pipelines sous-marins et principalement en Afrique de l'Ouest, en mer du Nord et dans le Golfe : ETPM, n° 3 mondial.

Après plusieurs bonnes années, cette société a enregistré entre 150 et 200 MF de pertes en 1986 et a dû sérieusement « dégraisser » ses effectifs pour s'adapter à une conjoncture déprimée. Jusqu'à présent, les négociations en vue d'un rapprochement avec BOUYGUES OFF-SHORE (qui prévoit une perte de l'ordre de 100 MF en 1986) n'ont pas abouti.

Dans ce contexte, on s'explique mal les raisons du rachat en 1985 de la CG DORIS à la SGE. Contrainte un an plus tard au dépôt de bilan, DORIS a été partiellement reprise par la SOFRÉSID pour l'ingénierie et par la COMEX pour la plongée et l'océanographie.

— pose de canalisations et de pipe-lines souterrains : ENTREPOSE TP, ENTREPOSE INTERNATIONAL et filiales au Canada, aux USA, au Venezuela.. (plusieurs filiales ont été liquidées en 1984 aux USA, au Canada, à Abu Dhabi et en Indonésie)

— étude et construction d'usines : ENTREPOSE INTERNATIONAL, MONTALEV et, jusqu'à sa liquidation en 1984, JULIN-CIF à Grand Quevilly (850 salariés).

— tuyauteries industrielles et nucléaires, chaudronnerie : ENTREPOSE T.P. et groupe FRIEDLANDER.

— échafaudage, tribunes, stockage, coffrages : ENTREPOSE TP, SELF LOCK, MILLS (depuis 1984) et ESTUB au Brésil.

— sondages, forages, fondations : SIF-BACHY, entreprise très internationalisée, propriétaire à 25 % d'une firme jumelle, SOLÉTANCHE, elle-même détentrice à 34 % de FORASOL, n° 2 européen des forages pétroliers.

ÉLECTRICITÉ

GTME

40 % d'ÉRIS depuis 1986 : 300 salariés ;
35 % d'HERLICQ en 1987 : 1.500 salariés sans compter les filiales.

ROUTES

JEAN LEFEBVRE.

AUTRES

Ingénierie : SEEE et, depuis 1984, groupe INTER G exerçant son activité dans une vingtaine de pays.

Exploitations : participation dans COFIROUTE, concession de nombreux parkings souterrains, exploitation de stations de sports d'hiver (SUPER-DÉVOLUY et 25 % de VALLE DE LAS LENAS en Argentine).

CAPITAL

À la suite de la fusion avec Entrepose, VALLOUREC est devenu en 1982 le premier actionnaire de GTM avec 41 % aux côtés du CRÉDIT LYONNAIS (7,5 %) et des CHARGEURS RÉUNIS (25 %) qui se sont retirés en 1983.

Rappelons que les deux principaux actionnaires de VALLOUREC sont USINOR et NORD-EST (chacun 25 %) - PARIBAS, qui contrôle NORD-EST, étant d'autre part partie prenante dans Fougerolle et Campenon-Bernard.

❑ AGENCE D'ANGOULÊME

Après avoir réalisé en 1982-83, la réfection du tunnel ferroviaire d'Angoulême, les GTM ont créé une agence qui a décroché divers marchés :

- transformation de l'usine Le Nil en École des Beaux-Arts et en Éco-Musée (échafaudages Entrepose) ;
- reconstruction du pont de Roche à Genouillac, près Roumazières ,
- rénovation du pont de Javrezac à l'ouest de Cognac ;
- construction d'un nouvel ouvrage sur la Charente à Condac entre Ruffec et Confolens..

❑ MAISONS INDIVIDUELLES

La marque Florilège est représentée à La Rochelle, Rochefort, Angoulême et Cognac.

❑ RÉFÉRENCES RÉGIONALES

- Le LEP du Verger à Châtelleraut (1976-77) ;
- l'immeuble de bureaux du GAN près de la place ND à Poitiers (1981) ;
- le poste de répartition EDF de l'Orangerie à Ingrandes (GTME, 1981) ;
- des travaux d'adduction d'eau en Charente (Entrepose 1981) ;
- les Rosées, un petit lotissement sur la ZAC de Beaulieu à Poitiers (Barbé de Rennes) ;
- l'échangeur autoroutier à hauteur de Pons (1981) ;
- un chai pour Hennessy à Cognac-Châteaubernard (1984) ;
- la nouvelle usine des Ciments Français à Bussac-Forêt dans le sud de la Charente-Maritime (1984) ;
- la consolidation des fondations de l'église d'Aigre en Charente (Solétanche, 1985) ;
- la coordination des travaux de l'Acropole Rivaud à Poitiers (SEEE, 1986-7)...

❑ USINES MÉTALLURGIQUES DE DOMINE près de Châtelleraut

Au moment de sa reprise par Entrepouse en 1979, SIF-BACHY détenait le contrôle d'UMD, spécialisée principalement dans la fabrication de matériel de forage. Cette entreprise a été rachetée par Elf-Aquitaine avec une petite participation des sociétés Solétanche et Forasol (cf. VEPC n° 3).

❑ COFIROUTE (17 % directement + 13 % par Jean Lefebvre)

Concession de l'A 10 entre Tours et Poitiers-Sud (tronçon inauguré en 1977), participation à la construction.

GIE INTERTEL

Ce groupement d'intérêt économique spécialisé dans les courants faibles (téléphonie, alarme, télésurveillance, barrières automatiques..) regroupe une quinzaine de PME, parfois concurrentes, réparties sur tout le territoire :

- ALSATEL, ASITEL, CENTRATEL, SARAP et les ATELIERS D'USSON dans l'Est ;
- TÉLINOR à Lille ;
- COFRATEL à Paris, au Havre et à Nantes ;
- l'ABONNEMENT TELEPHONIQUE et ERO à Marseille + COMETEL dans le Gard.

INTERNATIONAL

Deux adhérents du GIE INTERTEL se sont implantés à l'étranger en 1985 :

- L'ABONNEMENT TÉLÉPHONIQUE qui a racheté la Cie SONITROL à la Nouvelle-Orléans
- et le groupe COFRATEL qui a créé une SARL au Congo à la suite d'un marché obtenu dans ce pays (équipement de l'hôtel PLM de Brazzaville).

1 - L'ABONNEMENT TÉLÉPHONIQUE

Siège social à Marseille.

C.A. 1986 : 185 MF. Effectif : 500 salariés.

14 agences dans la moitié sud de la France dont une à La Rochelle et une seconde à Poitiers-Beautilieu.

(Agence à Ruelle près d'Angoulême fermée en 1981)

2 - PROTELCOM

Siège social bd Jeanne d'Arc à Poitiers. Agence à Angoulême

Fait intéressant, le conseil d'administration de cette société qui publie ses annonces légales dans la Vienne Rurale est composée de :

— 3 représentants d'INTERTEL dont Walter Giler et son fils Daniel qui contrôlent l'Abonnement Téléphonique et la plupart des entreprises membres du GIE

3 représentants de SPIE-TRINDEL

et 3 de l'ENTREPRISE TÉLÉPHONIQUE DU CENTRE, société limougeaude possédant 10 agences dont 3 à Angoulême, Niort et Poitiers.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

Pendant que Bouygues polarise l'attention des médias, l'Auxiliaire d'entreprises poursuit imperturbablement sa révolution tranquille.

Multipliant les rachats tout en licenciant du personnel, diversifiant ses activités de façon prudente et progressive, elle est devenue le n° 3 français du B.T.P. par le chiffre d'affaires et les profits

et présente aujourd'hui la plus belle implantation internationale de toute la profession.

CA 1985 : 16,3 MdF. Résultat : + 274 MF. Eff. : 22.280 salariés.

[Fondée en 1924 par les frères Marchena et le polytechnicien milanais Gino Valatelli]

En une décennie, la physionomie de l'Auxiliaire d'entreprises a notablement évolué.

En France d'abord où l'on note une baisse relative dans trois domaines :

- les logements collectifs ;
- les bâtiments industriels, commerciaux et divers (hôtels, hôpitaux...) ;
- et les constructions scolaires.

Ces trois secteurs ne représentent plus que 58 % de l'activité métropolitaine contre 81 % en 1978.

Inversement, on note la montée de trois activités qui passent de 19 à 38 % : la rénovation, les maisons individuelles et les T.P. Cette percée s'est faite essentiellement par croissance externe.

Dans le domaine des T.P. : par rachat du groupe BORIE (62 % en 1980, 92 % en 1981), de DEVIN & LEMARCHAND, entreprise nantaise de pose de canalisation de gaz et d'eau (97 % en 1980), de SOMECO à Montesson et de LABATUT à Toulouse (1982).

Dans les maisons individuelles : par le biais de COPRÉCO à Limoges, de MAISONS ET CHALETS GIRAUD en Haute-Savoie, de DONA CONSTRUCTION en Indre-et-Loire (1980), de LEMOUX-BERNARD à Rennes (33 % en 1981, 100 % en 1983), de SOCAMIP-MAISONS COSMOS à Limoges, par la création de TRADI-ATLAS (1985) et l'apport par Quillery de CLÉVERTE (1986). 3.600 maisons livrées en 1985.

En complément de ce rééquilibrage, l'Auxiliaire d'entreprises s'est intéressée à de nouveaux métiers au moyen des sociétés suivantes :

- OMNIUM BOIS ET BÂTIMENT (1980) : 1.300 bâtiments à ossature bois depuis 1948. Bâtiments sportifs et agricoles, logements individuels et agricoles...
- DIVA : fabricant limougeaud d'appareils électriques d'installation ;
- SAAA : Auxiliaire agro-alimentaire ;
- LAMIGEON ENTREPRISES ;
- et NORELEC (20 % en 1985 avec perspective de prise de contrôle) : plus d'un millier de salariés.

Si l'on excepte le rachat réussi du groupe QUILLERY, convoité par Bouygues, l'année 1986 a été marquée par plusieurs tentatives infructueuses :

- échec de l'association avec Shell, Dumez et Spie-Batignolles pour la reprise de la SCREG, finalement rachetée par Bouygues ;
- échec, face à la Financière Bertin, du consortium constitué avec Dumez et Framatome pour la reprise de DELATTRE-LEVIVIER, vestige de l'empire Creusot-Loire spécialisé dans les bâtiments industriels, les réseaux de tuyauteries, les systèmes de levage et de manutention et la maintenance industrielle.

Absente de l'immobilier, de l'entreprise routière, de la construction d'usines, de l'offshore pétrolier, des services d'eau et encore peu présente dans les travaux

électriques, la SAE apparaît donc comme un empire beaucoup moins pluridisciplinaire que la plupart de ses confrères.

Quant aux effectifs français, malgré les nombreux rachats, ils sont revenus à 11.000 fin 1985 contre 14.300 fin 1982.

[vérifier ce tableau](#)

	1978	% du CA	1985	% du CA
logements collectifs	1.027		1.965	28,5
constructions scolaires	340		503	7,3

QUILLERY

Petit parmi les grands, l'entreprise QUILLERY resta familiale depuis sa création en 1863 jusqu'à son rachat en 1968 par Bernard Jouannaud [non : transformation en S.A. en déc. 1920. Participation au capital du groupe Goudchaux, puis (1960) de la Cie du Nord (Rothschild)].

Elle trouva alors un second souffle, sortit de son berceau (la région parisienne et la Normandie) et racheta plusieurs entreprises parmi lesquelles SCHMID dans l'Est, SOLGEC à Lyon et VÉZIN à Nantes.

À partir de 1981, pour pallier l'approfondissement de la récession en France, elle entreprit de développer ses exportations en recherchant une alliance avec la SOBEA du groupe Saint-Gobain. Faute d'avoir pu conclure, elle s'associa en 1982 avec le groupe saoudien DALLAH qui prit 40 % de l'entreprise, le reste étant détenu par le holding QUILLERY ST- MAUR (Jouannaud et son équipe : 85 %, SUEZ : 15 %).

Bien que cette association n'ait pas eu les retombées industrielles escomptées, l'entreprise parvint à progresser à l'étranger en visant un nombre limité de pays (Afrique du Nord, Cameroun + Congo et Moyen-Orient) et en misant sur son savoir-faire dans le domaine des hôpitaux (contrats en Algérie et en Égypte).

La perte de 200 MF enregistrée en 1984, alors que les bénéficiaires antérieurs n'avaient jamais dépassé 10 MF, contraignit le groupe à abdiquer son indépendance.

La SAE, reprenneur de l'affaire, annonça d'emblée la fermeture des agences de la Martinique et du Congo et de nouvelles suppressions d'emplois (Effectif : 4.500 salariés en 1986 contre 8.600 en 1978).

RÉFÉRENCES

Échangeurs routiers en Île-de-France et à Nice ;
métro de Marseille ;
Puits de 1.400 m pour les Houillères de Gardanne ;
Centrales nucléaires de Nogent et Cattenom ;
[Centre hospitalo-universitaire de 800 lits près d'Alger.](#)

RÉFÉRENCES

Centrale nucléaire de Cattenom
Palais omnisport de Paris-Bercy
Terminal méthanier de Montoir (Devin et Lemarchand)
430.000 logements collectifs terminés au 31-12-1985

INTERNATIONAL

En 1978, la SAE réalisait près de 30 % de son CA à l'étranger dont les 2/3 en Iran. La chute du Shah lui laissa une ardoise de 900 MF, heureusement indemnisée à 90 % par la Coface, et un secteur international anémique (7 % en 1979).

Dès lors, l'obsession de la firme fut de limiter sa dépendance à l'égard des pays pétroliers et des PVD en se recentrant sur les pays industrialisés. Elle le fit si bien que les U.S.A et l'Australie ont représenté en 1986 30 % du C.A. global contre 25 % seulement pour les PVD.

Ce résultat a été obtenu grâce à l'intégration des sociétés suivantes :

— aux USA : SPAW-GLASS au Texas (51 % en 1979), CONTINENTAL HELLER en Californie (13 % en 1980, 73 % en 1983), PINKERTON AND LAWS à Atlanta (40 % en 1983) et CARLSON à Boston (85 % en 1985).

— en Australie : AW BAULDERSTONE (50 % en 1984, majorité en 1985) et HORNBOOK (également en 1985).

En attendant la conclusion d'un joint-venture au Japon, cette implantation australienne ouvre à la SAE les portes du sud-est asiatique où de nombreux marchés ont déjà été décrochés : aéroport de Djakarta et métro de Singapour (en participation), ambassade d'Australie à Pékin (Baulderstone) et, fin 1986, un contrat de 227 M\$ pour la construction du centre d'affaires international de Pékin comprenant un hôtel de 850 chambres, un centre de convention de 1.000 places, un centre-exposition, une tour de bureaux, deux tours de logements, un centre commercial et des parkings souterrains.

AUTRES RÉFÉRENCES :

+ 10.000 logements en Algérie, Irak et Arable Saoudite

+ 2.000 logements au Nigeria ,
métro de Caracas

Novotel en Indonésie

Hôpitaux en Arable Saoudite

CAPITAL

Le principal actionnaire est la famille de Wendel (environ 15 %) à travers une cascade de sociétés financières.

[Construction des usines électriques de L'Isle-Jourdain, Chardes et Jousseau et de la centrale thermique de Chardes]

❑ SOCAE

C'est une des six grandes entités au moyen desquelles le groupe couvre l'intégralité du territoire.

Antennes à La Rochelle et Poitiers.

Parmi les réalisations : l'Hôtel Ibis de Poitiers-Sud, un complexe hôtelier sur les hauteurs de Châtelailon (le domaine des Trois-Iles), la sphère du Futuroscope à Jaunay-Clan, une participation dans la société d'exploitation dudit Futuroscope...

❑ FONTENEAU à Dolus-d'Oléron

Travaux publics - 42 salariés.

❑ DAGAND-BORNET à La Rochelle

Rénovation de bâtiments historiques, entre autres la Corderie royale et la gare de Rochefort

❑ STR à Angoulême

Idem. Rénovation des églises de Mouthiers (1979), Aubeterre (1984), Saint-Amand-sur-Bonnieure (1986) du vieux pont de Confolens (1985), de l'usine Le Nil à Angoulême (1986)...

Une trentaine de salariés.

❑ FRANGÉCLIM à Angoulême

Participation minoritaire acquise en 1975 et abandonnée en 1982. Cf. Générale de Eaux / Montenay.

❑ COPRÉCO à Limoges

Maisons individuelles. Agences à Angoulême (depuis le début des années 70), Saintes et implantation éphémère à Poitiers en 1984.

❑ Maisons individuelles. Agences à Angoulême, Cognac, Rochefort, La Rochelle (23 salariés)

❑ DONA CONSTRUCTION

Idem. Entreprise tourangelle. Agence à Naintré, au sud de Châtelleraut.

❑ DEMEURES DE PROVINCE (ex-LEMOUX-BERNARD)

Concessionnaires à Angoulême et La Rochelle (Penaud Niort-Chauray (Gernigon, originaire du Maine-et-Loire) et Chasseneuil-du-Poitou (Plovie, puis Parvaix, originaires de l'Indre-et-Loire).

LEMOUX-BERNARD

De l'*Expansion* au *Nouvel Observateur*, M. Bernard Lemoux est présenté comme un modèle de réussite. Fils d'un routier et d'une femme de ménage, il se lança dans la pose de carrelage en 1966 puis inventa en 1969 un modèle de pavillon bon marché dont il assura la diffusion en recrutant des concessionnaires (« Mes maisons ne sont pas belles mais comme elles sont simples, elles n'enlaidissent pas le paysage »).

Depuis qu'il a cédé la totalité de son affaire à la SAE en 1983, il vit de ses rentes et partage son temps entre son château près de Rennes, ses deux appartements à La Baule et Paris (il en a offert six à ses deux enfants) et ses campagnes électorales pour le RPR.

Les 500 (modestes) clients de son concessionnaire pour l'Indre-et-Loire, la Vienne et le Loir-et-Cher n'ont pas eu autant de chance. Ledit concessionnaire les a tellement grugés qu'il a terminé ses exploits en prison (*La Nouvelle République*, 25 novembre 1986)

Par ailleurs, en lisant *Ouest-France* du 23 juin 1983, on apprenait que son homologue de Loire-Atlantique venait d'être inculpé d'infraction aux lois sur la construction et qu'il se décidait soudainement à rendre leurs acomptes à ceux de ses clients qui avaient résilié leur contrat (plusieurs dizaines de cas)

❑ OMNIUM BOIS ET DERIVÉS

Implantation à Bordeaux fin 1986. Prospection sur les deux Charentes.

❑ DEVIN ET LEMARCHAND de Nantes

Divers travaux en région, notamment en 1974, une canalisation pour le gaz de Lacq entre Chazelles et Trois-Palis (contournement d'Angoulême).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES

La Société générale d'entreprises tente de revenir de l'enfer avec l'appui de la Cie de Saint-Gobain qui a reconstitué ses fonds propres, lui a fait apport de sa branche "entreprises".
et l'a fiancée avec la Générale des Eaux.
C.A. 1985 : 20,5 MdF. Résultat : - 358 MF. Environ 50.000 salariés.

La SGE fut créée en 1908 par Louis Loucheur et Alexandre Giros, également fondateur de sociétés d'électricité dans le nord et le centre de la France.

À la Libération, le flambeau fut repris par ses deux gendres, les polytechniciens Jean Matheron et Paul Huvelin, ce dernier devenant simultanément PDG de Kléber-Colombes.

Dans les années 60, la SGE prit le contrôle de sociétés parisiennes comme DESCHIRON (travaux publics) ou THINET (bâtiment) avant de passer en 1966 dans le giron de la CIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ.

Dès cette époque, elle possédait de solides références en France et dans les ex-colonies : barrages d'Im Fout (1939-49) et de Bin-el-ouidane (1948-52) au Maroc, centrales thermiques en Algérie, barrage de Génissiat (années 40), usine marémotrice de la Rance (1960-67)..

Elle poursuivit sur sa lancée en participant aux grands chantiers autoroutiers (participation de 30 % dans COFIROUTE) et en édifiant le pont de Saint-Nazaire.

Sur cette base, la firme élargit ses activités :

— aux maisons individuelles par rachat de MONDIAL PRATIC

— aux réservoirs sous-marins et à l'off-shore avec SEA TANK CO et, via la SRSM, 15 % de la CG DORIS.

— aux caissons pour déchets radioactifs

— et à la construction de routes grâce au rachat en 1978 de BOURDIN & CHAUSSÉ.

Une étape décisive intervint en 1979 avec l'acquisition de SAINRAPT ET BRICE, entreprise fondée en 1852, plus petite que la SGE (12-700 salariés en 1979 contre 17-900) mais *nettement plus internationalisée (62 % du C.A. contre 22 %) grâce à ses filiales SATOM et SABRICE.*

À son actif, de nombreuses réalisations en Italie (barrage du Rio Torto en 1956-59), au Portugal (métro de Lisbonne), en RDA (usine de joints homocinétiques Citroën en 1978), en Afrique noire, en Amérique du Nord, etc.

L'ensemble fut confié à Paul Naudo, un centralien fils d'architecte, qui avait fondé sa propre entreprise en 1956 avec Devars du Mayne avant de réussir à redresser SAINRAPT ET BRICE qu'il avait repris en 1970 au bord de la faillite.

La proportion du C.A. réalisé à l'étranger atteignit bientôt les 40 % tandis que les diversifications étaient poussées dans deux directions :

— l'off-shore qui paraissait alors prometteur avec la participation dans DORIS portée en 1981 à 47 % (fusion DORIS-SEA TANK CO)

— et les travaux routiers avec le rachat début 1982 de COCHERY à la Lyonnaise des Eaux et à Paribas.

En revanche, le groupe abandonna à la CGE en 1981 ses 32 % dans l'entreprise électrique CGEE-ALSTHOM et ne put concrétiser ses velléités de retour à l'ingénierie, discipline dont il s'était désengagé au début des années 1970 au profit de Creusot-Loire.

Quoiqu'il en soit, la nouvelle entité devait se révéler particulièrement sensible à la dégradation de la conjoncture et fut rapidement contrainte d'amplifier la réduction de son personnel. D'autre part, la SGE et SAINRAPT ET BRICE, qui avaient conservé jusqu'ici leur autonomie, furent effectivement fusionnées en novembre 1982, leurs différentes filiales étant réparties en 4 divisions surveillées par des "coordonnateurs" : TP, route, bâtiment et divers.

ARRIVÉE DE ST-GOBAIN

En 1983, sentant le vent tourner, la CGE lia la vente de sa participation dans la Générale des eaux à la reprise d(e ses intérêts dans la SGE. Saint-Gobain, qui lorgnait sur la Générale tout en recherchant un partenaire pour muscler sa branche "entreprises", accepta le marché.

Le repreneur fit aussitôt réaliser un audit qui, au vu pertes mises en évidence, lui permit de renégocier en baisse le montant de la transaction. Effectivement, l'année se termina par un déficit de 484 MF pour un C.A. HT de 14,4 MdF.

1984 s'ouvrit sur l'éviction de Paul Naudou et se poursuivit par la cession à un groupe saoudien de 51 % de Thinet. Les ventes tombèrent à 13,2 MdF et le déficit se creusa à 958 MF pour cause de pertes « importantes, anciennes et dissimulées ».

L'exercice 1985 a été marqué d'une part par la cession (fort opportune) de DORIS aux Grands Travaux de Marseille, d'autre part par la fusion de la SGE avec la branche « entreprises et services » de Saint-Gobain.

Cette dernière avait été constituée autour de grands axes prolongeant les activités industrielles du groupe :

1 - En aval de Pont-à-Mousson : la SOCEA (eau et assainissement spécialisée initialement dans la pose de canalisations, devenue SOBEA suite au rachat (1972) puis à la fusion (1979) avec Balency-Biard : 9.100 salariés en 1985.

Diversification par le biais de :

— JOSSERMOZ à Annecy : menuiserie industrielle reprise avec 200 salariés en 1977 contre 1.200 en 1974. Fermeture en 1981 ;

— ERNEST KOLHER dans le Bas-Rhin : travaux publics ;

— la SETIP à Vitrolles : travaux publics pour l'industrie pétrolière ;

— HUILLET à Joué-les-Tours : forages ;

— THORRAND à Nice : bâtiment ;

— et l'entreprise DODIN de Nantes : 4/5 de l'activité dans les travaux publics (notamment maritimes) et les ouvrages d'art.

Nombreux grands chantiers d'adduction d'eau hors de France dont celui de Bagdad en 1981-83.

Filiales en Belgique, au Gabon et en Égypte.

Contrôle d'un fabricant de tuyaux au Mexique

Entre 25 et 35 % du C.A. à l'étranger suivant les années.

En concurrence avec ENTREPOSE, SPIE-CAPAG ou MANNESMAN

2 - En aval d'ISOVER et de GRUNZWEIG UND HARTMANN

Mise en œuvre d'isolants avec WANNER-ISOFI en France (2.300 salariés) et G+H MONTAGE en R.F.A., aux P.-B. et au Luxembourg (4.600 salariés contre 5.500 en 1976).

3 - En aval d'AIR INDUSTRIE :

Le groupe TNEE spécialisé dans le chauffage, la climatisation et la plomberie. Redressé depuis 1982 au prix d'un sévère dégraissage (850 salariés en 1985 contre 1.950 en 1976). Complété en 1983 par l'acquisition de 50 % du groupe LEFORT ET FRANCHETEAU / SECMA (350 salariés).

À quoi s'ajoute :

4 - L'ENTREPRISE SAUNIER-DUVAL, issue de la filialisation en 1979 des activités électriques du fabricant de chauffe-eau et de robinetterie Saunier-Duval, racheté par Pont-à-Mousson au moment de sa reconversion de la sidérurgie à la métallurgie.

Accumulation de déficits depuis 1981 malgré de nombreux licenciements (3 900 salariés contre 4.700 en 1979).

Déconvenues en Arabie saoudite et fermeture après 1981 des filiales allemandes et espagnoles.

Au total, un ensemble de 25.000 salariés, dégageant des résultats modestes mais positifs avec un C.A. de 10 MdF *dont environ 40 % à l'étranger (pour moitié au Bénélux et en RFA).*

La fusion des deux groupes (SGE et branche « entreprises » de Saint-Gobain) s'opéra autour de 4 pôles :

1 - BTP ET SERVICES avec la SOGEA issue de la fusion de SGE BTP et de la SOBEA : 30 400 salariés en 1985 *dont 13.000 étrangers ;*

Quatre subdivisions : BTP en France métropolitaine, *grands travaux internationaux, filiales et agences internationales*, services en France et à l'étranger ;

2 - ROUTES et ASSIMILÉES avec COCHERY et BOURDIN & CHAUSSÉ fusionnés : 8.100 salariés (contre 11.600 en 1982), *dont 1.000 à l'étranger ;*

3 - TRAVAUX INDUSTRIELS ET SECOND ŒUVRE avec WANNER-ISOFI, *G+H MONTAGE*, TNEE et SAUNIER-DUVAL : 13.900 salariés *dont 5.600 à l'étranger ;*

4 - IMMOBILIER ET MAISONS INDIVIDUELLES avec notamment MONDIAL PRATIC : 350 salariés.

Ce regroupement a permis d'atteindre en 1985 un C.A. d'environ 20,5 MdF, avec 52.700 employés, soit des chiffres nettement inférieurs au produit du cumul des deux entreprises en 1983 : 24,0 MdF et environ 61.000 personnes.

Au demeurant, les pertes encore élevées (358 MF en 1985, entre 50 et 70 MF en 1986) ont conduit à la conclusion d'une nouvelle alliance, cette fois avec la Générale des eaux qui, début 87, a pris :

- 40 % de la SOGEA ;
- 49,9 % de MORILLON-CORVOL-COURBOT : extraction de matériaux et dragages ;
- 49,9 % des holdings contrôlant 62 % de COCHERY-BOURDIN & CHAUSSÉ et 40 % de COFIROUTE ;
- et diverses participations dans des sociétés immobilières.

À vrai dire, cette situation ne manque pas de sel si l'on songe que le groupe Saint-Gobain :

- avait jadis établi des liens avec la Générale des Eaux ;
- puis, dans les années 60, avait fait alliance avec la Lyonnaise ;
- s'était à nouveau retourné vers la Générale sur laquelle il avait tenté en 1983 d'établir son hégémonie en prenant une participation de 30 % ;
- avait maintes fois réaffirmé que cette participation était durable ;
- avant de se retrouver en position d'appeler la Générale au secours pour sauver la SGE.

CAPITAL

Après une injection de fonds propres fin 1984, et la fusion d'octobre 1985, la participation de Saint-Gobain atteint 81 %.

Une nouvelle reconstitution du capital est prévue en 1987.

❑ SOGEA

Deux agences spécialisées dans la pose de canalisation à Soyaux, près d'Angoulême (51 salariés en 1986), et Châtelleraut.

❑ A. DODIN

Entreprise nantaise rachetée en 1982 et redressée en 1985 au prix d'une forte réduction d'effectif (1 050 salariés contre 1.880 en 1977).

Bureau à Poitiers depuis 1985 et nombreux ouvrages dans la région : pont sur la déviation de La Couronne en Charente pour l'accès nord de Saint-Michel (1984), ducs d'Albe autour de l'apponement pétrolier de La Pallice (1977-78), réfection du barrage de Charde à L'Isle-Jourdain (1985), pont sur le Clain pour la rocade sud-est de Poitiers (1986)..

❑ ENTREPRISE SAUNIER-DUVAL

Agences à Saint-Yrieix (Angoulême) et Châtillon-sur-Thouet (Parthenay). Nombreux travaux électriques dans la région.

❑ LEFORT ET FRANCHETEAU

Génie climatique. 10 salariés à La Rochelle.

❑ SOCIÉTÉS DE SERVICE : cf. ci-dessous.

❑ SGE

Bureau à La Pallice.

ZUP de Ma Campagne à Angoulême

Réalisation du groupe scolaire R. Pérat à Saintes (1977). Construction du quai Modéré Lombard à La Pallice

❑ EMCC (MORILLON-CORVOL-COURBOT)

Bureau à La Pallice.

Travaux de construction et de dragage du port.

❑ ROGINSKI

Vieille entreprise générale saintaise rachetée vers 1980 par la SGE. Siège déplacé à Mérignac en Gironde.

170 salariés en 1985 contre 330 en 1980.

Multiplés chantiers de logements, de bureaux, d'écoles et d'hôpitaux :

CES d'Angoulême-Ma Campagne (1984-86)

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saintes (1985-86)

Extension des hôpitaux de Parthenay (1983) et Niort (1986)

Réalisation à Poitiers de 100 logements dans l'ancien dépôt de bus (1985) et gros-œuvre de l'Acropole

❑ MONDIAL PRATIC

Agences à Niort et Poitiers-Buxerolles

❑ 10 - COCHERY BOURDIN & CHAUSSÉ : cf. p. 27.

❑ 11 - COFIROUTE (40 %).

❑ DIVERS

— MIROITERIES DE L'OUEST et VITRAGES ISOLANTS DE L'ATLANTIQUE à Angoulême et La Rochelle : Filiales de Saint-Gobain non intégrées à la SGE.

❑ CHANTIERS DIVERS :

Réalisation et extension de l'usine d'incinération des ordures ménagères de La Couronne (SOBEA)

Pont de l'A 10 sur la Boivre près Poitiers (SGE-TPI)

Participation au gros œuvre de l'acropole Rivaud à Poitiers (SOGÉAT)

SOPREMA

SOPREMA

C.A. 1984 : 575 MF. Résultat : + 2,1 MF. Eff : 910 s.

Société alsacienne fondée en 1908.

Spécialisée dans l'étanchéité et le bardage de toitures, de cuves, de tunnels, etc.

Trois usines en France.

Trois autres en RFA, en Suisse et, depuis 1984, à Drummondville au Québec.

☐ Agences de 10 à 15 salariés à Angoulême et Poitiers.

SPIE BATIGNOLLES

Fort d'une longue tradition,
le groupe Spie Batignolles occupe une place originale
dans la profession
par son implication dans les travaux électriques, industriels et pétroliers.
C.A. 1985 : 18,2 MdF TTC. Résultat : 145 MF. Effectif : 32.000 salariés.

Le groupe est issu du rapprochement dans les années 1950 — puis de la fusion en 1968 — de la Société pour l'industrie électrique et de la Société de construction des Batignolles.

Cette dernière fut créée en 1846 par Ernest Goüin ¹¹ avec l'appui de la Haute Banque parisienne, soit les Rothschild, Hottinguer, d'Eichthal et autres Délessert. Spécialisée initialement dans la construction de locomotives et de machines textiles, elle se lança à partir de 1849 dans les ponts métalliques puis, au cours des années 1850, organisa un chantier naval à Nantes pour la construction de bateaux en fer.

Progressivement, la réalisation de ponts, de voies ferrées, de ports.. devint l'activité principale puis unique de l'entreprise. Lorsqu'éclata la guerre de 14, la firme possédait déjà une audience internationale non seulement dans les pays limitrophes (Espagne, Italie, P.-B., Suisse) mais en Autriche-Hongrie, en Russie, en Chine, en Australie et en Amérique latine..

Parmi ses réussites : le premier viaduc métallique français à Asnières, un pont sur le Danube entre Buda et Pest, le pont Troitsky sur la Néva à Pétrograd (1899), le viaduc de l'Assopos en Grèce (1909), un pont fameux sur le faux Nam-Ti en Chine..

D'autre part, elle obtint sous la Troisième République de nombreuses commandes coloniales bénéficiant de forts concours financiers de l'État telles que :

- la concession en 1880 du Dakar-Saint-Louis*
- plus de 2.000 km de lignes en Algérie et en Tunisie via sa filiale, la Cie du Bône-Guelma*
- et d'importantes participations dans deux réalisations réputées pour leur coût en vies humaines, le chemin de fer du Yunnan et celui du Congo-Océan.*

La SPIE de son côté, créée en 1900 par le général-baron belge Édouard Empain pour construire le métro de Paris, se consacra à la production, au transport et à la distribution de l'électricité ainsi qu'aux transports électrifiés. Elle élargit ensuite son éventail à la construction de pipelines et au montage d'usines pétrochimiques et de raffineries en France ou à l'étranger.

En 1972, à la suite de l'accession à la présidence de l'ensemble SCHNEIDER-CREUSOT LOIRE du baron Édouard-Jean Empain, petit-fils du précédent, SPIE-BATIGNOLLES reçut le renfort de la CIE INDUSTRIELLE DE TRAVAUX (CITRA), qui avait succédé en 1949 à l'entreprise SHNEIDER, créée au début du siècle.

Ces liens avec le holding SCHNEIDER SA, et à travers lui avec CREUSOT-LOIRE, FRAMATOME, MERLIN-GÉRIN, SPEICHLM ou CLECIM, expliquent le fort engagement de l'entreprise dans les grands travaux industriels.

¹¹ Sorti de Polytechnique en 1836, E. Goüin avait fait des études variées en Angleterre et servi d'agent de liaison entre la Cie du Paris-Orléans et son fournisseur en locomotives basé à Manchester. Il était issu d'une illustre famille de banquiers installée à Tours depuis 1714 après avoir prospéré dans le négoce de draps. Leur banque ne fut absorbée qu'en 1958 par le CIO alors qu'un descendant, Ernest C. Goüin, était encore président d'honneur de la Cie des Batignolles dans les années 1960.

Une fusion avec FOUGEROLLE fut envisagée à la suite de l'éviction du baron Empain et de l'entrée de PARIBAS dans SCHNEIDER en février 1981. Le projet en fut abandonné à la suite de la nationalisation du groupe financier de la chaussée d'Antin.

Dans sa structure actuelle, qui date de 1981, SPIE-BATIGNOLLES est organisé en quatre divisions :

ÉLECTRICITÉ ET NUCLÉAIRE
44 % DU C.A.
15.000 salariés contre 18.000 en 1982.

1 - Tous travaux électriques.

SPIE-TRINDEL est issue du rachat en 1982 de TRINDEL à la LYONNAISE DES EAUX et de sa fusion en 1984 avec les départements correspondants de SPIE-BATIGNOLLES.

Filiales :

- GIE LINELEC : lignes haute tension ;
- CITREM : génie climatique ;
- PROMETHÉE : créée en 1984 pour promouvoir la pénétration de l'électricité dans l'industrie ;
- FÉCHOZ : spécialiste des aménagements scéniques racheté en 1984.
- TÉLÉTECHNIQUE et TÉLÉPHONIE AUTOMATIQUE : rachetées en 1984 à la société US ASCINTER-OTIS ;
- la CEE : rachetée en 1986 à la CSEE.

Inversement, le fabricant d'appareils de climatisation FRIMAIR a été cédé en 1986 à HELPAC-CLIREF (groupe US GULF).

Nombreuses filiales à l'étranger et, depuis 1986, participation de 20 % dans COMSTOCK, n° 2 US de l'entreprise électrique.

2 - Activités nucléaires

- Usine de FERRIÈRE-LA-GRANDE, près Maubeuge : tuyauteries et réservoirs. De 771 à 500 postes en 1987 ;
- THERMATOME (filiale commune avec MERLIN-GÉRIN et JEUMONT-SCHNEIDER) : contrôle-commandes et installations électriques générales des centrales nucléaires. Diversification vers les centrales thermiques et l'industrie.

GÉNIE CIVIL ET BÂTIMENT
28 % du C.A. contre 51 % en 1974
Environ 11.000 salariés contre 17.000 en 1982.

25 à 40 % de l'activité en collaboration avec d'autres filiales du groupe.

— CITRA et ses filiales assurent l'essentiel de l'activité en France. Réorientation vers le bâtiment avec l'appui de l'entreprise COIGNET. Cette société nantaise [?], connue surtout pour ses procédés de préfabrication de logements à bon marché, avait été rachetée à 33,34 % en 1982. Après faillite en 1984, elle a été reprise en totalité par le groupe (700 salariés en 1985 contre 5.300 en 1979).

2/3 de l'activité à l'étranger grâce à SPIE-BATIGNOLLES et ses filiales et celles de CITRA dont une créée en 1950 qui figure aujourd'hui parmi les premières entreprises australiennes (C.A. de 780 MF en 1985 malgré une passe difficile).

RÉFÉRENCES :

Centrales nucléaires de Marcoule, Cadarache, Blaye, Cattenom, Tihange en Belgique, Vandellos en Espagne, Karun en Iran, Uljin en Corée du Sud..

Transgabonais (groupe Eurotrag) ;

Métros de Santiago-du-Chili, Rio de Janeiro, Marseille, Caracas, Le Caire ;

3.000 logements à Montevideo ;
Station de sports d'hiver de Valle Nevado, à 40 km de Santiago du Chili (avec le groupe des Arcs).

PÉTROLES ET CANALISATIONS
12 % du C.A. contre 7 % en 1974.
1.400 salariés contre 3.000 en 1982

Le groupe s'est considérablement renforcé dans la pose de canalisations grâce au rachat en 1977 de la société CAPAG (CANALISATIONS AQUIFÈRES, PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES), créée par l'ancien candidat à la présidence de la République Louis Ducatel.

Sur cette base, l'entreprise s'enrichit de plusieurs autres acquisitions :

— ANCHOR-SYSTEM, spécialisée dans les problèmes d'ancrage, rebaptisée SPIE-OFF-SHORE puis absorbée en 1983 par SPIE-CAPAG.

— INTERSUB, rachetée en 1981 : travaux sous-marins tels que nettoyage de câbles, stabilisation de pipes-lines..

— SIF et ISOPIPE, repris la même année : revêtement de canalisations.

— EMH, créée en 1957 et rachetée en 1981 à la CFEM (USINOR/SACILOR) : colonnes off-shore de production auxquelles sont amarrées en permanence un supertanker détaché uniquement en cas de tempête.

— SOMPIPE, société créée en 1984 : maintenance de réseaux de canalisation et formation

— HDI : forages sous rivières

— et SPIE CAPAG TANKS : réservoirs

L'essentiel du C.A. provient de l'étranger. L'entreprise travaille dans le monde entier, là où se présentent les marchés.

Références :

Adduction d'eau de Bagdad (avec la SOBEA)

Aqueduc Jubail-Riyadh

Deux émissaires sous-marins à Bombay...

INGÉNIERIE ET ENTREPRISE GÉNÉRALE
11 % du C.A. contre 12 % en 1974.
2 500 salariés contre 1 300 en 1982

— Division ENTREPRISES GÉNÉRALES INDUSTRIELLES de SPIE-BATIGNOLLES : appui aux autres divisions du groupe pour les grands projets.

— SPEICHIM, rachetée à Creusot-Loire en 1978 : forte position dans les usines d'engrais, la pétrochimie et l'agro-alimentaire (notamment les distilleries et les huileries). Pertes liées à une sous-activité depuis 1983. Situation négative de 70 MF suite à un déficit exceptionnel de 160 MF en 1986.

— CLÉCIM reprise en 1984 sur les décombres de Creusot-Loire : leader mondial des équipements pour la sidérurgie et les non-ferreux.

Le C.A. est en hausse permanente. La part de l'étranger, après avoir culminé à 67 % en 1978, est retombée à 52 % en 1985. Les effectifs ont atteint leur maximum en 1982 avec 36 700 salariés dont 15.000 embauches locales à l'étranger.

Seules CITRA et SPEICHIM ont dégagé des pertes. À l'exception de l'année 1986, celles-ci sont restées limitées, de sorte que le groupe n'a eu à subir aucune source d'hémorragie importante dans la dernière période.

CAPITAL

SCHNEIDER SA : 60,2 %

Rappelons que ce holding, via Jeumont-Industrie, est contrôlé par la SPEP dont les actionnaires sont, à hauteur de 60 %, les assurances AXA et AGF alliées à PARIBAS et BRUXELLES-LAMBERT. De son côté, la NAVIGATION MIXTE détient directement 10,5 % de SCHNEIDER.

Le groupe BOUYGUES, qui était parvenu à s'adjuger 33,9 % de SPIE-BATIGNOLLES en novembre 1986, a revendu sa participation en février 1987 faute d'avoir pu établir un dialogue avec SCHNEIDER.

A. — ÉLECTRICITÉ ET NUCLÉAIRE

❑ SPIE-TRINDEL (Charente-Maritime)

❑ ÉCIO (ÉLECTRICITÉ ET CHAUFFAGE DE L'OUEST) à Poitiers :

Société reprise par SPIE-BATIGNOLLES et apportée en 1984 à SPIE-TRINDEL.

Dans le courant des années 1970, au plus fort de l'urbanisation, du plan téléphone et du programme électro-nucléaire, cette agence employa jusqu'à 500 personnes. Elle dépêchait des équipes en Bretagne, sur les centrales nucléaires de la vallée de la Loire et même à La Réunion.

Le repli s'amorça à partir de 1977-78. L'entreprise n'employait plus que 200 salariés début 1981, 165 en 1982 et 144 en 1986.

RÉFÉRENCES :

Électricité, chauffage et ventilation du CHRU de la Milétrie à Poitiers, de l'hypermarché CARREFOUR à Chasseneuil-du-Poitou et du Futuroscope à Jaunay-Clan..

❑ MOREAU-CEP à Poitiers :

Électricité, chauffage et sanitaire. Reprise en 1980 avec une centaine de salariés. Agitée par des mouvements sociaux en 1981-82. Liquidée suite à une aggravation des pertes.

L'agence Spie, anciennement boulevard du Grand'Cerf, a été transférée dans ses locaux, bd du 8-mai-45.

❑ RAFFIN à Montignac (Charente) :

Création en 1946. Pose de lignes pour EDF, les PTT et les collectivités locales. Rachat en 1985 par un cadre venu de Normandie. Dépôt de bilan fin 1986 avec 39 salariés.

Pourparlers avec SPIE-TRINDEL en vue d'une reprise.

B. — GÉNIE CIVIL ET BÂTIMENT

❑ TRUCHETET ET TANSINI à Périgny (La Rochelle)

Entreprise rachetée par CITRA-FRANCE vers 1978. Mise en veilleuse en 1982 alors qu'elle comptait encore 120 salariés deux ans plus tôt.

RÉFÉRENCES :

Gendarmerie de Lagord, môle d'escale de La Pallice, Maison de la Culture et Caisse d'Allocations familiales de La Rochelle, Cité scolaire Félix Gaillard à Cognac, pont dans les carrières d'Orlut à Cherves de Cognac, barrage de Rochereau en Vendée..

❑ COIGNET :

Bureau à Poitiers.

Construction du Centre des Impôts de Ruffec avec la défunte entreprise Gagnère, nouvelle DDE de Poitiers..

□ CHANTIER

— SPIE-CAPAG : franchissement de la Touvre par une canalisation de gaz destinée aux Papeteries de Veuze (1984).

LES ROUTIÈRES

(VEPC, n° 6, juin 1987)

Parmi toutes les entreprises du bâtiment et des travaux publics, les grandes routières sont à coup sûr celles qui ont le mieux établi leur hégémonie sur le marché.

Pourtant, pas une seule n'a réussi à préserver son indépendance par rapport aux majors généralistes de la profession.

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU VIALIT, qui dépendait d'Esso, a fusionné en 1970 avec une filiale de CAMPENON-BERNARD pour donner naissance à VIAFRANCE.

BOURDIN ET CHAUSSÉ en 1977 puis COCHERY en 1982 sont tombées dans l'escarcelle de la SGE qui devint ainsi, très provisoirement, la première entreprise routière française.

À leur tour, la COLAS et la SACER passèrent en 1983 dans l'orbite de la SCREG qui retrouva ainsi son leadership national avant d'être avalée par BOUYGUES en 1986.

En 1984 enfin, GIM-ENTREPOSE porta sa participation dans JEAN LEFEBVRE à plus de 50 %.

Conséquence : trois groupes — BOUYGUES, la GENERALE DES EAUX alliée à la SGE depuis 1986 et GTM-ENTREPOSE — se partagent aujourd'hui les sept grandes routières. Théoriquement, toutes ces entreprises restent en concurrence. Si tel est le cas, cela signifie que la compétition s'exerce entre filiales d'un même groupe, autrement dit que l'émulation est largement déconnectée de la propriété du capital. Une telle situation ouvre de vastes horizons que nous laissons à nos lecteurs le soin de méditer.

Sous-produit du raffinage du pétrole, le bitume doit être conservé à haute température pour demeurer utilisable.

Il s'agit donc d'un produit embarrassant, en particulier durant la période d'octobre à avril où la pluie et le froid entraînent l'arrêt des travaux d'enrobage.

La plupart des pétroliers se sont donc efforcés de prendre des participations dans des entreprises routières. Cependant, avec la réduction du nombre de raffineries, cette stratégie d'intégration aval est devenue moins impérieuse.

À l'heure actuelle par exemple, la quasi-totalité des bitumes mis en œuvre dans la région provient de la raffinerie Elf de Donges, en Loire-Atlantique.

COCHERY BOURDIN & CHAUSSÉ.

CA 1985 : 2,5 MdF. Résultat : - 41,5 MF. Effectif : 8.148 salariés.

Créée à Thionville en 1926, l'entreprise **Albert Cochery** réussit progressivement à couvrir les deux tiers des départements français, en particulier grâce à l'acquisition, dans les années 1950, de ROL LISTER (qui opère dans un triangle région parisienne - Bretagne - Picardie) et de la ROUTIÈRE DU MIDI à Gap.

Rachetée vers 1970 par la LYONNAISE DES EAUX, l'entreprise se diversifia quelques années plus tard dans quatre domaines représentant environ 20 % du CA :

— les canalisations avec la SAEC en Alsace, MEURIS dans le Nord et **COCHERY-MARTINIQUE** ;

— le bitume et le génie civil avec KILLY en Alsace et les agences COCHERY-CONSTRUCTION de Fos et Mérignac ;

— les sols sportifs avec TENNIS JEAN BECKER et les revêtement spéciaux pour l'industrie et le bâtiment ;

— les matériaux enfin.

Parallèlement, la firme s'implanta en Arabie saoudite et au Cameroun pour développer sa présence à l'étranger, limitée auparavant aux régions frontalières de l'Est (Sarre et Luxembourg) et à une participation de 45 % dans une entreprise marocaine (Enatra). Soit au total, moins de 10 % du CA.

À la suite de lourdes pertes générées par la construction d'une raffinerie à Victoria (Cameroun), la société dégagea un premier déficit en 1981, ce qui incita la LYONNAISE et PARIBAS à quitter le navire.

De fait, la SGE, qui racheta COCHERY en 1982, s'aperçut très vite, mais un peu tard, que les pertes camerounaises étaient beaucoup plus élevées que prévues.

Entrée de son côté dans le groupe SGE vers 1978, l'entreprise BOURDIN & CHAUSSÉ exerçait son activité dans quatre grandes zones : Nantes (d'où elle est originaire), la Normandie, Lyon et l'Île de France (rachat de GERCIF à Rueil-Malmaison).

Elle possédait en outre des filiales spécialisées dans

— les matériaux et le béton : CHASSE-MORLAIX ;

— les travaux de terrassement : SER T.P. à Saint-Macaire (L.-A.) ;

— et les sols sportifs : SETARS

— ainsi qu'une bonne implantation au Cameroun et au Gabon (environ 20 % du CA).

Les deux entreprises, qui furent les deux seuls majors déficitaires de la profession en 1984 (- 47 MF à elle deux), ont été fusionnées en 1985.

Cette année-là, les ventes étaient en régression de 40 % sur 1982/83 et les effectifs étaient retombés à 8.100 salariés contre 12.000 en 1982.

❑ COCHERY

Dépôt de matériaux à Garat (sur l'axe Angoulême-Périgueux) et agence à Poitiers-Sud [rachat en 1976 du fonds d'André Rousseau, en faillite]. Jusqu'au milieu des années 1970, usine d'enrobés à Mirebeau [vaine tentative d'implanter une centrale à Avanton].

❑ BOURDIN & CHAUSSÉ

Grosse agence à Niort avec carrière à Saint-Liguairre et naguère antenne à Cerizay. Une vingtaine de salariés contre 185 en 1981.

(Par ailleurs, la SER T.P. de Saint-Macaire a obtenu en 1983 un marché de 900.000 m³ de terrassement pour la déviation de Ruelle près d'Angoulême).

VIAFRANCE

C.A. 1985 : 1,5 MdF HT. Résultat : + 7,4 MF. Eff. : 2.200 salariés (contre 2.900 en 1982).

La société VIAFRANCE fut constituée en 1970 par fusion de VIASPHALTE (CAMPENON-BERNARD) et de la SOCIÉTÉ FRANCAISE DU VIALIT (filiale de ESSO créée en 1924).

Rachat à près de 100 % par CAMPENON-BERNARD en 1981.

Comme ses consœurs, VIAFRANCE a tenté de résister à la récession en se diversifiant dans les sols sportifs et industriels, les espaces verts, l'étanchéité des ouvrages d'art et la pose de canalisations.

Après plusieurs années de stagnation, l'exercice 1985 a été marqué par un redressement de l'activité et des résultats et par le rachat d'une entreprise de signalisation routière.

Pas d'activité à l'étranger.

❑ CHARENTE

VIAFRANCE a succédé au VIALIT qui avait créé une agence à Roumazières en 1947. En 1981, son activité fut en grande partie transférée à Saint-Yrieix, près d'Angoulême. 93 salariés en 1986 contre 171 en 1981.

❑ CHARENTE-MARITIME

SEC TP : carrière et entreprise à Saint-Césaire, à 10 km à l'est de Saintes. Antenne à Cognac.

60 salariés en 1986.

Création en 1982 d'une agence à Surgères. 23 salariés

Reprise en 1982 de l'activité VRD de l'agence HEULIN de Royan, suite au rachat de cette entreprise par CAMPENON-BERNARD. 57 salariés en 1985.

❑ VIENNE :

Agence à Iteuil au sud de Poitiers. 40 salariés en 1986 contre 49 en 1982.

Implantation éphémère à Montmorillon en 1981-83.

SOCIÉTÉ CHIMIQUE DE LA ROUTE (SCR)

La SCR est, depuis 1974, une filiale à 98,7 % du groupe multinational FOUGEROLLE, lui-même contrôlé par PARIBAS (32 %) et la GÉNÉRALE DES EAUX (29,7 %)

Sa particularité est d'être parvenue à couvrir l'ensemble du territoire national (de façon assez lâche), essentiellement par rachat d'une trentaine d'entreprises locales ou régionales.

La société n'a pas d'activité à l'étranger.

Ses résultats ont évolué dans une fourchette de 5 à 22 MF au cours de la dernière période.

❑ SCR Angoulême

Une vingtaine de salariés sur la Z.I. des Agriers.

❑ SCR Rochefort

Importante usine à Rochefort avec agence à Aytré (La Rochelle-Sud). Environ 70 salariés.

❑ MARCHAT-MONNIER à Saintes

44 salariés en 1985 contre 90 en 1972.

❑ CHAT-LOCUSSOL aux Guitinières de Jonzac :

Une trentaine de salariés.

❑ SOCIÉTÉ NIORTAISE DE TRAVAUX PUBLICS (SNTP)

20 salariés contre 33 en 1982.

Le directeur de cette agence, Gérard Rombaut, a été élu en 1984 président de la Fédération régionale des TP.

❑ CARRIÈRES KLÉBER MOREAU

Contrôle conjoint avec Jean Lefebvre (cf.).

❑ SCR Châtelleraut (ex-ROUTIÈRE LEBLOND)

Agence d'une dizaine de salariés fermée en 1983.

ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE

CA 1985 : 4,2 MdF. Résultat : 25,4 MF. Environ 6.000 salariés.

Entreprise parisienne ayant acquis une couverture nationale grâce au rachat en 1948 de la SALVIAM (fusionnée dans les années 60 avec GAÉTAN BRUN), puis de REVETO. Intégration dans le domaine des matériaux.

Diversification dans celui des ouvrages d'art, du génie civil et du bâtiment grâce à plusieurs filiales dont EDMOND SCHNITZLER en Moselle et dans la réalisation de parcs et jardins avec GEORGES MOSER.

INTERNATIONAL : maxi 22 % du CA en 1979.

Après cession aux GTM en 1979 de ses actifs au Moyen-Orient, JEAN LEFÈBVRE concentre son effort

— d'une part, sur la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie ;

— d'autre part (et surtout) sur l'Afrique de l'Ouest avec notamment, en 1981, une prise de participation de 38,5 % dans la SOCOBA, première entreprise gabonaise. Sitôt rachetée, cette société connut d'ailleurs un déficit important qui fut à l'origine de l'effondrement des bénéfices du groupe en 1981 (2,7 MF contre 23,5 en 1980). Heureusement, son redressement fut très rapide.

Quant aux efforts de la société pour s'implanter aux USA, ils sont restés vains jusqu'à présent.

Les effectifs totaux sont revenus à environ 6.000 contre un maximum de 11.000 en 1981.

[Capital : GTM 19,72 ; famille 14,75 ; Mobil* 11,6 ; Suez 3,9 ; UAP 3,04 ; Sté financière mobilière (CCF) 2,65 ; CFDE (Schneider) 2,08]

Quoique modestes, les résultats sont toujours demeures positifs.

Pendant longtemps, l'entreprise n'intervint dans la région qu'à travers ses filiales REVETO pour la Vienne et SALVIAM-BRUN pour les autres départements. Ces deux sociétés ont été absorbées par EJM en décembre 1981.

❑ CHARENTE

À l'origine, la SALVIAM était implantée à Mansle où elle employait une cinquantaine de salariés. Au milieu des années 1970, elle déménagea à Champniers (Angoulême-Nord) où elle n'emploie plus qu'une petite vingtaine de personnes.

EJM contrôle en outre :

— la SIVIA, société nationale disposant d'une usine d'émulsion de bitumes à Jarnac ;

— la SMEC : usine d'enrobés à La Faye, près Tourriers ;

— la SCREC [erreur] (ex-Rousseau-Léchelle), installée à Rouillac, avec carrière au Maine-de-Boixe ;

— et RIOUX T.P. [erreur] : carrière à La Rochette (env. 10 salariés).

❑ CHARENTE-MARITIME

Agence à Angoulins (La Rochelle-Sud). 30 salariés en 1981. Licenciements en 1983 et 84.

Depuis 1985, sablière à l'Enclos de Tonnay-Charente.

❑ DEUX-SÈVRES

Agence à Niort. 24 salariés en 1986 contre 50 en 1982.

Contrôle avec la SCR des carrières KLÉBER MOREAU établies à Saint-Lin et Saint-Marc-la-Lande près de Mazières-en-Gâtine (axe Niort-Parthenay) et à La Crèche (axe Niort-Saint-Maixent). 45 salariés en 1986 contre 120 en 1981 à l'époque de la construction de l'A 10.

Absorption par KLEBER MOREAU des CARRIÈRES DE SAINT-MAIXENT sises à Saivres. 27 salariés en 1986 contre 43 en 1981.

❑ VIENNE

Agence à Poitiers (Z.I. de la Demi-lune). 35 salariés en 1986 contre 56 en 1982.

Sablères de la Basse Flotte à Saint-Cyr (axe Poitiers-Châtelleraut)

Vienne-Enrobés (EJL+SCREG OUEST) : poste d'enrobés à chaud installé en 1986 à Chardonchamp (Poitiers-Nord).

RÉFÉRENCES RÉGIONALES:

Pour le compte de COFIROUTE, dont EJL est actionnaire à 13,48 % : participation aux travaux de construction de l'A 10 soit directement, soit par le biais de la SOCASO (EJL + SGE). Échangeur de la Z.I. d'Ingrandes (1979)

Parking de l'hypermarché Carrefour de Chasseneuil-du-Poitou (1980)

37 km d'autoroute à hauteur de Niort (1981).

Sols de la base Intermarché de Gournay, au sud de Melle (1981). Échangeur à Niort à la jonction de la rocade et de la voie express nord (1986/1987).

SCREG

Fondée en 1896, la SOCIÉTÉ CHIMIQUE ROUTIÈRE ET D'ENTREPRISE GÉNÉRALE (ex-Chimique et routière de la Gironde) se lança dès 1908 dans la distillation de goudrons, puis, en 1930, dans la fabrication de liants routiers.

Après son rachat par le groupe belge PETROFINA, elle se diversifia dans :

— l'étanchéité des bâtiments, puis le bardage métallique avec la SMAC en 1955 et la FEREM en 1974 ;

— le génie civil et le bâtiment, par l'intermédiaire d'ALBARIC en 1964, puis de DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS, racheté en 1973 à la Banque de l'Indochine ;

— les travaux souterrains avec l'OMNIUM D'ENTREPRISES DUMESNY & CHAPELLE en 1968 ;

— la promotion immobilière avec PROMOGIM vers 1970 et CICA en 1983.

En 1974, l'activité se répartissait entre les routes (40 %), l'étanchéité et le bardage (30 %), le bâtiment, le génie civil et la promotion (30 %)

L'étranger représentait alors 20 % du C.A. dont les 2/3 en Afrique, 27 % en Europe et 4 % en Extrême-Orient.

En 1983, date du rachat de la COLAS et de la SACER, la part de l'étranger était passée à 43 % grâce à une percée au Moyen-Orient et en Amérique du Nord. La progression sur ce dernier continent s'expliquant d'une part par les investissements de la COLAS au Canada et dans les États du nord-est des USA, d'autre part par les initiatives de la SCREG à partir de la fin des années 1970 :

— *constitution au Texas d'AMERICAN SCREG CONSTRUCTION : maisons individuelles et promotion immobilière ;*

— *rachat de MONARCH TILE, un fabricant de carrelage possédant deux usines au Texas et dans l'Alabama ;*

— *de NIELSONS, une entreprise de T.P. du Colorado ;*

— *et, en 1981, d'APEX, un constructeur de plates-formes offshore installé en Louisiane.*

Ces quatre entreprises représentaient un C.A. d'environ 3,5 MdF.

Malgré tout, comme la COLAS ou la SGE mais avec une prédisposition à l'échec tout à fait remarquable, la SCREG s'enfonça bientôt dans des difficultés inextricables, victime de la conjoncture, de ses propres erreurs, de retards de paiement (notamment en Irak et en Algérie), d'énormes difficultés pour la construction d'une route en Lybie, de l'effondrement de l'industrie pétrolière et, par voie de conséquence, de l'immobilier dans le sud des USA..

Après une série de résultats en progression (132 MF en 1983), une première perte de 26 MF apparut en 1984, suivie d'un gouffre de 1,6 MdF en 1985.

L'année suivante — malgré la contre-offensive d'un consortium constitué par SHELL, SAE, DUMEZ et SPIE — BOUYGUES parvenait à s'adjuger 51 % du groupe et s'employait aussitôt à élaguer les branches mortes : *liquidation d'APEX OFFSHORE et des sociétés immobilières au Texas, de la filiale italienne de la SMAC opérant principalement au Moyen-Orient et en Libye, de nombreuses filiales de DTP en Afrique, vente de la PROMOGIM à son PDG Christian Rolloy, etc.*

Quant aux effectifs, ils étaient déjà redescendus à 39.100 fin 1985 contre 58.900 fin 1983, essentiellement par suite de licenciements à l'étranger.

□ CHARENTE

Agence d'une vingtaine de salariés à Angoulême.

❑ CHARENTE-MARITIME

Agence à Dompierre près de La Rochelle. Environ 50 salariés
Participation de 50 % dans la SOCIÉTÉ ROCHELAISE D'ENROBÉS [à Périgny, à 50/50 avec Colas depuis 1972].

❑ VIENNE

Agence route de la Casette à Poitiers, puis à Dissay, sur l'axe Poitiers-Châtelleraut. 27 salariés contre 54 en 1982. Issue d'une agence créée après guerre par la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES ROUTES ÉCONOMIQUES reprise en 1952 par la CHIMIQUE ET ROUTIÈRE DE LA GIRONDE devenue (1964) SCREG.

Sablière à la Basse-Flotte de Saint-Cyr

Centrale d'enrobés à chaud à Ayrion (axe Poitiers-Parthenay)

Participation de 50 % dans VIENNE-ENROBÉS à Chardonchamp en association avec JEAN LEFEBVRE.

COLAS

C.A. 1985 : 7,3 MdF. Résultat : 84 MF. Effectif : 17.000 salariés

La COLAS (contraction de COLD ASPHALT) fut créée en 1929 par le groupe SHELL qui en resta l'unique actionnaire jusqu'aux années 1950.

.....
autre version :

Colas (Cold Asphalt) : procédé acheté en 1924 par la SGE (Société générale d'entreprises). 1934 : la SGE cède la Routière Colas à Shell

.....
À cette date, la société fut apparentée à la SACER sous la houlette du holding SITP (SHELL 35 %, RAVEAU CARTIER 65 %).

L'entreprise a connu un fort développement entre 1977 et 1982, période durant laquelle ses ventes passèrent de 3,1 à 7,9 MdF. Cette progression résultait d'une part de l'inflation spécifique des travaux routiers qui dépassa 20 % certaines années, d'autre part d'un *élargissement de la présence à l'étranger qui avait été longtemps centrée sur l'Afrique (de 37 à 46 % du C.A.)*.

Hélas, après avoir gagné 350 MF entre 1976 et 1980, la société en perdit 250 en 1980 et 1981 du fait de divers éléments défavorables :

- pertes de l'activité bâtiment en France ;
- stratégie de développement ambitieuse prise à revers par un retournement de la conjoncture internationale ;
- allongement des délais de paiement et hausse des taux d'intérêt ;
- défaillance d'un partenaire local sur un barrage à Terre-Neuve ;
- longue grève sur le chantier d'une cimenterie en Algérie.

En 1983, le groupe RAVEAU-CARTIER préféra donc laisser sa place à la SCREG, elle-même reprise par BOUYGUES en 1986.

Parallèlement, l'entreprise procéda à son redressement au prix :
— d'une baisse du C.A. : 7,3 MdF en 1985 contre 8 en 1983 ;
— d'une compression des effectifs : 17.000 salariés (*dont 10.000 hors de France*) contre 26.800 en 1981 ;

— et, à l'instar de la SAE, d'un rééquilibrage en faveur des pays industrialisés qui représentent désormais 85 % du C.A. (France + DOM-TOM : 62 %, Québec, Alberta + Nord-Est des USA : 21 %, Belgique, RFA, Suisse + Espagne : 4 %).

LES TROIS DIVISIONS

TRAVAUX ROUTIERS

85 % du C.A.

Première entreprise française dans sa spécialité, et de loin, la COLAS a créé en 1984 7 filiales régionales qui se partagent 91 centres de travaux, 114 postes d'enrobage, 37 usines à émulsion et 11 carrières ou gravières.

GÉNIE CIVIL ET BATIMENT

9 et 6 % du C.A.

Cette division est issue en grande partie des décombres de la société des GRANDS TRAVAUX DE L'EST, rachetée par la COLAS en 1975 et liquidée vers 1980. Cette entreprise employait en 1977 9.500 salariés et réalisait plus de la moitié de son C.A. à l'étranger, essentiellement en Afrique noire.

*INTERNATIONAL
44 % du C.A.*

*13 usines à émulsion, 76 centrales d'enrobages, 56 installations de concassage.
La moitié du C.A. est réalisée aux USA et au Canada, le reste en Afrique (Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon), dans l'océan Indien et en Asie (Madagascar, La Réunion et l'île Maurice).*

La Colas possède désormais des agences dans les 4 départements de la région, le Poitou étant rattaché à COLAS CENTRE-OUEST (Nantes) et les Charentes à COLAS SUD-OUEST (Bordeaux).

❑ L'agence d'ANGOULÊME-MA CAMPAGNE emploie 34 salariés contre 42 en 1980. Elle jouxte la SOCIÉTÉ CHARENTAISE DE MATÉRIAUX ENROBÉS, filiale à 50/50 de la SCR et de la SITP (holding de la COLAS et de la SACER).

❑ L'agence de CHÂTELAILLON, au sud de La Rochelle, ne date que de 1985.

❑ L'agence d'AIRVAULT, dans le nord des Deux-Sèvres, est la plus importante de toutes : 84 salariés en 1986 contre une centaine en 1982.

❑ L'agence de CHÂTELLERAULT (Z.I. des Nonnes) emploie 52 personnes contre 65 en 1983. En novembre 1978, l'entreprise avait tenté d'implanter une usine de bitume à Chasseneuil mais s'était heurtée à un veto du conseil municipal.

❑ SCAO (SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES AUTOROUTES DE L'OUEST) :
Cette société, constituée par GTM, FOUGEROLLE et COLAS, est l'un des deux groupements qui a construit et qui entretient le réseau autoroutier concédé à COFIROUTE (dont la COLAS possède 16,55 %). D'où installation périodique à Châtellerault d'une centrale d'enrobage à chaud.

D'autre part, la SOMARO intervient dans le domaine de la signalisation et des glissières de sécurité par le biais de ses agences de Trélazé (49) et Bordeaux (33).

SOCIÉTÉ ANONYME POUR LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN DE ROUTES (SACER)

C.A. 1985 : 1,5 MdF HT. Résultat : 13,7 MF. Environ 3.900 salariés.

Constitution en 1920.

Couverture des 2/3 du territoire français au sud d'une ligne Beauvais-Genève.

14 centrales d'enrobage, 1 usine de liants, 40 participations dans des centrales de graves hydrauliques, d'enrobage et de liants.

40 % dans BRÉZILLON : bâtiment et génie civil. 900 salariés à Noyon (Oise).

49,9 % de SÉCURITÉ ET SIGNALISATION : fabrication de panneaux routiers et autoroutiers, y compris lumineux. 200 salariés à Tours et 100 à Chambourg-sur-Indre.

CAPITAL

La SACER a été fondée en Afrique du Nord par le groupe familial RAVEAU-CARTIER [erreur : originaire de Grenoble], axé sur la distribution de carburants et de combustibles.

Association dans les années 50 [erreur : 1969] avec la COLAS du groupe SHELL.

Rachat en 1983 par la SCREG, puis entrée en 1986 chez BOUYGUES.

❑ AGENCE À POITIERS

D'abord, route de Nouaillé puis (1984) Z.I. de Larnay. 58 emplois en 1982.

Réalisation de nombreuses rues pavées, en particulier à Confolens, à Cognac (rue Aristide-Briand) et à Jarnac (dans ces deux derniers cas en collaboration avec la COLAS).

❑ La Charente-Maritime est couverte par l'agence de La Roche-sur-Yon (Vendée).

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

Officiellement créée le 14 décembre 1853
par un décret lui conférant « le caractère d'une grande institution d'utilité communale »,
la CIE GÉNÉRALE DES EAUX a bâti son développement autour de quatre axes :

- l'eau et l'assainissement, marchés qui ont véritablement explosé à partir des années 1950
- les travaux : d'abord la pose de canalisations, puis les travaux publics, le bâtiment et l'immobilier
- d'autres services liés aux collectivités locales : distribution de chaleur, transports de personnes, enlèvement et traitement des ordures, gestion de parkings, mobilier urbain et TV payante
- et, plus récemment, les parcs de loisirs et les cliniques. Parallèlement, la Cie a entrepris de renforcer ses positions à l'étranger en se gardant de tout "lyrisme international". Au total, de bonnes perspectives et des résultats en amélioration pour un vaste empire industriel et tertiaire au sein duquel la concurrence acharnée côtoie les ententes et les positions dominantes.

C.A. 1985 : 44,2 MdF. Résultat : + 603 MF (part du groupe). 69.000 salariés.

EAU ET ASSAINISSEMENT (21,9 % du C.A. en 1985)

En France, les municipalités détiennent l'entière responsabilité de l'eau et de l'assainissement et toute liberté d'en assumer elles-mêmes la charge (régie directe) ou de la concéder.

C'est dans ce cadre qu'interviennent les sociétés privées dont le rôle peut se limiter à la gestion ou à l'entretien (affermage) ou bien inclure la charge des investissements (concession), le tout pour des missions à géométrie très variable : production d'eau sans distribution, distribution sans production, assainissement sans épuration ou inversement, etc.

Le fait marquant des dernières décennies est la percée des compagnies privées, lesquelles ont accédé au premier rang mondial dans leur spécialité

Ralentie autour de 1980, leur progression a repris depuis deux ou trois ans, de sorte que la Générale des eaux revendiquait à elle seule 4,7 M d'abonnés fin 1985 (soit 20 M d'habitants) contre 4 M en 1980.

Compte tenu du retard accumulé, l'avance relative a été plus forte encore pour l'assainissement où les besoins non satisfaits restent élevés. Fin 1985, la Générale comptait dans ce domaine 1,85 M d'abonnés (env. 5 millions d'habitants) contre 1,35 en 1980.

Ce succès du privé est généralement attribué à trois grandes causes :

- les compétences des compagnies qui misent actuellement sur l'application des nouvelles normes européennes plus sévères en matière de qualité de l'eau
- la volonté des municipalités de s'alléger de certaines tâches d'exécution
- enfin (et surtout) la nécessité pour lesdites collectivités de plus en plus endettées de faire participer les compagnies au financement des grands travaux.

Naturellement, cette évolution n'a pas recueilli l'unanimité et, dès 1980, l'UFC a formulé un certain nombre de griefs : bavures localisées en matière de qualité, durée excessive de certains contrats, variations de tarifs considérables d'une commune à

l'autre, surcoût de 20 à 30 % par rapport à la distribution publique (d'après un rapport de la Concurrence et des prix) et soupçons d'ententes illicites.

Plusieurs modifications sont intervenues depuis lors :

— la normalisation des contrats initiée en 1980 a permis de supprimer certains abus et de clarifier le partage des responsabilités entre collectivités et compagnies

— le blocage des prix a été supprimé au 1^{er} janvier 1987 conformément à une revendication constante des compagnies qui mettaient systématiquement en avant les hausses qu'elles subissaient (personnel, électricité, tuyaux) en oubliant soudainement leurs gains de productivité (informatique de gestion, automatisation, télésurveillance, téledétection des fuites, valorisation des sous-produits..)

— les différences de tarifs apparaissent en grande partie comme la conséquence de négociations au coup par coup avec des collectivités placées dans des conditions géographiques très variées. Seule l'instauration de barèmes très détaillés ou d'une péréquation de type EDF pourrait les atténuer ou les faire disparaître.

— quant aux ententes illicites, il s'agit d'un sujet délicat. Selon un spécialiste des stations d'épuration dont nous avons sollicité l'avis, la concurrence est nulle sur les grands contrats mais acharnée sur les petits du fait de la présence de PME (qui, surtout dans leurs débuts, ont tendance à sous-estimer leurs coûts) voire de sociétés étrangères.

En tout cas, la liste des filiales communes aux deux grands est fort longue et fort troublante (cf. encadré).

ENTENTE OU CONCURRENCE ?

LES LIAISONS DE LA GÉNÉRALE ET DE LA LYONNAISE

• LES LIENS ROMPUS EN 1982 ET 1983 :

— CIE DES EAUX ET DE L'OZONE : 599.000 abonnés pour l'eau et 220.000 pour l'assainissement en 1985. Ancienne filiale à 57/27 de la GÉNÉRALE et de la LYONNAISE. Récupérée par la GÉNÉRALE.

— EAU ET ASSAINISSEMENT DE LA RÉGION BEAUVAISIENNE : ancienne filiale commune. Participation de la LYONNAISE récupérée par EAUX ET OZONE.

— STÉPHANOISE DE SERVICES PUBLICS : gestion de la station d'épuration de Saint-Etienne. Idem

— EAU DE L'ESSONNE : ancienne filiale, commune LYONNAISE / CEO / CGE. Récupérée par la LYONNAISE.

— GÉNÉRALE DES EAUX DE CALAIS : ancienne filiale commune CGE / LYONNAISE. Récupérée par cette dernière.

• LIENS MAINTENUS OU NOUVEAUX :

— EAUX DU NORD : distribution d'eau pour la Communauté urbaine de Lille.

— EAUX DE DOUAI

— MOSELLANE : agglomération messine

— NANCÉENNE

— EAUX DE MARSEILLE et filiales (à 48,5 et 48,6 %)

— EAUX D'ARLES

— SABA : Assainissement du Bassin d'Arcachon

— EAUX DE VERSAILLES ET SAINT-CLOUD (SEVESC) : constituée en 1980.

— MARTINIQUEAISE DES EAUX

— GUYANAISE DES EAUX.

Fin 1985, ces sociétés représentaient quelque 850.000 abonnés pour l'eau, soit environ 3,6 M d'habitants. S'y ajoutaient des situations spéciales comme Monaco ou bien la Réunion où la GÉNÉRALE distribue l'eau tandis que la LYONNAISE est chargée du gaz et de l'électricité ou bien la Ville de Paris dont la rive droite et la rive gauche ont été attribuées respectivement à la GÉNÉRALE et à la LYONNAISE (décembre 1984).

Au demeurant, la collaboration des deux groupes ne se limite pas à l'eau mais concerne aussi (quoiqu'à un degré moindre) la distribution de chaleur et le secteur des déchets. Dans cette dernière spécialité, notons en particulier l'association au sein de :

— ENTREPRISE GÉNÉRALE DE VIDANGE À VAPEUR : récupérée en 1982-83 par la LYONNAISE ;

— TRAITEMENT DES RÉSIDUS URBAINS (TRU) : C.A. 1985 : 250 MF ;

— INDUSTRIELLE DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN : filiale des EAUX DE MARSEILLE ;

— et FRANCE-DÉCHETS : société gérant 14 décharges contrôlées rachetée en 1986 par nos deux Cies associées à quelques autres partenaires.

En conséquence, on peut rappeler que dans les années 1970, le PCF avait proposé sans succès au PS la nationalisation de la Générale et de la Lyonnaise, ce qui n'aurait peut-être pas déplu à l'ancien patron de L'Oréal, François Dalle, qui déclarait en 1982 : « Il était inutile de nationaliser des entreprises comme Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. On aurait mieux fait de nationaliser les entreprises de distribution d'eau, ou les pompes funèbres. L'idée de nationaliser tout ce qui est d'intérêt public ou en situation de monopole ne me choque pas ¹². »

INTERNATIONAL

SOGÉSUR et EYSA en Espagne : 440 salariés. Plus de 2 M d'habitants desservis par les services d'eau ou d'assainissement

CIA GÉNÉRALE DELLE ACQUE en Italie (filiale à 50 %) : bureau d'études, entreprise de T.P. et alimentation en eau de la zone industrielle de Marghera.

TRAVAUX HYDRAULIQUES (9,2 % du C.A.)

Outre la SADE et TUYAUX BONNA (déjà vus), cette division comprend principalement l'OMNIUM DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION qui compte à son actif 2.000 usines d'eau et 1.800 stations d'épuration. Effectif de 600 salariés en baisse et déficit chronique, nettement inférieur toutefois à celui de DEGRÉMONT (LYONNAISE).

ÉNERGIE (32,1 % du C.A.)

Outre la GÉNÉRALE DE TRAVAUX ET D'INSTALLATION ÉLECTRIQUES (déjà vue), cette division regroupe un exploitant de mini-centrales hydro-électriques (16 en France et 3 aux É.-U.), une participation de 33 % dans la SATAM, important fabricant de compteurs pour hydrocarbures (55 % du C.A. à l'étranger) et surtout 2 sociétés de chauffage et négoce de combustibles :

— la CIE GÉNÉRALE DE CHAUFFE (33 % en 1974, majorité en 1981) qui, partant de sa vocation d'exploitant de chauffage, s'est diversifiée dans de nombreux métiers

¹² In Alain Schmit, *Partenaires du Changement ?* Plon, 1982, p. 35.

À supposer que Saint-Gobain et Pont-à-Mousson produisent du verre et des tuyaux de fonte dans des conditions de concurrence parfaite...

périphériques (électricité, plomberie, ascenseurs, nettoyage, gardiennage, télésurveillance..). *Filiale de 850 salariés en G.-B. (ASSOCIATED HEAT SERVICE) et de 1.066 salariés en Belgique, RFA, Luxembourg, Espagne, Portugal et Côte d'Ivoire (CIE EUROPÉENNE DE CHAUFFE en association avec ÉLECTROBEL)*

— et MONTENAY : cf. encadré.

MONTENAY

[v. autre version de 1993]

Créée en 1860 à Châtelleraut, l'entreprise MONTENAY fut longtemps spécialisée dans la distribution de charbon.

Après la guerre, elle acquit une dimension nationale en s'intéressant successivement au négoce pétrolier, à l'exploitation de chaufferies et d'usines d'incinération puis au génie climatique avec la reprise en 1975, par la FRANGÉCLIM, de l'ex-entreprise CHAPUZET, d'Angoulême ¹³.

Parallèlement, la firme se lança dans la production de matériaux de construction en collaboration avec le groupe POLIET dont Georges Montenay fut censeur. Ainsi naquirent les sociétés BÉTON CONTRÔLÉ DE LA VIENNE à Châtelleraut, BÉTONS ET PRÉFABRIQUÉS DU POITOU à Saint-Georges-les-Baillargeaux, BÉTONS DU BAS-BERRY, etc.

À partir des années 1970, le groupe connut une évolution assez semblable à celle de la GÉNÉRALE DE CHAUFFE en se diversifiant dans divers métiers liés à l'habitat :

— l'entretien des ascenseurs sous les noms de MONTENAY, DRIEUX et ASCEM. 10.000 appareils sous contrat. Regroupement en 1985 de ces sociétés avec les activités correspondantes de la GÉNÉRALE DE CHAUFFE au sein de la CG2A ;

— les parcs et jardins avec notamment MASQUELIER ET DOMON rachetés en 1984 ;

— la désinfection des bâtiments avec EUROPE SERVICES (1984) ;

— la maintenance de chauffe-eau et robinetterie domestique ;

— et la télésurveillance des biens et des personnes avec NOMOS (en collaboration avec ALCATEL).

Par ailleurs, MONTENAY s'est implantée à l'étranger en créant dans les années 1960 des filiales d'exploitation thermique en Espagne, en Grande-Bretagne (association en 1967 avec les charbonnages CORRALL, du groupe POWELL-DUFFRYN), en Belgique (1968) et en Suisse (1970).

Depuis 1977, le groupe est également présent en Amérique du Nord, principalement dans deux domaines (320 MF en 1985) :

— *l'exploitation thermique et particulièrement l'incinération d'ordures ménagères (gestion depuis 1985 du plus gros incinérateur mondial construit près de Miami)[suite assurée par Veolia via Onyx] ;*

— *et la maintenance d'ascenseurs aux USA et au Canada dégageant un C.A. presque équivalent à celui réalisé en France.*

Si l'on excepte la réussite des grandes familles du cognac, celle des Delmas-Vieljeux à La Rochelle, de Marcelin Leroy à Angoulême ou des Rougier à Niort, le destin des Montenay, quoique fort méconnu, n'a guère d'équivalent dans la région.

À l'origine, se trouve Alfred Montenay qui eut neuf enfants dont deux se distinguèrent particulièrement : Georges (1908-1982) et Albert (né en 1914).

Le premier, resté fidèle à Châtelleraut, devint notamment vice-président de la C.C.I. de la Vienne (1960-66), président du Groupement des industriels châtelleraudais

¹³ MONTENAY contrôle également tes sociétés PHIBOR (électricité) et SEVESTRE (cuisines pour collectivités).

(1967-77), fondateur du Rotary Club et président de la Société nautique. Il fut également président, à partir de 1971, de la SARCO, une importante robinetterie de la Z.I. nord de Châtellerault qui confie beaucoup de sous-traitance à la fonderie Leroy-Somer de Rabion à Angoulême.

Georges eut deux garçons et deux filles. L'aîné, Yves, est maître de conférence à Sciences po. et co-signataire avec le Club de l'Horloge (Nouvelle Droite) d'un livre intitulé *Le socialisme contre le tiers-monde* (Albin Michel, 1983). Yves Montenay est aussi le principal actionnaire de l'hebdomadaire *MINUTE* qu'il a vainement tenté de redresser en recherchant de nouveaux lecteurs du côté de la droite officielle tout en voulant conserver sa clientèle lepéniste. Il est actuellement confronté à une fronde de sa rédaction qui a lancé une souscription en vue de racheter ses parts.

Le cadet, Michel, qui fut conseiller général de Saint-Gervais-les-Trois-Clochers (1973-79), est maire d'Ingrandes depuis 1977. Il édite une dizaine de lettres de géopolitique et contrôle deux sociétés de parfums : Jean COUTURIER (supporter officiel du polo-club de Poitiers) et les Laboratoires ANSELME. Il est aussi président d'INGRANDES INOX, une boulonnerie qui a démarré en 1986 dans l'ancien camp U.S. de Saint-Ustre.

Albert Montenay, de son côté, est établi à Tours où, en marge de ses fonctions dans le groupe, il occupe le poste de consul de Belgique et de membre du conseil de surveillance du quotidien *la Nouvelle République*. C'est un de ses deux fils, Bernard, qui prit, en 1975, la direction de FRANGÉCLIM à Angoulême .

La vente du groupe s'est faite en deux temps : 55 % directement et indirectement en 1984 et 10 % supplémentaires en 1985¹⁴. L'opération fut attribuée à des problèmes liés au règlement de l'impôt sur les grandes fortunes.

Actuellement, MONTENAY connaît quelques difficultés dans le négoce de combustibles et dans celui, plus récent, des carburants (55 % du C.A.). Ces commerces ont été filialisés en 1985 sous la raison sociale TURBO 2000, société dont les CHARBONNAGES DE FRANCE ont pris 15 % en 1986 moyennant divers apports d'actifs [Oct. 1987 : rachat de contrôle de Mory Combustibles (la branche carburants étant reprise par Total). Nov. 1988 : cession négoce produits pétroliers à la CPO de Nantes, elle-même reprise en 1991 par Elf].

De son côté, l'exploitation thermique représente un peu moins de 30 % du C.A. grâce à plus de 700.000 logements sous contrat.

❑ COMBUSTIBLES ET CARBURANTS :

Dans le domaine des combustibles, repli sur la Vienne par rachat de petites sociétés (PÉROT à MIREBEAU, BUSSIÈRE et BOULINEAU à Châtellerault, JIMBLET à Martaizé...) et abandon du fonds de commerce de Niort à BP en échange de la reprise de l'agence INTERFUEL de Poitiers.

Pour les carburants, expansion progressive du réseau TURBO 2000 avec des stations à Châtellerault, Poitiers, Martaizé, Morthemmer, La Tricherie, Saint-Maixent, Mauzé, Cognac...

❑ CHAUFFAGE ET SERVICES :

Agences à Angoulême-Ma Campagne, Jonzac, Niort (23 salariés), Poitiers (81 salariés) et Châtellerault (88 salariés)

¹⁴ Ces titres figurent au bilan de la CGE pour une valeur de 234 MF, soit le salaire direct annuel de 4.500 smicards.

La société gère notamment la chaufferie de la Z.U.P. des Couronneries à Poitiers (depuis 1967) et l'UIOM voisine (depuis 1985).

❑ ASCENSEURS :
Agences CG2A à Angoulême et Poitiers.

❑ SAEML du PARC du FUTUROSCOPE à Jaunay-Clan :
Montenay, la Financière Montenay et la Société Auxiliaire d'Entreprises sont les trois actionnaires privés de cette société mixte constituée en mars 1987 en vue de la gestion du parc.

PROPRETÉ (3,9 % du C.A.)

La Générale des eaux contrôle toute la chaîne depuis les fabricants de matériel (SEMAT à La Rochelle et GRANGE à Avignon) jusqu'au stockage et au traitement des déchets (carrières en Île-de-France, UIOM, Producteurs d'engrais organiques..) en passant par la collecte et le nettoyage (CGEA, IPODEC, SARP, UNION DES SERVICES PUBLICS)..

BTP

Cf. ci-dessus.

COMMUNICATION ET LOISIRS

— branche "transport en commun" de la CGEA : 500 véhicules ;
— gestion de parkings ;
— 20 % dans JEAN-CLAUDE DECAUX : mobilier urbain et publicité ;
— 15 % dans CANAL PLUS et exploitation de plusieurs réseaux câblés (Munster, Nice, Cergy-Pontoise) ;
— participation dans des parcs de loisirs (Aqualand du Cap d'Agde..)

DIVERS

Participation dans CLINIQUES DE FRANCE et MÉDIFUTUR (1987)[regroupés dans la Générale de Santé*].

INTERNATIONAL

Dès le siècle dernier, la Cie réalisa et mit en exploitation des réseaux d'eau à Venise, Naples, Lausanne et Constantinople (entre autres).

Après la Seconde Guerre, on la retrouva au Soudan, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Moyen-Orient.

Cependant, bien que le groupe possède une kyrielle de filiales à l'étranger, il ne réalise guère que 12 à 15 % de son C.A. hors de France, dont un peu plus du quart aux USA.

Depuis 1981, la présence de la Cie outre-atlantique est en effet devenue significative grâce au holding Anjou-International qui regroupe 6 métiers différents (1,2 MdF en 1985) :

— *la distribution d'eau publique avec l'acquisition en 1985 de 13,3 % de CONSUMERS WATER (153.000 abonnés)*

- la distribution d'eau en bouteilles ou containers avec HINCKLEY-SCHMITT à Chicago (1981) et SILVER SPRINGS en Californie (1985)
- la distribution à l'industrie d'eau ultra-pure pour l'électronique, le nucléaire.. et les usines de dessalement avec POLYMETRICS en Californie
- l'entretien des réseaux d'assainissement et, depuis 1981, la gestion d'une douzaine de stations d'épuration avec PSG (participation devenue majoritaire en 1981)
- l'installation thermique et électrique avec WILLIARD à Philadelphie et, en 1987, 95 % de RIMBACH, premier installateur US de chauffage et de climatisation
- et les systèmes de lutte contre l'incendie avec FIRE CONTROLS.

CAPITAL

Jusqu'en 1981, le capital était très dispersé et la composition du conseil reflétait une constellation de liens avec RIVAUD, NSM, LAZARD, ROTHSCHILD, PARIBAS et la BNP.

À cette date, de mystérieux achats en Bourse inquiétèrent la direction qui fit appel à RIVAUD, au CCF et à la CIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ pour former un bloc de contrôle.

En 1983, SAINT-GOBAIN racheta les actions de la CGE et réussit à passer le cap des 33 % durant l'été. Devant l'hostilité de la direction et du gouvernement, le groupe nationalisé dut ramener sa participation sous le seuil des 21 % en rétrocédant quelques 10 % à SCHLUMBERGER.

Ces deux sociétés se sont retirées en 1986 en vendant principalement à des institutionnels.

En définitive, la direction semble jouir d'une grande autonomie et 3 PDG seulement se sont succédé depuis 1946 : Robert Gérard (descendant de deux présidents de St-Gobain), le frère de l'ancien président de l'Air liquide, Jean Delorme, et Guy Dejouany (Polytechnique-Ponts et Chaussées).

□ DISTRIBUTION D'EAU

1 - LA CHARENTE

La Cie a réalisé une très forte percée dans ce département :

District urbain de Cognac- Châteaubernard-Saint Brice : affermage du traitement et de la distribution de l'eau depuis le 1^{er} juillet 1974. Usine de prétraitement des vidanges depuis 1986 ;

— Communes de Merpins, Cherves et Chassors dans le Cognaçais et de Vars au nord d'Angoulême ;

— Ville de Jarnac depuis 1983.

En outre, la Régie des eaux d'Angoulême, desservant également les communes de Puymoyen, Saint-Yrieix et du Gond-Pontouvre, a été transformée en 1985 en société d'économie mixte et son capital ouvert à hauteur de 12,5 % à la Cie en vue de financer d'importants travaux de modernisation ¹⁵.

À cette occasion, Saint-Yrieix a fait sécession et s'est tournée vers la SATIR.

Par ailleurs, la CIE DES EAUX ET DE L'OZONE est présente depuis de nombreuses années à Ruffec et gère le réseau de Salles-Lavalette.

2 - CHARENTE-MARITIME

Distribution d'eau potable pour Saintes et communes périphériques.

Ville de Pons depuis 1984.

¹⁵ Dans un dépliant sur la Régie largement diffusé en avril 1984, un adjoint au maire socialiste d'Angoulême parlait encore de "volonté politique clairement affirmée" en faveur de la distribution publique...

3 - DEUX-SÈVRES

Présente à Bressuire et Moncoutant dans le nord du département ainsi qu'à Celles-sur-Belle au sud, la Cie a obtenu en 1981 du Syndicat mixte des Deux-Sèvres la réalisation et l'affermage d'un complexe sur le Cébron (entre Parthenay et Thouars) comprenant un barrage en terre, une station de traitement et diverses usines de refoulement (5 Mm³/an).

4 - VIENNE

La GÉNÉRALE produit et distribue l'eau à Chauvigny depuis 1957 tandis que la CIE DES EAUX ET DE L'OZONE assure avec 34 salariés les services d'eau et d'assainissement de Châtelleraut et La Roche-Posay.

Le groupe a réalisé divers équipements dans le département comme la station de traitement des eaux de L'Isle-Jourdain en 1960 (TRAILIGAZ) ou la station d'épuration du Moulin à Parent à Poitiers (ODA, futur OTV).

Divers contrats de recherche avec le Laboratoire de traitement des eaux du Pr Doré à l'Université de Poitiers.

À noter que la direction régionale se trouve à Angers.

❑ ÉNERGIE :

5 - UNION TECHNIQUE ELF - GÉNÉRALE DE CHAUFFE (43 %)

Agences à Angoulême et La Rochelle-Mireuil. Chargée début 87 de la construction et de la gestion de l'UIOM de Chef-de-Baie (La Pallice)

6 - CGST-SAVE (filiale commune avec SCHLUMBERGER et GDF) :

Entretien de chaudières. Agences à Saintes, Thouars, Viennay, Niort et Poitiers.

7 -MONTENAY : cf. encadré.

8 - SOGEN (groupe SATAM) :

Agences à Angoulême, Lagord (La Rochelle), Bressuire et Poitiers. Entretien des distributeurs d'essence.

❑ PROPRETÉ

9 - STMB-SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS MIXTES BORDELAIS (filiale à 34 % de la CGEA). Collecte des ordures ménagères de la Ville de Cognac. 10 salariés.

10 - SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES GRAY (filiale de la Semat) :

Nettoyage des locaux et collecte des ordures ménagères (concessionnaire du SIVOM de La Rochelle, 1978-1987)

Participation depuis 1985 à la société VALORED SAINTONGE, près d'Aulnay, qui utilise la chaleur d'une UIOM pour déshydrater des produits agricoles destinés à l'alimentation animale (marc de raisin, luzerne..)

❑ 11 - SEMAT à La Rochelle :

Fabrication de bennes, compacteurs et balayeuses. Cf. VEPC n° 4.

❑ 12 - ANGIBAUD à La Rochelle :

Engrais organiques. Cf. VEPC n° 4

❑ 13 - OUEST ORDURES - J.-J. BARBAUD - SEDOM à Bressuire : une quarantaine de salariés.

Entreprise d'enlèvement des ordures contrôlée par Paul GRANDJOUAN SACO de Nantes et diverses filiales de la Cie.

[SARP > 1981 SNATI, etc.]

❑ COMMUNICATION ET LOISIRS :

14 - CIE DES TRANSPORTS DE POITIERS

Cette société fut apportée en 1972 à la CGEA par la CONTINENTALE D'ENTREPRISES. Elle succédait à la CIE DES TRANSPORTS ÉLECTRIQUES de Poitiers créée à la fin du XIX^e qui s'était timidement lancée dans les transports par autobus en 1928 puis dans les trolley (1939-1965). Les 130 employés et le matériel ont été repris au 1-1-1982 par une Société d'économie mixte contrôlée à 65 % par le District et à 7 % seulement par la Cie.

15 - SLEC du Grand-Angoulême - CANAL 16

Filiale à 34 % de la CIE GÉNÉRALE DE VIDÉOCOMMUNICATION (groupe CGE) qui sera l'opérateur à ses risques et périls. 17.500 prises prévues dans un premier temps dans les quartiers de Ma Campagne, Bel Air, la Grand-Font, Victor-Hugo et Soyaux.

16 - La CGV a également été retenue par la Ville de Niort dont le réseau s'étendra vers Chauray, Aiffres et Magné.

[+ 17 - Participation dans Images par Ordinateur]

SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX

Fondée en 1880, la LYONNAISE réalise un chiffre d'affaires inférieur de moitié à celui de la GÉNÉRALE Elle lui ressemble par des métiers communs : eau, propreté, énergie et chaleur, télévision, parcs de loisirs, santé. Elle s'en distingue par son retrait du bâtiment et des travaux publics, par sa présence dans les pompes funèbres et par une internationalisation supérieure.

Résultat net 1981-1985 (part du groupe) : 910 MF (contre 1.315 pour la GÉNÉRALE).
C.A. 1985 : 14,5 MdF. Résultat (part du groupe) : 280 MF. 34.500 salariés.

DISTRIBUTION D'EAU

L'entreprise alimente en eau potable et évacue les eaux usées de 9 M de Français.

TRAITEMENT DES EAUX

— DEGRÉMONT (filiale du groupe depuis 1967)

Leader mondial des équipements de traitement des eaux : usines de dessalement, stations d'épuration, méthanisation des boues, etc.

4.300 salariés en 1981 et une vingtaine de filiales importantes à l'étranger (3/4 du C.A.).

L'entreprise a accumulé 357 MF de pertes entre septembre 1977 et décembre 1984 et n'a réussi à équilibrer ses comptes en 1985 qu'au prix d'un abandon de créances de 90 MF et de plus-values de cession pour 47 MF. Après un nouveau déficit en 1986, une seconde injection de fonds propres de 140 MF est prévue en 1987.

Face à ces difficultés, DEGRÉMONT a :

— réduit ses effectifs français de 1.680 salariés en 1975 à 750 aujourd'hui ;

— installé récemment un système de gestion analytique moderne ;

— *et redéployé sa présence à l'étranger pour limiter la part du tiers-monde qui représentait naguère la moitié du C.A. : abandon de l'Arabie saoudite et conclusion d'un joint-venture au Japon en 1984*

En outre, la société a vendu deux filiales :

— HYDROCURE, cédée en 1985 à HDP : conditionnement et distribution de produits chimiques destinés au traitement des eaux et autres usages ;

— PERMO, cédée en 1985 à l'Allemand Joh. A. Benckiser : épurateurs d'eau.

(À noter que DEGRÉMONT et son homologue OTV, filiale de la GÉNÉRALE, ont obtenu en 1985 le financement, les études, la construction et l'exploitation de la future station d'épuration de Grenoble).

PROPRETÉ

Branche structurée autour de la SITA qui fabrique des bennes, des coffres, des compacteurs et des citernes d'arrosage (2^e rang français derrière la SEMAT)

Par ses filiales TRU à Lille (commune avec la GÉNÉRALE), SERTIRU à Valenciennes, ORDURES-SERVICES à Levallois., cette société intervient également dans la collecte des ordures et la gestion de décharges contrôlées.

Devant les faibles perspectives de croissance, ces entreprises se sont diversifiées géographiquement et professionnellement :

— d'une part, vers l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Espagne, le Moyen-Orient, l'Indonésie et les USA

— d'autre part vers la collecte sélective "gros producteurs" (grands ensembles, administration..) avec MONIN à Lyon et la SPEED à Paris qui se partage le marché avec la CSTP, filiale de la CGE

— la construction et la gestion d'usines d'incinération ou de compostage avec TRIGA qui prospecte actuellement en Asie et aux USA . Ainsi que

— la collecte de déchets hospitaliers et industriels

— leur stockage en sites étanches : MONIN / ORDURES SERVICES ou FRANCE-DÉCHET (en association avec la GÉNÉRALE)

— ou bien leur destruction en usines à Mitry-Mory, Strasbourg et Saint-Vulbas via la TREDI (en association avec le groupe EMC).

Par ailleurs, la SANITRA et l'ENTREPRISE GÉNÉRALE DE VIDANGE À VAPEUR (avec la GÉNÉRALE) intervient dans la vidange, le curage et le pompage de déchets liquides.

ÉNERGIE ET CHALEUR

— COFRETH (CIE FRANÇAISE D'EXPLOITATION THERMIQUE) :

Ancienne filiale du distributeur de charbon SCAC contrôlée à 83 % par la LYONNAISE depuis la fin des années 1970.

La COFRETH, qui occupe le 2^e rang français, ne réalise en C.A. que le tiers de la GÉNÉRALE DE CHAUFFE (groupe CGE)

Elle possède des filiales en Espagne (COGET) et en Belgique (FNCS) ; en Arabie saoudite et à Monaco depuis 1981 ; aux États-Unis depuis 1982 (50 % de MIDRES) et dans d'autres pays comme le Venezuela.

— CGCD (CIE GÉNÉRALE DE CHAUFFAGE À DISTANCE) :

Anciennement contrôlée par les barons Reille, descendants pour la gloire des maréchaux d'Empire Masséna, Soult et Reille et pour la fortune des Talabot-de Nervo (Chemins de fer du Midi, mines de Denain-Anzin...).

Rachetée aux deux tiers par la LYONNAISE en 1984, la CGCD gère 4 des 10 premiers réseaux de chaleur français (Saint-Denis, Clichy, Vitry et Cergy-Pontoise) et représente en C.A. le tiers de la COFRETH.

Par ailleurs, la LYONNAISE distribue du gaz et de l'électricité à travers les sociétés :

— SMEG - MONÉGASQUE DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ (64 %) ;

— GAZ DE STRASBOURG (49 %) ;

— ÉLECTRICITÉ ET EAU DE CALÉDONIE : Nouméa et Wallis et Futuna ;

— UNELCO-VANUATU (ex-Nouvelles Hébrides).

(Ces dernières entreprises ayant été rachetées au groupe SUEZ qui les avait héritées de la BANQUE DE L'INDOCHINE)

En 1985, le groupe a pris 35 % d'ÉLECTRICITÉ DE TAHITI et il a récemment obtenu la concession de la distribution électrique sur la Ville de Lyon.

SÉCURITÉ

— SICLI (Secours immédiat contre l'incendie) :

Fondée en 1918 par l'ingénieur Gustave Sachs, cette entreprise spécialisée à l'origine dans la lutte anti-incendie s'est progressivement diversifiée dans la protection globale des bâtiments.

Reprise par le groupe SUEZ puis, en 1977, par la LYONNAISE, elle emploie 2.400 salariés dans plusieurs filiales :

— CENTRALE SICLI : leader français de la fabrication et de la maintenance d'extincteurs. Détection et systèmes automatiques anti-incendie. Commercialisation de coffres-forts et armoires blindées ;

— SIDES : fabrication de véhicules anti-incendie, notamment pour les aéroports. 2^e rang français derrière la CAMIVA (RENAULT). Majorité du C.A. à l'export ;

— SICLI SURVEILLANCE : gestion d'alarmes à distance. Sociétés SECFRA et RONDE DE NUIT cédées en 1982 à ECCO ;

— UNIDEL SÉCURITÉ : systèmes complets de protection des sites industriels à haut risque.

INTERNATIONAL

WERNER en RFA : 15 % du marché local, 35 % du marché suédois et 25 % du marché norvégien (extincteurs et systèmes automatiques).

— Autres filiales., GB et Arabie Saoudite.

Cédé en 1985 à European Fire Protection (P.-B.), holding de Tony Murray, qui contrôle déjà General Incendie (France) et Nu-Swift (G.-B.).

POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES

C'est en 1979 que la LYONNAISE lança une OPA sur les POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES. La direction finit par y consentir en déclarant qu'elle n'avait pu trouver aucun allié sérieux et que, « de toute façon, l'affaire était jouée d'avance. »

Le ministre de l'Économie de l'époque, René Monory, avait donné son autorisation sans consultation préalable de la Chambre syndicale des agents de change dont d'éventuelles réserves auraient pu entraîner la saisine de la Commission de la concurrence et des prix. Quinze jours plus tôt, cette dernière avait adressé un avertissement aux PFG pour un accord conclu en 1974 avec la Chambre Syndicale de la Marbrerie funéraire. Ledit accord prévoyait une remise de 10 % pour tout marché fourni par les PFG et introduisait un tour de rôle dans la désignation des marbriers (cf. *Le Monde*, 29 juillet et 11 août 1979).

À l'issue d'une restructuration intervenue en 1983, la LYONNAISE détient 44,6 % du holding OGF¹⁶ qui contrôle à son tour :

— les PPG (62 %), ROBLOT et autres BORNIOLE : 43 % des enterrements en France et les trois-quarts de l'activité du groupe ;

— La CIE GÉNÉRALE DE SCIERIE ET DE MARBRERIE (58 %) : environ 200.000 cercueils/an et un patrimoine forestier de plus de 2.200 hectares ;

— la CIE GÉNÉRALE DE MARBRERIE : environ 8 % du marché ;

— et des sociétés diverses spécialisées dans l'imprimerie, les enveloppes et, surtout, la prévoyance funéraire.

Malgré l'existence de marchés à fort potentiel (Iran, Irak, Liban, Éthiopie..), l'entreprise demeure purement hexagonale après l'échec en 1982 d'une tentative d'implantation aux USA.

Au total, le groupe emploie plus de 9.000 salariés.

DIVERS

* TÉLÉDISTRIBUTION

PARIS-CÂBLE : 39 % en 1984 puis 53,5 % en 1986

Participation à diverses SLEC.

¹⁶ Autres actionnaires d'OGF : Jean-Louis Descours, des Chaussures ANDRÉ, et, depuis 1987, la GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES (GMF)(10 %).

BARCELONA CABLE : société chargée en 1986 d'une étude de faisabilité (49,9 % directement et via CORPORACION AGBAR)

— Sixième chaîne MÉTROPOLE TV : 25 % en 1987.

LOISIRS :

— GOLFESPACE

— Association en 1987 avec le CLUB MÉDITERRANÉE en vue de construire des centres de loisirs en France et en Europe dont un centre de 200 ha à Puisaye, dans l'Yonne.

Privatisation d'HAVAS :

Le tandem LYONNAISE/SUEZ est à l'heure actuelle en compétition avec l'association GÉNÉRALE DES EAUX / PARIBAS pour devenir le noyau dur de l'actionnariat d'HAVAS.

LIQUIDATION DE LA BRANCHE ENTREPRISES

- TRINDEL : déficitaire au moment de sa cession à SPIE-BATIGNOLLES en 1982 ;
- COCHERY : déficitaire au moment de sa cession à la SGE en 1982 ;
- BORNHAUSER-MOLINARI : cession en 1983 à FOUGEROLLE ;
- SUBTEC (travaux pétroliers offshore) : cession après 60 MF de pertes en 1984-85 ;
- INTRAFOR-COFOR (forages) : cession en 1985 à DESQUENNE & GIRAL au prix de 1 F l'action et avec un abandon de créances de 36 MF ;
- SOCIÉTÉ ARMORICAINE DE MATÉRIEL (location de matériel) : cédée en 1986 à ORIGNY-DESVROISE (~~groupe suisse HOLDERBANK~~) ;
- FORCLUM (travaux électriques) : cession en 1987 à FOUGEROLLE.

INTERNATIONAL

En 1980, le groupe ne réalisait que 12 % de son C.A. à l'étranger et, à l'exception de quelques filiales comme DEGRÉMONT, concentrait son activité sur les DOM-TOM et les anciennes possessions françaises au travers de sociétés telles que la NORD-AFRICAINE DE DISTRIBUTION DES EAUX en Algérie (disparue), la SOCIÉTÉ MAROCAINE DE DISTRIBUTION, créée en 1914, qui conserve une activité de distribution d'eau en gros à Casablanca, UNELCO dans le Pacifique et en Afrique, ÉLECTRICITÉ ET EAUX DE MADAGASCAR transformée en holding à la suite de sa nationalisation.. et diverses entreprises de travaux.

Depuis cette date, de nombreux rachats ont été effectués, principalement :

** en Espagne :*

Cf. AGBAR en 1981 : holding contrôlant 32 sociétés d'eau, d'équipement, de génie civil et de fabrication de canalisation (+ 4 M d'usagers desservis)

CESPA en 1984 : n° 3 ibérique de la collecte d'ordures et aux USA : 80 % d'AQUACHEM en 1981 : ancienne filiale de COCA-COLA, occupant le premier rang américain pour les chaudières de moyenne puissance et travaillant depuis 1940, à la demande de l'armée US, sur le marché du dessalement d'eau de mer (30 % de son activité).

— *GENERAL WATERWORKS : 260.000 abonnés dans 13 états (50 % en 1982 puis 80 % en 1985) ;*

— *et TURBO REFRIGERATING au Texas en 1984 : froid industriel et conditionnement d'air.*

Par ailleurs, diverses associations ont été conclues au Québec, en GB, en Thaïlande, en Malaisie ainsi qu'à Macao où la LYONNAISE a pris en 1985 50 % d'une société qui a reçu pour 25 ans la concession de l'alimentation en eau des habitants (environ 400.000)

Ces efforts ont permis de porter la part de l'étranger à 35 % du C.A.

CAPITAL

Cotation à Paris et Montréal.

Bien qu'elle ait réduit sa participation à 17,7 % (contre 22,3 % en 1975), la CIE FINANCIÈRE DE SUEZ reste le principal actionnaire de la LYONNAISE.

Cette situation découle de l'alliance établie dans les années 60 entre la LYONNAISE d'une part et le tandem SUEZ-PONT-A-MOUSSON d'autre part ¹⁷.

Cette alliance se concrétisa de plusieurs façons :

— en 1968, SUEZ et PONT-A-MOUSSON entrèrent dans le capital de la LYONNAISE. Cinq ans plus tard, P-A-M vendit sa part à SUEZ mais n'en conserva pas moins un administrateur au conseil de la LYONNAISE (Roger Martin jusqu'à sa retraite en 1985) ;

— P-A-M et la LYONNAISE s'associèrent pour racheter TUNZINI AMÉLIORAIR en 1966, DEGRÉMONT en 1967, puis MAISON PHÉNIX. En outre, P-A-M associa la LYONNAISE à la marche de plusieurs de ses filiales : la SOCEA (pose de canalisations), la NANCÉENNE DES EAUX et la BÉARNAISE D'EAU POTABLE notamment ;

— enfin, la COMPAGNIE DE SUEZ fit apport de plusieurs sociétés à la LYONNAISE, en particulier SICLI, la COFRETH (via la SCAC) et UNELCO.

Actuellement, à côté des représentants de SUEZ, le conseil comprend des mandataires de l'UAP (8,5 %), du CRÉDIT LYONNAIS (4,7 %) et diverses personnalités du monde des affaires telles que GRANIER DE LILLIAC (ex-PDG de TOTAL), éphémèrement Jacques MAISONROUGE (ex-IBM) ou Renaud de la GENIÈRE (ex-Banque de France).

La direction est assurée depuis 1980 par Jérôme Monod, fils d'un chirurgien de la Haute Société protestante, ancien délégué de la DATAR et ancien secrétaire général du RPR.

RÉGION

□ EAU

1 - SYNDICAT DES EAUX DE GÂTINE

□ TRAITEMENT DES EAUX

2 - DEGRÉMONT a construit divers équipements dans la région parmi lesquels les stations d'épuration de Loudun (1971), Montmorillon (1980) et un grand réservoir au complexe du Cébron dans les Deux-Sèvres en sous-traitance pour la CGE.

□ PROPRIÉTÉ

3 - FOURRIER : entreprise de vidanges de Joué-les-Tours implantée à Bressuire, Châtellerauld (10 salariés) et Poitiers.

4 - SAVLAT-DORE : entreprise limougeaude rachetée en 1981. Antennes en Charente limousine (Chasseneuil, La Rochefoucauld, Montbron) jusqu'en 1984.

Présence à Poitiers directement (1982-84) puis par le biais de la CSA à Saint-Julien l'Ars et Niort.

5 - CUAP et VMA à Angoulême-Ma Campagne : rachetées en 1981 et absorbées en 1985 par la SAVAC-VIDANGES ET ASSAINISSEMENT DU CENTRE de Nevers. 15 salariés.

6 - SAVACO (ex-Brindamour) à Châtellerauld et Poitiers : absorbée par la SAVAC.

7 - TRIGA : gestion de l'usine de broyage des ordures et de fabrication de compost inaugurée en 1981 à Chermignac près de Saintes.

¹⁷ SUEZ et PONT-A-POUSSON étaient alors les principaux actionnaires l'un de l'autre.

8. — ORDURES-SERVICES : gestion depuis 1979 de la décharge contrôlée de Saint-Sauveur près Châtellerauld.

❑ ÉNERGIE ET CHALEUR

9. — COFRETH : agences à La Rochelle - Villeneuve-les-Salines, Périgny (ex-Cogeth) et, depuis 1982, à Saint-Benoît (auparavant à Poitiers).

10. — CGCD-CHAUFFAGE À DISTANCE : agences à La Rochelle (10 salariés contre 14 en 1982) et à Niort (31 salariés en 1986 contre 58 en 1982).

❑ SÉCURITÉ

11 - SICLI (jusqu'en 1986) : antennes dépendant de Joué-les-Tours à Châtillon près Parthenay et Poitiers ; dépendant de l'agence d'Angoulême (rue Montalembert dans le quartier de La Bussatte, 22 salariés) à La Rochelle et Saintes.

❑ SERVICES THANATOLOGIQUES

12. — POMPES FUNÈBRES GÉNÉRALES : monopole des services extérieurs.

— CHARENTE : Angoulême (22 salariés), Cognac, Jarnac, Barbezieux.

— CHARENTE-MARITIME : ce département possède les deux seules grandes villes de la région disposant de pompes funèbres municipales. Il s'agit de La Rochelle et, depuis 1981, de Saintes¹⁸. En outre, Rochefort a concédé son service extérieur à une entreprise privée concurrente des PFG. Néanmoins, cette dernière (ou sa filiale GRANITS DU CENTRE-OUEST) est implantée dans ces trois agglomérations ainsi qu'à Châtelailon, Saint-Pierre-d'Oléron, Marennes, Saint-Jean-d'Angély et Royan.

— VIENNE : Poitiers (qui abrite la direction régionale) et 14 communes de la couronne (20 salariés) + Châtellerauld (10 salariés).

13. — SAMCO : marbrerie, carrelage, sanitaire. Magasin-exposition à Chasseneuil-du-Poitou. 15 salariés.

❑ ENTREPRISE

14. — SOCIÉTÉ ARMORICAINE DE MATÉRIEL (jusqu'en 1986)[Affaire rachetée par la SLEE en 1978. Déjà sur Poitiers en 1976] : depuis 1980, agences à Poitiers-Sud, rue de la Garenne (fermée) et Chasseneuil-du-Poitou, récemment transférée dans l'ancienne concession Poclair de Z.I. de la République à Poitiers.

¹⁸ Angoulême a renoncé, en 1979 à créer une régie, et Parthenay a privatisé son propre service en 1984, avec certaines précautions.

LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET RURAL (SAUR)

Fondée en Vendée en 1933 par Pierre Crussard,
la SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET RURAL dessert
en eau potable 5 millions d'habitants en France et 6 millions à l'étranger.
C.A. 1985 : 2,7 MdF TTC. Eff. : 4.580 salariés contre 3.000 en 1975.

EAU ET ASSAINISSEMENT 54,6 % du C.A.

Numéro 3 français, la SAUR occupe, et de loin, le premier rang en milieu rural. Sa progression est spectaculaire :

- 1950 : 25.000 abonnés dans 200 communes
 - 1960 : 200.000 abonnés dans 950 communes
 - 1985 : 1.300.000 abonnés dans 5.170 communes
- La firme exploite d'importantes usines de production d'eau telles que Mervent, Graon et Rochereau en Vendée, Basse-Goulaine en Loire-Atlantique, Saint-Lô dans la Manche et Authion-Loire. Elle gère plus d'un millier de stations de pompage et de traitement, et 90.000 km de réseaux.

ASSAINISSEMENT (9,5 % du C.A.)

Activité multipliée par 7 entre 1975 et 1985.

La SAUR gère 5.745 km de réseau et 1.153 stations d'épuration, soit l'équivalent de 2,2 millions d'habitants.

INGÉNIERIE ET TRAVAUX 9,2 % du C.A.

Spécialisées dans les ensembles clefs en main, la SAUR et sa filiale STEREAU possèdent à leur actif plus de 1.000 stations de pompage ainsi que des stations de traitement et d'épuration.

DIVERSIFICATION 1 % du C.A.

* PROPRETÉ : depuis 1977, la SAUR s'est lancée dans le ramassage des ordures, les décharges contrôlées, les UIOM (une dizaine) et la production de compost.

* CHAUFFAGE URBAIN : récupération des eaux chaudes de l'usine d'enrichissement d'uranium EURODIF pour alimenter 42 h de serres et 3.500 équivalents-logements.

INTERNATIONAL 25,7 % du C.A.

* AFRIQUE : de longue date, la SAUR exploite son savoir-faire sur le continent africain où elle a réalisé des travaux dans une dizaine de pays (Maroc, Zaïre, Cameroun, Gabon, Rwanda...)

Son activité principale se situe en Côte-d'Ivoire à travers la SODECI dont elle détient 46 %. Fondée en 1960, cette société est concessionnaire de la distribution d'eau et de

l'assainissement pour l'ensemble du pays. Elle emploie 1.800 salariés (à 96 % ivoiriens) , dessert 180.000 abonnés et assure l'entretien de 11.000 puits villageois alimentant au total près de 5 millions d'habitants.

* CANADA : création en 1981 d'AQUATECH à 50/50 avec le bureau d'études local LGL. Cette société a débuté avec des activités d'ingénierie avant de prendre en charge la gestion d'usines d'eau et d'assainissement. Elle fait figure de pionnier au Canada de l'introduction des compteurs d'eau chez les particuliers, facturés auparavant au forfait.

* EUROPE : création en 1986 d'une filiale en Espagne où le retard sur la France est estimé à 25 ans et d'une autre en Grande-Bretagne en association avec TRAFALGAR HOUSE.

CAPITAL

La SAUR était contrôlée jusqu'en 1984 à hauteur de 18,2 % par la CONTINENTALE D'ENTREPRISES (groupe suisse ELEKTROWATT) et de 11,5 % par VALORIND (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE).

À cette date, BOUYGUES a pris une participation de 44,9 %. Il a d'abord nommé comme PDG André Chadeau (ex-DATAR, ex-SNCF), puis son fils, Martin Bouygues, déjà PDG des MAISONS BOUYGUES.

❑ CHARENTE

ANGOULÊME-MA CAMPAGNE (anciennement aux Agriers) : direction pour la Charente, la Vienne, la Haute-Vienne et la Creuse. 140 salariés.

La société gère la plupart des réseaux ruraux du département et plusieurs communes en périphérie d'Angoulême (Ruelle, Touvre et, depuis 1986, Saint-Yrieix), soit environ 65.000 abonnés.

Gestion depuis 1979 de l'usine de broyage des ordures et de fabrication de compost de Sainte-Sévère près Jarnac.

❑ CHARENTE-MARITIME :

Siège à Périgny (La Rochelle) pour le département, les Deux-Sèvres et la Gironde. 57 salariés en 1986 contre 70 en 1982. Laboratoire d'une douzaine de personnes récemment transféré à Maurepas en région parisienne.

Gestion de réseaux :

- a) île de Ré et périphérie de La Rochelle
- b) Surgères
- c) frange sud de Rochefort
- d) Saint-Jean-d'Angély et environs
- e) alentour de Mirambeau dans le sud du département.

❑ DEUX-SÈVRES :

Présence à Frontenay Rohan-Rohan dans le Marais Poitevin.

❑ VIENNE :

La société a perdu les positions qu'elle détint jadis à Mirebeau et naguère à L'Isle-Jourdain ou Neuville.

Projet avorté d'une usine de compostage des ordures pour le SIVOM de Neuville (1986).

SOGEA

Fabricant de tuyaux de fonte, PONT-A-MOUSSON créa la SOCEA (future SOBEA) pour en assurer la pose.

D'autres filiales furent fondées pour assurer la gestion des réseaux ainsi installés, parmi lesquelles :

— la CIE FRANÇAISE DES CONDUITES D'EAU (CFCE)

— la SABLaise DES EAUX

— la CIE DES EAUX DE ROYAN

— et plusieurs sociétés communes avec la LYONNAISE : EAUX DE LA PRESQU'ÎLE GUÉRANDAISE (Lyonnaise 10 %), MARTINIQUAISE DES EAUX, NANCÉENNE DES EAUX, BÉARNAISE D'EAU POTABLE (rachetée par la Lyonnaise), des sociétés d'études (SOFREP) et de fabrication de matériel (INTERNATIONAL DE DESSALEMENT D'EAU DE MER).

En 1985, la CFCE et la SABLaise DES EAUX furent absorbées par la SOBEA qui fusionna un an plus tard avec SGE-BTP pour former la SOBEA (Saint-GOBAIN 60 %, GÉNÉRALE DES EAUX 15 %, investisseurs institutionnels 25 %).

Au sein de cet ensemble, la branche "services aux collectivités" a représenté en 1985 un C.A. proche de 1 MdF avec des activités de distribution d'eau (4^e Cie française, 950.000 abonnés), d'assainissement, de collecte et de traitement des ordures ménagères.

❑ SOGEA

Construction, transformation et gestion de l'usine d'incinération et de traitement des ordures ménagères de La Couronne près d'Angoulême jusqu'en 1986. Reprise par STREICHENBERGER (groupe BP).

❑ SABLaise DES EAUX à Barbezieux (16) : réseaux de Barbezieux et du Syndicat des collines du Montmorellien.

❑ COMPAGNIE DES EAUX DE ROYAN (114 salariés) :

Région de Saint-Pierre d'Oléron, Marennes, Bourcefranc, presqu'île d'Arvert, Saujon et Cozes ainsi que Tonny-Charente.

LES GRANDS MAGASINS

(suite de VEPC, n° 1)

AU PRINTEMPS SA

Après avoir acquis les magasins de prêt-à-porter ARMAND THIÉRY (1980-1981), puis le groupe DISCO (1984), le PRINTEMPS a augmenté sa participation dans EUROMARCHÉ et pris, début 1987, 10 % de la REDOUTE.

À l'étranger, la société a poursuivi son développement basé sur la franchise. Après le Japon (4 magasins), Singapour (1), la Malaisie (2) et l'Arabie Saoudite (1), elle a signé en 1986 un contrat avec le groupe américain REALITIES.

* PRINTEMPS :

Le magasin de Cognac, créé en 1946 dans les locaux des NOUVELLES GALERIES, a fermé fin 1971 avec 80 salariés. À la suite d'un mouvement du personnel, il a été remplacé par un PRISUNIC.

D'autre part, la société des NOUVEAUTÉS LÉON, affiliée au Printemps (et auparavant au Louvre), a fermé en 1978-80 ses deux magasins de Saintes et Niort.

En conséquence, seul demeure le magasin de Poitiers installé en 1940. 121 salariés en 1986.

* PRISUNIC :

Cognac (1972) : 52 salariés contre 73 en 1979.

La Rochelle (1934) : 66 salariés contre 80 en 1980

Rocheport (1935) : 53 contre 57

Angoulême (1935) : 26 salariés contre une cinquantaine en 1977

Niort (1941) : 31 salariés contre 52

Ces deux magasins appartiennent à une société indépendante, la SECECO.

Poitiers (1935) : transfert route de Gençay en 1960 suite à un incendie. Disparu en 1973 victime de la concurrence du Leclerc et du Rallye. Locaux réoccupés par les Éts Bercier (électroménager) puis par le Confort Moderne (association culturelle OH).

Buxerolles (1966) : passé sous l'enseigne ESCALE en 1978.

* ESCALE :

Buxerolles (Poitiers-Nord) : cédé en 1980 à Leclerc.

Fontaine-le-Comte (Poitiers-Sud) : projet de galerie commerciale de 7.500 m² dont un hypermarché de 3.000 m² à l'initiative du Groupement rhodanien de construction.

* ARMAND THIÉRY-

Angoulême, Saintes, Rocheport et Niort.

* DISCO et VINIPRIX (cf. p. 40 et 43).

NOUVELLES GALERIES

Concurrencée par les grandes surfaces périphériques, la société continue de supprimer des rayons alimentaires, de fermer des magasins et de réduire ses effectifs au rythme d'un millier par an (1.240 en 1984, 1.000 en 1985, 1.046 sur 24.000 en 1986).

* NOUVELLES GALERIES

Angoulême : le magasin continue de diminuer son personnel en recourant aux préretraites et au temps partiel. Ses deux antennes que sont le magasin de prêt-à-porter TALL au centre ville (ex-Saint-Simon) et le CENTRE MAISON ET JARDIN au Gond-Pontouvre ont été cédées en 1985 respectivement à UNIPRIX et au BHV (filiale à 48 % des Nouvelles Galeries) ;

Saintes : ex-Maison Universelle ;

Niort : ex-Maison Universelle fondée en 1914. 31 licenciements en 1986 sur 76 salariés (contre 169 en 1980).

Quatre magasins au moins ont été perdus :

— celui de La Rochelle implanté rue du Palais entre les deux guerres ;

— celui de Cognac devenu Printemps en 1946 ;

— celui de Royan ouvert en 1951, passé chez Monoprix en 1976 et fermé en 1981 ; et l'affilié de Jonzac qui a rejoint Unico en 1981.

* UNIPRIX (Nouvelles Galeries 85 %, Galeries Lafayette : 15 %). Enseignes Uniprix ou Monoprix.

Société Angérienne de Grands Magasins (80,4 %) : Monoprix de Saint-Jean-d'Angély.

Éts P. Mouet (96,3 %) : société loudunaise rachetée par Uniprix en 1978. Contrôle les magasins suivants qui sont tous à l'enseigne Monoprix sauf Parthenay :

— Loudun : 9 salariés contre 13 en 1980

— Thouars (1957) : 10 s

— Bressuire (1969) : 41 salariés en 1980

— Surgères (ex-Nouvelles Galeries) ; fermé en 1984 avec 39 salariés.

— et Parthenay (1952) : ex-Nouvelles Galeries transférées en 1978 sur le boulevard de la Meilleraye et passées à l'enseigne Uniprix. 17 salariés contre 43 en 1981.

GALERIES LAFAYETTE

L'événement le plus marquant a été la reprise au 1-1-85 des magasins DAMES DE FRANCE et PARUNIS dont le nombre a été réduit de 45 à 32. Une dizaine sont passés à l'enseigne Galeries Lafayette, d'autres sous le panneau Monoprix.

Cette opération a fait suite au rachat du groupe RADAR qui, depuis 1979, contrôlait lui-même 69 % de PARIS-FRANCE, maison-mère des Dames de France et des Parunis.

* MONOPRIX (55 %)

Châtelleraut (1952) : une cinquantaine de salariés.

* DAMES DE FRANCE :

Angoulême : jadis un affilié rue des Postes

Cognac (1903 ou 1904) : passé en 1985 à l'enseigne Monoprix. Fermé en février 1987 avec 11 salariés (contre 62 en 1977).

La Rochelle (1910) : a conservé l'enseigne Dames de France. 116 salariés.

Poitiers : passé en 1984 à l'enseigne Monoprix. 68 salariés contre une centaine en 1980.

LES SUCCURSALISTES

Historiquement, cette forme de distribution s'est développée dans la région sous l'impulsion principale des DOCKS DES CHARENTES et des DOCKS DU CENTRE, (groupe

DOCKS DE FRANCE), d'autre part de l'AQUITAINE, de L'ÉTOILE DE L'OUEST et de L'UNION DE CHOLET (groupe PROMODÈS).

DOCKS DE FRANCE

En 1985, le groupe a porté sa participation de 51 à 91 % dans COFRADEL (distributeur implanté sur le quart sud-est) et pris début 1987 le contrôle des ÉCONOMATS DU CENTRE à Clermont-Ferrand, en proie à des difficultés depuis trois ans (9 Mammouth, une soixantaine de SUMA et SUPERVAL et près de 700 succursales).

À l'étranger, la société a racheté en 1985 100 % de LIL'CHAMP, distributeur américain dont elle était minoritaire depuis la fin des années 1970 (160 convenience stores).

* GROS :

L'entrepôt d'Angoulême-Sillac, reconstruit à la suite d'un incendie en 1961, employait encore 65 salariés en 1974 pour desservir 167 points de vente.

Après le licenciement de 35 personnes en 1985 et la mise en vente ou en location de 6.000 m² vacants, son rôle se réduit désormais à l'embouteillage.

Deux Mammouth à Châtelleraut (1969) et Cognac (ex-Landuroc créé en 1970 et racheté en 1978)

Record de La Rochelle-Angoulins (1973) : racheté au groupe nantais Decré et revendu en 1980 à Carrefour.

Échec dans les années 1970 de plusieurs tentatives sur Angoulême (Girac, Soyaux, Ruelle).

* SUPERMARCHÉS :

Trois Suma à Angoulême dont le dernier en date, celui de Saint-Cybard, ouvert en 1973, a fermé en 1986 avec 26 salariés faute de pouvoir soutenir la concurrence d'un Maxicoop et d'un nouvel Intermarché (poids des loyers à verser à la société Bail Investissement).

* SUCCURSALES :

20 nouvelles fermetures en 1986 (dont 7 en Charente et 4 en Charente-Maritime) sur 80 magasins.

PROMODÈS

Créé en 1961 par plusieurs entreprises normandes et bretonnes à l'initiative de la dynastie Halley — spécialisée au début du siècle dans l'avitaillement des navires à Cherbourg, le groupe PROMODÈS réalise encore 29 % de son C.A. dans les activités de gros (contre 36 % en 1981).

C'est en général avec l'intention de développer ce secteur que la société a pris le contrôle de nombreux succursalistes dont elle s'est efforcée de céder le maximum de points de vente pour ne conserver que les magasins les plus vastes et les plus rentables.

Résultat : le groupe ne comptait fin 1984 que 152 succursales exploitées par des gérants mandataires contre 1.800 dans la décennie 70 et il était devenu le premier franchiseur alimentaire français sous les enseignes 8 à 8 (100 à 200 m²), SHOPI qui succède à Banco (700 m² en moyenne) et. CHAMPION (1.200 m²), cette dernière n'étant accessible aux tiers que depuis 1981.

Néanmoins, depuis 1982, le groupe n'est pas parvenu à enrayer le recul accéléré de sa clientèle de petits détaillants. En conséquence, il tente de se constituer une nouvelle

clientèle de moyennes et grandes surfaces au prix d'une baisse de ses marges et d'une refonte de sa logistique (fermeture d'entrepôts, regroupement sur de nouveaux sites, licenciements). En outre, après l'échec du rapprochement avec DISCO, PROMODÈS a pris en 1985 10 % de LABRUYÈRE ET ÉBERLÉ / SODICE qui exerce son métier de grossiste dans le Centre et le Sud-Ouest.

Sur les autres fronts, on notera l'arrêt de la diversification initiée en 1978 dans les cafétérias (vente à Marest en 1985 des 17 PRESTO et FARANDOLE) et l'abandon des boutiques de parfumerie.

En revanche, les activités agro-alimentaires, les supermarchés SHOPI et CHAMPION et surtout les hypermarchés CONTINENT ont favorablement évolué.

INTERNATIONAL (31 % du C.A.)

Le groupe consolide ses positions tant en RFA qu'aux USA (mise à l'épreuve d'une nouvelle formule de magasins-entrepôts à vocation purement alimentaire) et dans la Péninsule ibérique (ouverture d'un hypermarché au Portugal fin 1985).

Tentative de diversification (jusqu'à présent coûteuse) dans l'import-export avec un bureau à New-York et un accord avec un grossiste japonais.

* GROS :

Promogros à Thouars (ex-entrepôt de L'ÉTOILE DE L'OUEST) : 91 salariés contre 116 en 1982.

Ouverture de 4 PROMOCASH à Angoulême et Périgny (ex-UFA) ¹⁹, Saintes (avec Carced) et Poitiers (ex-entrepôt meubles du Printemps).

* DÉTAIL :

À l'exception du supermarché CHAMPION de Bressuire (ex Banco), l'entreprise poursuit la cession ou à défaut la liquidation de tous ses points de vente.

Plusieurs SHOPI ont disparu dont ceux de L'Isle-d'Espagnac (ex-Suma ouvert en 1977) et de La Rochelle-Mireuil.

DIPLO

Cette société de Challans en Vendée exploite une vingtaine de grandes surfaces dont deux à Niort et Bressuire (à vendre) et deux dans la Vienne qui viennent de passer chez CODEC : La Roche-Posay (ex-UNICO) et Dangé-Saint-Romain.

Contrôle d'un magasin de gros à Parthenay.

GROSSISTES FRANCHISEURS

DISCO

Issu de la fusion en 1964 de trois grossistes de Montmorillon, Blois et Cholet, le groupe DISTRIBUTION CENTRE OUEST a progressivement atteint une dimension nationale grâce à de nouveaux associés (BACH dans le Sud-Ouest, BRMC en Lorraine, GASTINELLI, MEDIS, UNIGROS) ou affiliés (Coopérative régionale de Saintes en 1986..).

La prise de participation majoritaire par le PRINTEMPS en 1984 s'est traduite par :

¹⁹ Rachetée en 1979, l'Union française d'alimentation était un grossiste de taille nationale connu sous les enseignes IFA, IFAPRIX, AVAM et SUP'AVAM.

— la poursuite du recentrage sur la fonction de gros avec la cession à des indépendants des 70 BRAVO et TIMY contrôlés par la SODEMAG ;

— l'appel à un cabinet extérieur (Kearney) pour une analyse détaillée de la logistique
— et des actions classiques de rénovation : tarification plus agressive, modernisation des magasins, informatisation, formation..

En outre, les magasins PRISUNIC et ESCALE, approvisionnés auparavant par des organisations concurrentes (notamment Promodès), ont été progressivement rattachés au réseau DISCO.

* GROS

L'entrepôt DISCO-CENTREDIS de Montmorillon qui dessert 13 départements fut construit en 1964 à l'initiative de Pierre Pagenaud, transféré en 1974 sur la Z.I. des Mâts et agrandi successivement en 1977 et 1984. Avec l'entrepôt frais de la route de Saint-Savin, il emploie 289 salariés contre 180 en 1979 et 110 en 1975. Son potentiel de développement semble désormais assez faible.

En 1978, CENTREDIS avait repris la plate-forme des Frères Fonchain au Gond-Pontouvre près d'Angoulême ²⁰. Transformée en cash and carry, cette unité a cessé toute activité en 1984 (locaux réoccupés par Mobis, puis par Attack).

* Détail :

DISCO éprouve des difficultés manifestes à stabiliser sa clientèle comme le prouve le déclin des supermarchés BRAVO :

— Charente : les deux unités de La Rochefoucauld et Barbezieux sont passées chez DB et Unico ;

— Charente-Maritime : bonne résistance malgré le passage en 1984 du magasin de Saujon chez Intermarché (famille Villeneuve) ;

— Deux-Sèvres : il ne reste plus que deux Bravo à Melle et à Coulonges (ex-Timy) après le passage chez Intermarché en 1984 des familles Séchet (4 BRAVO à Parthenay, Niort, Cerizay et les Aubiers) et Villeneuve (1 BRAVO à Mauzé et 2 TIMY à Beauvoir et Champdeniers) ;

— Vienne : plus qu'un seul BRAVO rue des Joncs à Poitiers après le passage du Bravo de Jaunay-Clan vers FONCTION 2000 et de ceux de Buxerolles, Lusignan et Neuville chez Intermarché.

* DISCOL :

Contrôle de la société APCO de Poitiers (43 salariés), spécialisée dans l'approvisionnement en produits alimentaires des collectivités. 13 départements desservis.

LE DISQUE BLEU

Peu de changement chez ce distributeur limougeaud né en 1954 à l'initiative de grossistes de Chabanais, les frères Valentin, associés à des détaillants.

Enseignes EUROMARCHÉ, DB, FRANPRIX, FRANSERVICE et CATENA.

— CHARENTE :

Le Franprix de Châteaubernard, inauguré en décembre 1970 par Jean Baud (créateur de l'enseigne) et les Frères Valentin, passé ensuite sous les couleurs de Monoprix, a adopté en 1985 l'enseigne DB.

— VIENNE :

²⁰ À la même époque, les Fonchain cédèrent Rendez-Vous à Carrefour et les 2 EUROSPAR de Soyaux et la Grande Garenne à Promodès (actuels SHOPI).

En 1980, l'entreprise avait implanté un DB à Poitiers-Beaulieu (c.c. des Templiers) et racheté deux ÉGÉ approvisionnés jusque là par DISCO à Lussac-les-Châteaux et L'Isle-Jourdain : le premier avait été transformé en DB et le second en Franprix.

En 1984, le DB de Poitiers est passé dans l'orbite d'Unico et en 1986, celui de Lussac a déposé les armes devant le nouveau Leclerc. Quant au Franprix de L'Isle Jourdain, il a été promu au rang de DB.

MAJOR

Fondé en 1963 par quatre grossistes du Cher et de l'Indre, le groupe MAJOR emploie 2.300 salariés dans 63 supermarchés répartis sur 9 départements.

Après une implantation éphémère à Poitiers en 81 / 82 (ex-BRAVO, futur INTERMARCHÉ), il ne possède que deux magasins à Chauvigny (MAJOR et ESSOR).

FONCTION 2000

Les Éts SANTIAGO-FONCTION 2000 de Viennay, près Parthenay, approvisionnent des détaillants sur les Deux-Sèvres et les départements limitrophes.

Quatre supermarchés évoluaient dans leur orbite : LOUDUN 2000 et LUSSAC 2000 (créés en 1972 et 1981), JAUNAY-CLAN 2.000 (ex-Bravo) et LEZAY 2000. Les deux premiers sont passés chez LECLERC, le troisième chez UNICO.

COOPÉRATIVES DE COMMERÇANTS

CODEC

Une vingtaine de supermarchés dans la région.

INTERMARCHÉ

42 magasins dans la région fin 1986 contre 11 fin 1979.

— CHARENTE :

Après avoir perdu en 1980 son magasin de La Rochefoucauld passé chez LECLERC, INTERMARCHÉ n'était plus représenté dans ce département. Des points de vente ont ouvert successivement à L'Isle-d'Espagnac (1982) entraînant la disparition d'un SHOPI voisin, à Confolens (1983), à Ruffec et Angoulême-Saint-Cybard (1985) et Cognac-Ouest (1987). Bientôt à Mansle.

Projets à Ruelle et Soyaux.

D'autre part, les Mousquetaires s'apprêtent à édifier une plate-forme de gros sur la RN 10 à La Touche-d'Anais au nord d'Angoulême.

— CHARENTE-MARITIME :

5 magasins créés dans les années 1970 : La Pallice (1972), Pons (1974), La Rochelle (1977), Royan (1978) et Jonzac (1979).

8 nouveaux points de vente depuis 1980 : Saintes, les deux anciens CODEC de La Jarrie et Aigrefeuille ; Rochefort et Tonnay-Charente en 1983 (doublé en 1986 d'un BRICOMARCHÉ), l'ex-BRAVO de Saujon en 1984 et Nieul-sur-Mer, près La Rochelle en 1985.

Projet à Marennes.

— DEUX-SÈVRES :

Une première rafale en 1972-76 avec Bressuire, Niort-Ferry, Saint-Léger-les-Melle, Niort-Aiffres et Parthenay-Pompaire.

Une pause de 1977 à 83

Et une deuxième vague marquée par l'ouverture d'Airvault (fin 1983) et la reprise en 1984 des 5 BRAVO et des deux TIMY des familles Séchet et Villeneuve.

Transfert-extension en 1986 du magasin de Parthenay et projet en 1987 à Chef-Boutonne.

Quant à la base régionale de Gournay, au sud de Melle, elle emploie 285 salariés et dessert 90 magasins (contre 30 salariés et 13 clients lors de sa création en 1974).

— VIENNE :

De 1 en 1980 à 11 en 1986.

Au premier magasin de Civray, créé en 1975 et transféré en 1983 à Savigné, se sont ajoutés en 1981 : Châtellerault, en 1983, Buxerolles (ex-Bravo puis Major), Saint-Benoît et les deux ex-DIREC de la famille Pagenaud à Montmorillon, en 1985 : Gençay et Chauvigny-Jardres et en 1986 : Poitiers (ex-HUET & LANOE / DELÉTANG), 2 ex-BRAVO à Lusignan et Neuville et un nouveau magasin à Naintré.

LECLERC

— CHARENTE :

Pas de création nouvelle depuis les ouvertures en 1980 de La Rochefoucauld (ex-INTERMARCHÉ) et de Barbezieux.

Le magasin de Cognac, ouvert en 1968 sur le boulevard Oscar Planat, étendu en 1973 et transféré en 1977 dans les anciens locaux de l'entreprise Godard rue Basse Saint-Martin, s'est vu opposer un énième refus d'extension. de même que les centres de Ruffec (1975), La Rochefoucauld et Barbezieux.

En revanche, le Leclerc d'Angoulême, inauguré en 1973 quelques mois après la création d'un magasin de textile sur le bd de Bury, a pu être transféré avec succès en 1983 du quartier de la Grand-Font à celui de Lunesse.

— CHARENTE-MARITIME :

Les premiers centres sont apparus dès les années 1960 à Saintes-Allende (1965), La Rochelle-Sautel, Royan (1969) et Rochefort.

Suivront Surgères (1970), La Rochelle-Jéricho (installé en 1971 dans les anciens locaux de la Confection Quéval), Saintes-Jourdan en 1972, Saint-Jean-d'Angély en 1974 (transféré en 1982 / 83 dans l'ancien Squale), Marennes (1976), Jonzac, La Rochelle-Normandin (1977) et l'hyper de Rochefort remplaçant les deux anciens magasins en 1979.

Les années 1980 furent relativement plus calmes avec une ouverture à Saint-Pierre d'Oléron (1982), la création en 1984 d'un second magasin à Jonzac (le premier ayant été récupéré par Squale) et, en 1986, la création d'un annexe de l'hyper de Rochefort dans l'ancien magasin de bricolage Camm, près du port de commerce, et l'extension du magasin de La Rochelle-Sautel (de 1.600 à 3.000 m²).

Quant au magasin de La Rochelle-Jericho, il cherche toujours à réaliser son projet de transfert-extension à Lagord qui s'est déjà heurté à un double refus en 82 et 85.

— DEUX-SÈVRES.

Après Saint-Maixent (1974), Niort (1976) et Parthenay (1980), Leclerc a coup sur coup en 1984 construit deux magasins à Bressuire et Thouars et racheté le Viniprix de Niort.

Les projets d'extension ont abouti en 1985 à Saint-Maixent mais n'ont pu se concrétiser à Parthenay et à Bressuire.

Projet de remplacer les deux centres niortais par un hyper implanté à la sortie vers Poitiers.

— VIENNE :

Années 1970 : 2 ouvertures à Poitiers (1972) et Châtellerauld (1974).

Années 1980 : 3 rachats (Escale à Buxerolles en 1980, Lussac 2000 en 1983 et Loudun 2000 en 1984) et 2 extensions (Poitiers-Gençay et Châtellerauld où un second magasin a ouvert en 1983 avant d'être regroupé trois ans plus tard avec le premier transformé en hypermarché. Réoccupation des locaux par une entreprise de confection).

(À noter que les propriétaires des deux centres de Poitiers sont les anciens gérants du Timy du Clos Gaultier).

UNICO

Le mouvement UNICO, pour sa partie Centre-Ouest, fut fondé en 1961 par Pierre Antoine et 21 détaillants du Bressuirais qui fusionnèrent ensuite avec UNICO-POITOU à Poitiers et la SCACED de Saint-Pierre-des-Corps.

En 1974, à la suite de la destruction par un incendie du siège de Niort, une plateforme régionale fut construite à La Tricherie sur l'axe Poitiers-Châtellerauld (actuellement 160 salariés). Un second entrepôt, en cours d'agrandissement, fut inauguré en 1982 à Langon près de Bordeaux et un troisième en 1984 à Chasseneuil-du-Poitou (boucherie-charcuterie-volailles).

Le groupe exploite actuellement 4 enseignes : AVENUE pour les hyper, SUPER U, UNICO et UTILE.

L'accent est mis depuis quelques années sur les SUPER U, catégorie jusque là très sous-représentée. Une douzaine existent maintenant en Deux-Sèvres (contre 2 en 1982) mais seulement 3 ou 4 dans les autres départements.

SPAR

Après la perte en 1977 de son correspondant angoumois (les frères Fonchain), cette chaîne volontaire s'est repliée sur le Poitou qu'elle approvisionne à partir de son entrepôt d'Angers.

À côté des petites succursales, elle est représentée par quelques supermarchés EUROSPAR à Thouars, Bressuire-Saint-Porchaire, Parthenay et Loudun.

En outre, elle a créé deux magasins de gros à Niort et Châtellerauld.

COOPÉRATIVES DE CONSOMMATEURS

COOPÉRATIVE RÉGIONALE

L'entreprise est née dans la foulée de la coopération agricole de l'association en 1919 puis de la fusion en 1920 au sein de la COOPÉRATION REGIONALE DES CHARENTES ET DES DEUX-SÈVRES de petites sociétés totalisant 13 succursales.

À la fin des années 30, après avoir absorbé l'AVENIR DES DEUX-SÈVRES, la société comptait déjà 160 points de vente.

Le processus s'accéléra après la guerre de sorte que, dans sa version actuelle, l'entreprise est la résultante d'une cinquantaine d'absorptions dont celles des coopératives de La Rochelle et de Vendée (1958), de Touraine (1967), du Berry (1970) et, en 1973, de l'UNION DES COOPÉRATEURS DU LIMOUSIN ET DU PÉRIGORD et de l'UNION SYNDICALE OUVRIÈRE de Saint-Junien.

Parallèlement, l'entreprise négocia assez convenablement le virage vers les moyennes et grandes surfaces, ce qui lui permet de survivre aujourd'hui alors que bien d'autres succursalistes privés ou coopératifs ont dû abdiquer leur indépendance.

* GROS :

Deux entrepôts à Saintes depuis 1928 et 1967 (750 salariés) et un troisième à Ingrandes depuis 1967. Ce dernier a récupéré en 1968 l'entrepôt frais de Poitiers et en 1986 l'entrepôt meubles de Niort créé en 1957. Après la fabrication de charcuterie, il s'est lancé depuis quelques mois dans la production de plats cuisinés (près de 300 salariés contre 78 à ses débuts) (Troisième entrepôt à Condat, près Limoges)

En 1986, à la suite de la déconfiture de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, la société a donné son adhésion à deux centrales d'achat du groupe PRINTEMPS : DISCO pour l'alimentaire et la SAPAC pour le textile et le bazar. Par ailleurs, un accord a été passé avec le groupe NECKERMANN-EUROPE ÉPARGNE pour relancer la vente par correspondance.

* DÉTAIL :

ROND-POINT : 6 hyper dont deux seulement dans la région à La Rochelle (1970) et Saintes (1973), la société ayant essuyé un refus à Cognac-Châteaubernard en 1974.

MAXICOOP (de 700 à 1.500 m²) : cette enseigne intermédiaire a été développée depuis 1979. Elle compte aujourd'hui quelque 43 unités dont 24 ou 25 dans la région (beaucoup d'anciens SUPERCOOP gonflés).

SUPERCOOP (de 200 à 700 m²) : 11 dans la région en 1971, 28 en 1976, 31 en 1980. La taille de ces magasins s'étant fréquemment révélée insuffisante, la société les transforme en MAXICOOP et ferme les moins performants.

POINT COOP : 400 magasins en 1980. 10 à 20 fermetures par an.

LES HYPERMARCHÉS

AUCHAN

Descendant d'une dynastie d'entrepreneurs Nordistes, Gérard Mulliez créa son premier supermarché en 1961 à Roubaix.

Fin 1986, son groupe, comprenait 39 hyper en France, 11 en Espagne où la société a débarqué en 1981 et un dernier près de Chicago.

AUCHAN est un pionnier de l'intéressement depuis 1967/68 et de l'actionnariat du personnel depuis 1977. Les salariés détiennent actuellement 16 % de la société qui n'est pas cotée en Bourse.

* Après l'échec en 1979 d'un projet à Fontaine-le-Comte (Poitiers-Sud), la société a racheté en 1983 le nouveau RECORD de La Couronne créé par l'Union de Cholet (Promodès) et l'a passé l'année suivante à ses couleurs : 200 salariés.

* FLUNCH : cette chaîne, créée vers 1970, emploie environ 4.500 salariés dans une centaine de self-services, et dispose, depuis 1986, d'une usine de plats cuisinés sous

vide d'une trentaine de salariés. Elle possède en outre deux unités en Espagne et, depuis 1984, 7 en Californie.

Si un restaurant a été ouvert en novembre 1984 dans le C.C. de La Couronne, le projet de réaliser une cafétéria de 218 couverts à l'intérieur du nouvel hôtel Arcade de Poitiers ne s'est pas, jusqu'à présent, concrétisé.

* LEROY-MERLIN : pas de nouvelle création depuis l'ouverture en 1980 d'un magasin de bricolage à La Rochelle.

* DÉCATHLON : ouverture en 1984 d'un magasin de sports dans le C.C. Carrefour de Chasseneuil (ex-boutique Chambragne).

* BOULANGER : Auchan est entré dans cette entreprise de TV HI-FI-électro-ménager en 1983. Création en 1984 de deux points de vente franchisés à Niort (Souhard) et d'un troisième à Royan (L.M.J.).

CARREFOUR

Après une période morosité de 1982 à 84, CARREFOUR a repris l'offensive grâce au rachat à 50 % en 1985 de 7 ROND POINT COOP dans le Nord et à l'acquisition en 1986 de 3 hypermarchés dans la région Rhône-Alpes détenus auparavant à 50/50 avec Genty-Cathiard. À quoi s'ajoutent 18 ouvertures programmées sur 1986-87.

Par ailleurs, la société a racheté en 1983 la totalité de la chaîne ED (90 épicerie-discount) créée en 1978 avec Radar tandis que les COMPTOIRS MODERNES, filiale à 19 % ont repris en 1986 les DOCKS DE L'OUEST et DE BLOIS.

En revanche, à l'instar de Promodès, la firme a décidé de stopper sa filiale BRAPA dont les cafétérias ont été soit vendues, soit réintégrées aux magasins.

CARREFOUR a poursuivi son expansion en Espagne (21 hyper), au Brésil (1) et en Argentine (3). Comme prévu, il a fini par s'installer aux USA en prenant fin 1984 17,7 % de COSTCO WHOLESALE (environ 35 magasins-discount).

Inversement, CARREFOUR a cédé au groupe Standa les 50 % qu'il détenait dans 3 hyper à Milan et un quatrième à Naples.

En Poitou-Charentes, le fait essentiel a été la cession en 1986 à la SOGARA (CARREFOUR 50 % - GUYENNE ET GASCOGNE 50 %) de l'hypermarché de Chasseneuil-du-Poitou.

CASINO

La bataille juridique continue pour obtenir l'autorisation d'implanter un hypermarché à La Rochelle-Sud.

Cf. VEPC n° 5 pour une présentation plus complète.

EUROMARCHÉ

À fin 1986, le nombre des hypermarchés atteignait 69 (dont 21 affiliés) et le nombre de cafétérias 45 (dont 19 affiliées).

D'autre part, le groupe a racheté la société BRICO GEM propriétaire de la chaîne BRICORAMA composée de 30 points de vente dont 11 en franchise. Ces derniers viennent s'ajouter aux 23 magasins EUROLOISIRS créés par Euromarché.

L'implantation étrangère est limitée à 2 franchisés en Arabie Saoudite et à une participation de 20 % dans un grand hypermarché inauguré en 1984 à Cincinnati (Ohio). Deux nouveaux franchisés ont ouvert à Papeete (nov. 1986) et Saint-Denis de la Réunion.

Rappelons qu'EUROMARCHÉ est détenue à 25,1 % par le PRINTEMPS et 52,9 % par VINIPRIX, cette dernière société étant elle-même contrôlée par la banque LAZARD à 26 % et le PRINTEMPS à 30,6 % (contre 24 % naguère).

* L'hyper de Niort, implanté en 1971, a bénéficié d'un agrandissement en 1983. Il est désormais couplé avec une cafétéria.

* BRICORAMA : deux magasins en franchise à Niort.

On sait que les deux autres EUROMARCHÉ d'Angoulême-Champniers et de La Rochelle appartiennent au groupe Disque Bleu, de même que l'hyper ouvert en juin 1986 à Saint-André-de-Cubzac (au nord de la Gironde sur l'axe Bordeaux-Angoulême).

GUYENNE ET GASCOGNE

Le groupe bayonnais a éprouvé des difficultés qu'il a pu surmonter grâce aux bonnes performances de ses hypermarchés.

Depuis 1981, 30 succursales sur 148 ont été fermées, 3 supermarchés SQUALE ouverts (de 19 à 22) et un nouvel hyper a été inauguré (de 5 à 6 dont 3 passés à l'enseigne MAMMOUTH)

D'autre part, une nouvelle plate-forme a été construite en 1986 à Labenne près de Bayonne pour remplacer les deux anciens entrepôts.

Enfin, la SOGARA, créée en 1967 à 50 / 50 avec CARREFOUR a porté ses magasins de 6 à 10 par construction de deux hyper à Toulouse-Labège (1981 et Limoges (1987) et par rachat du Carrefour de Chasseneuil et du ROND-POINT COOP de Lormont (1986)

En Espagne, GRANDES SUPERFICIES (SOGARA 50 %) exploite maintenant 5 hypermarchés compte tenu des nouveaux magasins de Santander (1982) et Alicante (1985).

L'entreprise est désormais dirigée par Bernard de Montesquiou qui a succédé en 1986 à son beau-père Xavier Beau dont la famille possède 26 % des actions et 37 % des voix. La société fait actuellement l'objet d'un ramassage en Bourse.

* SOGARA :

Le CARREFOUR de Soyaux (ex-Rendez-Vous, créé en 1970 et racheté en 1977) a momentanément souffert du transfert du centre LECLERC à Lunesse. Rappelons que CARREFOUR avait vainement tenté en 1975 de s'implanter à Rouillet (Angoulême-Sud).

Celui d'Angoulins, repris en 1980, ne dégage que des résultats modestes.

Quant au CARREFOUR de Chasseneuil, il ne semble toujours pas parvenu à l'équilibre sept ans après son inauguration.

À noter que le siège de la SOGARA a été déplacé en 1982 de Bayonne à Mérignac et que la société SALVESEN a construit en 1986 un entrepôt à Langon pour desservir quotidiennement les CARREFOUR du Grand Sud-Ouest en -surgelés et en produits frais, l'entreprise souhaitant depuis longtemps réduire le nombre de ses fournisseurs

* SQUALE :

Vers 1982, le SQUALE de Saint-Jean-d'Angély a abandonné ses locaux à Leclerc et aménagé dans un ancien Centre Leclerc, à Jonzac.

RADAR

L'entreprise a continué de se réduire comme une peau de chagrin. Après avoir cédé en 1984 ses 15 hypermarchés (dont celui de Limoges) au groupe CORA, elle a vendu en 1985 aux GALERIES LAFAYETTE les magasins DAMES DE FRANCE et PARUNIS appartenant à sa filiale PARIS-FRANCE.

En 1986, malgré une contre-offensive de BIDERMAN, CORA, l'IDI et le CCF ont cédé le contrôle de l'affaire à la société DAMILOW animée par deux financiers arabes, MM. Daniel Amar et Gaith Pharaon.

En 1984, ces derniers avaient déjà racheté au groupe FÉLIX POTIN la société PRIMISTÈRE (magasins Félix Potin et La Parisienne), 42 % de COFRADEL et 34 % des vins Nicolas, ces deux participations ayant été revendues peu après aux DOCKS DE FRANCE et à RÉMY-MARTIN.

Leur entrée dans RADAR s'est traduit par la cession à BOUYGUES des derniers actifs de PARIS-FRANCE (les magasins AUX TROIS QUARTIERS ET MADELIOS) et par la cession aux Comptoirs modernes des DOCKS DE L'OUEST et de BLOIS (petite succursale à Niort).

On se souvient que RADAR avait créé un hyper à Niort-Chauray vendu à RALLYE suite à sa destruction complète par un incendie en 1976.

Après cession des DAMES DE FRANCE, le groupe n'a plus d'activité dans la région.

RALLYE

Le groupe brestois a poursuivi son expansion notamment par rachat, en 1984, du distributeur breton RAPID VB (1 entrepôt, 48 magasins, 800 salariés) et, en 1985, de l'UNION DES COOPÉRATEURS DE BRETAGNE (reprise des 2 ROND-POINT, 8 MAXICOOP, 1 SUPERCOOP, 24 succursales sur 133 et 680 salariés sur 850).

Peu de changements dans la région qui est couverte par deux hypermarchés implantés en 1972 à Poitiers et en 1977 à Niort, ce dernier étant désormais doublé, comme son voisin, d'un magasin de bricolage Briker.

La chaîne de cafétérias MAREST, rachetée en 1979 à l'américain Mariott, n'a pas connu de nouveaux développements depuis les ouvertures d'Angoulême, Niort (sous l'enseigne ONDINE) et Poitiers.

La chaîne de prêt-à-porter BURTON, déjà présente à Angoulême, Cognac et Saintes (ex-magasins Saint-Rémy), a recruté en 1986 un franchisé à Poitiers, de même que la chaîne de chaussures de sports ATHLETE'S FOOT.

VINIPRIX

En 1983, cette société a vendu ses entrepôts et ses 2.500 magasins à deux filiales détenues à 50/50 avec CODEC-UNA.

Dès 1984, sur le modèle de Promodès, Codec a entrepris de céder ces magasins en location-gérance, ce qui a déclenché un fort mouvement de mécontentement chez les salariés.

VINIPRIX, qui est une filiale du PRINTEMPS et de LAZARD, n'exerce donc plus de responsabilités directes, l'intérêt de la société résidant essentiellement en sa participation dans EUROMARCHÉ.

Après la fermeture en 1977 du SAVÉCO de Saintes et la cession en 1984 du VINIPRIX de Niort (1.490 m²), la société ne possède plus aucun point de vente dans la région.
